BIBLIOTECA NAZ.
XXVI
D
38
NAPOLI

XXVI
D
38

BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III
XXVI
D
38
NAPOLI

SYSTÊME SOCIAL.

SECONDE PARTIE.

SYSTÊME SOCIAL,

OU

PRINCIPES NATURELS

DE LA MORALE

ET

DE LA POLITIQUE.

AVEC UN EXAMEN

DE

L'INFLUENCE DU GOUVERNEMENT

SUR LES

MŒURS.

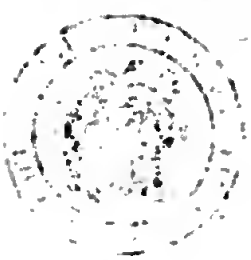
Discenda virtus est; ars est bonum fieri; erras si existimas vitia nobiscum nasci; supervenerunt, ingesta sunt.

SENEC. EPIST. 124.

TOME SECOND.

LONDRES.

M. DCC. LXXIII.



SYSTEME SOCIAL.

SECONDE PARTIE.

PRINCIPES NATURELS DE LA POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

De la Société. Du Pacte Social. Des Loix. De la Souveraineté. Du Gouvernement.

L'IGNORANCE, l'erreur, le préjugé, le défaut d'expérience, de réflexion & de prévoyance, voilà les vraies ſources du mal moral. Les hommes ne ſe nuiſent à eux-mêmes, & ne bleſſent leurs aſſociés, que parce qu'ils n'ont point d'idées de leurs vrais intérêts; ils ne vivent en ſociété, que parce qu'ils y ſont nés; ils ſont attachés à la Société par

une habitude machinale ; très-peu ſe ſont demandé à quoi elle leur eſt utile ; ils jouiſſent de ſes avantages, pour ainſi dire, à leur inſçu, ils en ſouffrent les inconvéniens ſans en déméler les cauſes. Rien de plus rare que des hommes qui ſe donnent la peine de réfléchir ſur la nature, le but, les effets de la Société ; ſur les droits qu'elle a ſur eux ; ſur les droits qu'ils ont ſur elle. Le Pacte Social qui lie les aſſociés les uns aux autres, ainſi qu'au tout dont ils ſont membres, eſt entiérement ignoré de ceux qui ſont faits pour l'obſerver. Si quelques penſeurs en ont quelques idées vagues & confuſes, beaucoup d'autres ne le regardent que comme une chimere. En un mot, l'objet qui devroit être le plus intéreſſant pour eux, eſt communément celui que nous voyons le moins connu des citoyens.

PLUSIEURS cauſes ont contribué à retenir les hommes dans l'ignorance à cet égard. On diroit en général que la réflexion eſt pénible pour eux ; leur pareſſe naturelle auſſi-bien que leurs occupations, leurs amuſemens, la diſſipation, l'amour du plaiſir les empêchent de méditer ou de remonter aux prin-

cipes des choſes : ils ne ſentent guere l'intérêt qui pourroit les y porter ; ils trouvent bien plus court de ſe laiſſer guider par l'autorité qui ſouvent, aveugle elle-même, les prive de lumieres & les égare.

La Religion, comme on a vu, perpétuellement occupée des merveilles inviſibles d'un autre monde, ne donne point ſon attention à ce qui ſe paſſe ſur la terre. Ses principes, comme on l'a prouvé, tendent plutôt à diſſoudre qu'à reſſerrer les liens de la Société : elle ne regarde ce monde que comme un paſſage peu digne d'arrêter les yeux des mortels qui, ſuivant ſes maximes, ne ſont placés ici bas que pour ſe préparer à une vie future, qu'elle leur montre comme bien plus importante pour eux, que leur bonheur actuel. Des Chrétiens parfaits ne connoiſſent d'autre Patrie que le ciel ; pour mériter d'en devenir un jour citoyens, ils doivent ſe détacher de tous les objets qui pourroient les détourner de leur chemin ; ils doivent quitter peres, meres, parens, amis, concitoyens & ſociété, pour ſuivre la route ténébreuſe que leur tracent les guides chargés de leur con-

duite durant leur pélerinage ici bas.

Une Politique aveugle, guidée par des intérêts très-contraires à ceux de la Société, ne ſouffre pas que les hommes s'éclairent ni ſur leurs propres droits, ni ſur leurs vrais devoirs, ni ſur le but de l'aſſociation qu'elle traverſe trop ſouvent. La Société devenue communément le jouet des caprices & des paſſions de ceux qui la gouvernent, ne renferme que des membres diviſés qui n'ont aucune connoiſſance des motifs, faits pour les unir entre eux & les attacher au corps. Ainſi, la Société devient dans les mains de ſes chefs, une machine dont les mouvemens ſe contrarient, & qui n'a d'autre tendance que celle que lui donnent les volontés paſſageres de ceux qui s'en emparent. La plupart des ſociétés reſſemblent à des vaiſſeaux, dont la conduite eſt confiée à des pilotes dépourvus d'expérience qui, au lieu de les conduire au port, les font échouer contre des écueils où ils périſſent eux-mêmes.

Si tout homme tend au bonheur, toute ſociété ſe propoſe le même but; & c'eſt pour être heureux que l'homme vit en ſociété. Ainſi, la Société eſt un

aſſemblage d'hommes, réunis par leurs beſoins, pour travailler de concert à leur conſervation & à leur félicité commune.

La Société, comme nous l'avons remarqué ci-devant, a des droits légitimes ſur ſes membres par les avantages qu'elle leur procure : chaque citoyen fait avec elle un pacte tacite qui, pour n'être pas rédigé par écrit ou clairement énoncé, n'en eſt pas moins réel. Pour exercer des droits ſur ſes membres, la Société leur doit la juſtice, la protection, des loix qui aſſurent leur perſonne, leur liberté, leurs biens : elle s'engage à les garantir de toute injuſtice ou violence, à les défendre contre leurs paſſions réciproques, à les mettre à portée de travailler ſans obſtacles à leur bien-être propre ſans préjudice de celui des autres ; à placer chacun ſous la ſauve-garde de tous, pour le faire jouir en paix des choſes qu'il poſſede ou qu'il a juſtement acquiſes par ſon labeur, ſes talens, ſon induſtrie.

Voila les conditions ſous leſquelles toute aſſociation raiſonnable s'eſt formée ; voilà ſur quoi l'autorité de la Société peut légitimément ſe fonder. Cha-

que citoyen, pour ſon propre bonheur, s'oblige à s'y ſoumettre, & à dépendre de ceux qu'elle a rendu les dépoſitaires de ſes droits & les interprêtes de ſes volontés.

D'APRÈS ces conditions, chaque citoyen acquiert des droits ſur la Société qui, pour ſa conſervation propre, eſt obligée d'être fidelle à ſes engagemens. En vue de ces avantages, le citoyen de ſon côté s'engage à être juſte ; à ſubordonner ſes intérêts perſonnels à ceux de la Société ; à ſoumettre ſes volontés à la ſienne ; à la défendre de toutes ſes forces ; à lui ſacrifier la portion de ſes biens, néceſſaire à la conſervation & à la proſpérité de tous ; à la ſervir de ſes talens, de ſes lumieres, de ſes facultés ; à ne point troubler ſes aſſociés dans leurs poſſeſſions ; à les y maintenir de tout ſon pouvoir ; à coopérer ſelon ſes forces à la proſpérité générale dont la ſienne dépend. Dès qu'il remplit fidélement ces engagemens, la Société ne peut ſans injuſtice priver le citoyen du bonheur qu'elle s'eſt engagée à lui procurer.

LA Société étant compoſée d'un grand nombre d'hommes dont les vo-

lontés diverſes, les paſſions diſcordantes, les intérêts oppoſés, les lumieres bornées ne peuvent produire que du tumulte & du déſordre, & les empêcher d'agir de concert, eſt obligée de remettre ſes droits à un ou à pluſieurs citoyens que, dans l'idée qu'elle a de leur expérience, de leur prudence, de leurs talens, de leur probité, elle charge de parler en ſon nom, de gouverner pour elle, d'exprimer ſes intentions, de régler la conduite de ſes membres, de veiller au bonheur, à la protection, à la ſûreté de tous, de les obliger à remplir leurs engagemens. Si la Société doit la juſtice, la liberté, le bonheur à ſes membres fideles, ceux qu'elle rend dépoſitaires de ſon autorité ne peuvent être que les exécuteurs de ſes intentions, & ne peuvent ſe diſpenſer de ſatisfaire aux conditions auxquelles elle a dû s'engager elle-même : d'où il ſuit que jamais une ſociété n'a pu conférer à ſes chefs ou repréſentans le droit d'être injuſtes, de la ſoumettre à leurs propres caprices, de nuire à ſes membres à qui elle doit elle-même équité, liberté, ſûreté. Le Souverain n'eſt que le gardien & le

dépoſitaire du Contrat Social ; il en eſt l'exécuteur, il ne peut point acquérir le droit de l'anéantir ou de le violer.

Le Gouvernement eſt la ſomme des forces de la Société, dépoſées entre les mains de ceux qu'elle a jugé les plus propres à la conduire au bonheur. D'où il ſuit évidemment qu'un Souverain n'eſt pas le Maître, mais le Miniſtre de la Société, chargé de remplir ſes engagemens envers les citoyens, & muni du pouvoir néceſſaire pour obliger ceux-ci à remplir les leurs.

Les volontés de la Société s'expriment par les loix. La Loi eſt une regle que la Société preſcrit aux citoyens, en vue de la conſervation & du bien-être de tous. La légiſlation ne doit avoir pour objet que d'indiquer aux hommes raſſemblés en ſociété, ce qu'ils doivent ou ce dont ils doivent s'abſtenir pour le maintien d'une aſſociation néceſſaire à leur propre félicité. Les loix ſont des déciſions de l'intérêt, de l'expérience, de la raiſon du corps, contre l'intérêt perſonnel ou les paſſions aveugles des membres.

Si tous les hommes avoient de la

prudence, de l'expérience & de la raiſon, ils n'auroient beſoin ni de loix, ni de l'égiſlateurs ni de ſouverains pour vivre en ſociété. L'autorité des Souverains ſur leurs ſujets ne peut être fondée que ſur la ſupériorité de talens, de lumieres, de vertu que la Société ſuppoſe à ceux à qui elle confie le droit de parler en ſon nom. Tout légiſlateur eſt l'organe de la volonté générale; ſes loix ſont juſtes & bonnes, quand elles ſont conformes à la nature de l'homme, au but de l'aſſociation, à l'intérêt de la Société, à ſes circonſtances actuelles: elles ſont injuſtes & mauvaiſes, quand elles ſont contraires au bonheur de l'homme, au bien de la Société, uniquement favorables à l'intérêt particulier, oppoſées aux circonſtances où elle ſe trouve.

Les loix *naturelles*, ſur leſquelles on a tant écrit & diſputé, ſont celles qui découlent immédiatement de la nature de l'homme, indépendamment de toute aſſociation, ou qui ſont fondées ſur l'eſſence même d'un être qui ſent, qui cherche le bien & fuit le mal, qui penſe, qui raiſonne, qui deſire inceſſamment le bonheur. La

Société, n'ayant pour but que de rendre l'homme plus heureux qu'il ne ſeroit tout ſeul, & le Gouvernement n'étant fait que pour remplir ſes engagemens avec ſes membres, il ſuit de là que les loix de la nature ne peuvent être ni abrogées ni ſuſpendues dans l'état ſocial, qui ſans cela priveroit l'homme de ſon bien-être au lieu de le lui procurer. En devenant membre d'une ſociété, l'homme ne change point de nature, il ne cherche qu'à ſatisfaire plus aiſément les beſoins de ſa nature.

Les loix *civiles* ne ſont donc que les loix naturelles appliquées aux beſoins, aux circonſtances, aux vues d'une ſociété particuliere ou d'une nation. Ces loix ne peuvent contredire celles de la nature, parce qu'en tout pays l'homme eſt toujours le même, a les mêmes deſirs, mais varie dans les moyens de les ſatisfaire.

Quelque nom qu'on leur donne, les loix ne peuvent jamais anéantir, ni les droits naturels de l'homme, ni les devoirs de la Morale : elles ſont faites pour aſſûrer les droits juſtes du citoyen, & pour l'obliger à ſe con-

former à ſes devoirs. Toute loi qui priveroit l'homme de la liberté, de la ſûreté, de la propriété, ſeroit injuſte; ce n'eſt que pour jouir plus ſûrement de ces avantages, qu'il vit en ſociété, & ſe ſoumet à des loix.

Les loix pénales ſont celles qui puniſſent le citoyen, quand il a violé la loi. En refuſant d'obéir à des loix juſtes, il rompt ſes engagemens avec la Société; conſéquemment il la dégage des ſiens; il devient l'ennemi de ſes aſſociés; ils ont le droit de le punir, ou de le priver du bien-être auquel il n'a droit de prétendre qu'autant qu'il eſt fidele au Pacte Social.

Une loi injuſte ne peut jamais conférer aucuns droits; il n'y a qu'une loi juſte & conforme à la nature de l'homme en ſociété, qui puiſſe donner de vrais droits. Ce que la loi permet ſe nomme *licite*; ce qu'elle défend ſe nomme *illicite*. Tout ce qui eſt licite n'eſt juſte que quand la loi eſt juſte. Les loix ſont injuſtes & inſenſées, toutes les fois qu'elles permettent ce qui eſt nuiſible, & défendent ce qui eſt utile à la Société. (1) *Rien de plus inſenſé*,

[1] *Illud ſtultiſſimum exiſtimare omnia juſta eſſe*

dit Cicéron ; que de regarder comme juſtes toutes les choſes qui ont pour elles la ſanction des loix ou les ſuffrages des peuples. Si l'on fondoit des droits ſur les volontés du Peuple , ſur les édits des Princes , ſur les ſentences des Juges , le brigandage ſeroit un droit , l'adultere ſeroit un droit , forger un teſtament ſeroit un droit , pour peu que ces actions euſſent l'approbation de la multitude. En effet, tout légiſlateur ou tout peuple deviendroit maître de créer & le juſte & l'injuſte. Eh ! quel ſeroit le tyran qui ne ſe feroit pas des droits à lui-même , s'il n'en coûtoit qu'une loi pour acquérir des droits ?

L'on nomme loix *fondamentales* celles qui dans les nations ſervent de fondement & de titre à l'Autorité Souveraine , & qui ſont réputées les volontés des peuples , rélativement à la maniere dont ils deſirent d'être gouvernés. Rien de plus embrouillé que ces loix ; il n'eſt aucun pays où l'on

quæ ſcita ſint in populorum inſtitutis & legibus. Si Populorum juſſis , ſi Principum decretis , ſi ſententiis Judicum jura conſtituerentur , jus eſſet latrocinari , jus adulterare , jus teſtamenta falſa ſupponere , ſi hæc ſuffragiis aut ſcitis multitudinis probarentur.

Voyez Cicer. de Legibus.

puiſſe

puiſſe diſtinctement reconnoître les vraies limites du pouvoir des Souverains, & les droits que la Société a prétendu ſe réſerver à elle-même. Les ennemis de la liberté des hommes ſe ſont prévalus de cette obſcurité, & les tyrans s'en font des titres pour opprimer. Dans une matiere ſi intéreſſante, tout eſt vague, équivoque, indéfini; la ſagacité la plus exercée peut à peine démêler le ſophiſme du vrai, l'uſurpation du droit, la violence de l'équité. Les juriſconſultes les plus habiles ont été ſouvent les dupes des préjugés les plus vulgaires; ils ont à tout moment confondu la force, l'uſage, la poſſeſſion avec le droit; ils ont regardé comme des titres pour les Princes, des uſurpations que les Peuples trop foibles n'avoient pu empêcher : ils ont rarement oſé remonter juſqu'aux principes de tout droit & de toute autorité. Mais de ce qu'un Souverain a la force de faire le mal impunément, s'enſuit-il qu'il a le droit de mal faire? De ce que ſes ancêtres auront pendant pluſieurs ſiecles exercé la tyrannie, ſans que perſonne ait oſé les arrêter

ou les punir, doit-on en conclure qu'il a le droit de continuer ?

Dans les démelés qui s'élevent quelquefois entre les Souverains & les Sujets, l'on a communément recours à l'hiſtoire, pour chercher dans les déciſions & les coutumes anciennes de la nation, des exemples ou des faits propres à régler ſes jugemens : mais ces hiſtoires, ſouvent dictées par la crainte & la flatterie, ou faute de monumens, diſſimulent la vérité, alterent les circonſtances, ou ne les préſentent que ſous un faux point de vue. Les hiſtoriens ne nous montrent partout que des combats continuels entre des Souverains tendans au deſpotiſme & la liberté des Peuples faiſant des efforts pour ſe défendre : dans cette lutte perpétuelle, tantôt l'un a le deſſus, tantôt l'autre vient à bout de remporter quelque avantage. Sous des Princes foibles & timides, les Nations arrachent quelquefois des titres favorables à leurs juſtes droits ; ſous des Princes actifs & puiſſans, elles ſont privées de leurs droits les plus inconteſtables.

Ce n'eſt ni à l'hiſtoire, ni à l'uſage,

ni à des exemples, ni même à des conceſſions ou chartres que l'on doit recourir dans des queſtions de ce genre ; c'eſt à l'origine de l'autorité ſouveraine ; c'eſt aux droits inaliénables des nations ; c'eſt à la raiſon ; c'eſt à la juſtice éternelle ; c'eſt à l'intérêt des nations dont le bonheur fait toujours la loi ſuprême.

Les incertitudes ſi fréquentes où nous jette l'hiſtoire, quand il s'agit d'examiner les droits des Souverains ſur les Peuples, & des Peuples ſur les Souverains, ont fait croire à bien des gens que les loix fondamentales, dont on parloit ſans ceſſe & que l'on ne trouvoit établies nulle part, étoient de pures chimeres, ainſi que le Contrat Social qui lie réciproquement les Souverains & les Sujets. Cependant il eſt évident que ce Pacte, fondé en nature, exiſte, & qu'il eſt le même qui lie la Société à ſes membres. Soit que les conditions du Pacte des peuples avec leurs Chefs, aient été clairement exprimées & conſervées dans des monumens authentiques, ſoit qu'on n'en trouve des veſtiges nulle part, elles ſont toujours les mêmes. Un Sou-

verain légitime ne regne que de l'aveu de ſa Nation ; dès qu'elle lui obéit, c'eſt dans l'eſpoir de jouir du bonheur par ſon moyen: Dès qu'il commande en ſon nom, il n'a pas le droit d'ordonner rien de contraire à ſes intentions. Les hommes raſſemblés en ſociété n'obéiſſent à l'un d'entre eux, que dans l'idée d'être plus heureux qu'ils ne ſeroient ſans lui ; & ce chef, quelque nom qu'on lui donne, ne peut jamais acquérir le droit de les rendre malheureux, ni même de négliger leur bonheur. (2)

Il ſubſiſte donc évidemment entre les peuples & leurs chefs un Pacte donc les articles doivent être conçus à peu près en ces termes. « Engagez-» vous à nous bien gouverner, c'eſt-à-» dire, à veiller à notre ſûreté, à nous » procurer le bien-être, à nous garan-» tir de toute oppreſſion ; & nous nous » engagerons de notre côté à vous » obéir, à vous honorer, à nous oc-» cuper de votre bien-être & de votre » ſûreté. Si vous ne nous faites jouir

(2) *Poteſtas. Regis eſt poteſtas Legis ; poteſtas juris, non injuriæ.*
VOYEZ BRACTON DE LEGIB. ANGLIÆ.

» d'aucuns biens, vous nous ſerez in-
» différent. Si vous ne nous faites que
» du mal, nos engagemens ſeront nuls ;
» c'eſt vous qui les anéantirez vous-
» même. Si vous nous faites endurer
» des maux inſupportables, nous vous
» déteſterons, nous vous traiterons en
» ennemi. Si nous ſommes trop foibles
» pour ſecouer votre joug, nous le
» porterons en frémiſſant, vous aurez
» un ennemi dans chacun de vos eſcla-
» ves, & vous ſerez à chaque inſtant
» obligé de trembler ſur ce trône dont
» vous ne ſerez qu'un injuſte uſurpa-
» teur. »

Si les contrats des nations avec leurs chefs ne ſe trouvent pas dans l'hiſtoire, qui n'eſt trop ſouvent que le regiſtre des violences & des uſurpations des Princes, ils exiſtent du moins dans les cœurs de tous les hommes, qui n'ont jamais pu conſentir de plein gré à l'exercice d'un pouvoir qui les rendît malheureux, & qui tendît à la ſubverſion de la Société. Lorſque des peuples ſauvages ſe ſont choiſi des chefs, ils ont ſuppoſé que ces chefs plus expérimentés qu'eux, leur procureroient des avantages ; s'ils n'ont point ſongé

à faire un pacte avec eux, c'eſt qu'ils ne prévoyent pas qu'il viendroit un temps où ces chefs les opprimeroient eux mêmes ou leur poſtérité. Des nations, ou plutôt des hordes guerrieres, n'ont pu d'ailleurs limiter le pouvoir de leurs commandans, parce que la diſcipline militaire exige un pouvoir ſans bornes dans celui qui ordonne, & une obéiſſance ſans bornes dans celui qui obéit. Mais quels que ſoient les motifs qui ont empêché un Peuple de ſtipuler ſes intérêts, le pouvoir illimité d'un Souverain, pour être juſte, n'eſt que le pouvoir de travailler au bien public de la façon qui lui paroît la plus convenable. Pour lors la Société, pleine de confiance dans les talens ou les belles qualités de ſon Chef, n'a fait que lui donner *carte blanche*, mais n'a pu ni voulu l'autoriſer à mal faire, & encore moins conférer à ſes ſucceſſeurs le droit d'abuſer contre elle de la confiance qu'elle a montrée.

Le ſiecle paſſé nous fournit l'exemple ſingulier d'une nation qui, par un vœu preſqu'unanime, ſe ſoûmit expreſſément au pouvoir illimité de ſon Monarque, & par un acte ſolemnel lui

déféra une puiſſance abſolue. (3) En conclura-t-on que ce peuple a prétendu conſentir que ſon ſouverain exerçât la tyrannie? Non, ſans doute; ce fut évidemment pour ſe ſouſtraire à la tyrannie de leurs nobles inſolens, que les Danois conférerent à leur Monarque un pouvoir plus étendu qu'il n'avoit auparavant, afin qu'il pût en impoſer à ces tyrans multipliés, dont ils éprouvoient depuis long-temps les injuſtices.

Le pouvoir illimité, dit Locke, n'eſt, ſuivant la raiſon, que le pouvoir de procurer le bien public ſans réglemens & ſans loix. (4) Le même auteur remarque que ſouvent les meilleurs Princes, en s'attirant par leurs vertus la confiance de leurs ſujets, leur ont fait un tort véritable, vû que ceux-ci, ſéduits par leurs bonnes qualités, leur ont adjugé des prérogatives & des droits, dont leurs ſucceſſeurs moins équitables ont indignement abuſé. Ces derniers ſe ſont prévalus, pour faire le mal, du pouvoir qui n'avoit été accordé à leurs prédéceſſeurs, que pour faire plus librement le bien. Le pouvoir ab-

(3) Les Danois en 1660.
(4) Voyez Locke *Eſſais ſur le Gouvernement.*

ſolu, ou ce qu'on appelle le *Deſpotiſme* ſeroit, dit-on, un gouvernement admirable entre les mains d'un Trajan, d'un Titus, d'un Marc-Aurele; mais un pouvoir exercé par un homme de bien, qui ſe conforme aux regles de la juſtice & de la raiſon, n'eſt plus un Deſpotiſme, & ne doit pas être déſigné ſous ce nom déshonorant.

Les partiſans du Deſpotiſme, (car, à la honte du genre humain, ce brigandage a des fauteurs) ne manqueront pas de prétendre que ce ne fut preſque jamais le choix libre des Nations qui plaça les Souverains ſur le trône; qu'ils ont pour l'ordinaire ſoumis les peuples par la force, & que ce fut *par droit de conquête* qu'ils régnerent ſur des hommes ſubjugués à qui, pouvant les exterminer, ils ont laiſſé la vie, & qui par conſéquent, bien loin de leur preſcrire des loix, ſe ſont vu forcés de recevoir celles qu'ils voulurent leur impoſer. En un mot, on ſuppoſe que des peuples réduits en eſclavage, n'ont pu faire aucun Pacte avec leurs ſuperbes vainqueurs.

On conviendra ſans peine que la plupart des grands Empires ont été

formés par la conquête ; ce qui prouve ſeulement que les fondateurs de ces Empires ont été des voleurs, des brigands, des fléaux du genre humain : la violence, le meurtre & le carnage ne furent jamais des moyens légitimes d'acquérir. Celui qui ne commande qu'à des eſclaves, ne commande qu'à des ennemis, qui ont droit d'oppoſer la juſtice & la force, à l'injuſtice & à la force. *La Juſtice*, dit un Pere de l'Egliſe, *briſe les fers injuſtes*. (5) Il eſt vrai que des malheureux, ſubjugués par le fer & la flamme, n'ont guerre pu ſtipuler avec leurs conquérans farouches ; mais ils ont pu leur dire : « nous avons » été les plus foibles ; nous avons cédé » à la force ; mais ſi jamais nous deve- » nons les plus forts, nous vous arra- » cherons un pouvoir uſurpé, lorſque » vous ne vous en ſervirez que pour no- » tre malheur. Ce n'eſt qu'en nous fai- » ſant du bien, que nous conſentirons » à oublier les titres infames par leſ- » quels vous regnez ſur nous. Notre » conſentement ſeul peut faire de nous » des citoyens ſoumis, & de vous des

(5) *Injuſta vincula rumpit juſtitia.*
VOYEZ S. AUGUSTIN, SERM. 81.

» ſouverains légitimes. La vie que vous
» nous avez laiſſée, n'eſt qu'un préſent
» funeſte, ſi elle n'eſt deſtinée qu'à
» nous faire languir dans la captivité. »

Il n'y a que le conſentement libre & ſubſéquent des peuples, qui puiſſe légitimer le pouvoir uſurpé d'un conquérant. Mais les peuples ne peuvent donner ce conſentement que ſous la condition d'être bien gouvernés. *La conquête*, dit Locke, *eſt auſſi peu l'origine & le fondement des Etats, que la démolition d'une maiſon eſt la vraie cauſe de la conſtruction d'une autre.*

Non ſeulement la violence ne peut pas conférer le droit d'exercer le deſpotiſme, mais même le conſentement libre & paſſager d'un peuple ne peut pas rendre légitime cet abus du gouvernement. On nous dira vainement *qu'on ne fait aucun tort à celui qui conſent.* (6) Rien de plus faux que cette maxime; elle autoriſeroit à dépouiller les enfans, les perſonnes ivres ou en démence, ou à tuer les malades dans le tranſport. Quand même on ſuppoſeroit que des nations ont pu conſentir autrefois à ce qu'on exerçât ſur elles le Deſpotiſme:

(6) *Volenti non fit injuria.*

quand même elles ſe ſeroient, par des actes ſolemnels, livrées aux caprices d'un maître abſolu; tous ces titres, arrachés par la ſéduction, ou accordés par le délire, ne peuvent nullement lier la poſtérité. Un bon pere doit tranſmettre ſon bien à ſes enfans après lui, il ne peut ſans injuſtice livrer ce bien à la rapacité d'un tyran. Si les ancêtres ont la folie de ſe rendre eſclaves, ils n'ont pas le droit de rendre eſclaves leurs deſcendans, qui auront toujours le droit de briſer leurs chaînes, quand ils en auront le pouvoir.

La ſuperſtition toujours ennemie de la liberté & du bonheur des habitans de ce monde, a viſiblement travaillé à les rendre malheureux, en forgeant des titres aux Deſpotes & aux Tyrans. Dans l'idée de fonder leur pouvoir uſurpé, ſur une baſe inacceſſible aux regards des mortels, les Souverains abſolus ne prétendent-ils pas n'avoir jamais reçu leur pouvoir de leurs Nations, ne le tenir que de Dieu ſeul, & n'être comptables qu'à lui de leurs actions? N'eſt-ce pas évidemment outrager un Dieu qui, s'il exiſtoit, devroit être rempli de perfections, de juſtice & de

bonté, que de le ſuppoſer l'auteur & le protecteur d'une puiſſance injuſte, & qui opere évidemment le malheur des Etats ? N'eſt-ce pas anéantir toute morale, que d'aſſurer qu'un pouvoir qui détruit toute loi, toute équité, toute vertu eſt approuvé par le ciel ? Un Souverain parjure n'annonce-t-il pas par ſa conduite qu'il ſe moque également & des Dieux & des hommes ?

Pour derniere reſſource, on nous dit que la puiſſance Souveraine s'eſt formée ſur le modele de la puiſſance paternelle qui paroît illimitée. Mais l'autorité paternelle peut-elle donner le droit de tyranniſer, de tourmenter, de dépouiller, de détruire des enfans ? Cette autorité, pour être juſte, doit être fondée ſur les avantages, les inſtructions, les ſoins qu'elle donne aux êtres qui lui ſont ſoumis. La Tyrannie d'un Pere doit être ſupportée par un fils vertueux, mais cette tyrannie n'en eſt pas pour cela plus juſte & plus raiſonnable. D'ailleurs les Rois ne ſont point les peres des Peuples, les Peuples ſont les peres des Rois, & ceux-ci ne ſont que trop ſouvent des enfans dénaturés, qui méconnoiſſent les juſtes droits de

ceux qui les ont faits ce qu'ils ſont, qui les nourriſſent, qui travaillent à leur bonheur, qui ſe dévouent pour eux. Malgré les orgueilleuſes prétentions des Deſpotes & les ſophiſmes des flatteurs qui veulent enchaîner les peuples à leurs pieds, il eſt évident que ce ne ſont pas les Rois qui font les Nations, mais que c'eſt le conſentement des Nations qui fait les Rois. Une Nation peut ſans Roi être très-bien gouvernée, mais un Roi ne peut exiſter ni gouverner ſans Nation. Les prérogatives, le pouvoir, les droits ne peuvent ſe changer en loi, que quand ils ſont fondés ſur la volonté de la Société, ſur l'équité, ſur l'utilité générale. Ainſi une nation ne peut jamais empiéter ſur les droits de ceux qui la gouvernent; leurs Chefs n'ont d'autres droits que ceux qu'ils reçoivent de la volonté générale ou du conſentement de la nation qui ne peut, ni renoncer à ſes propres droits, ni être privée du droit inaliénable de reſſerrer le pouvoir, ou de régler la conduite de ceux qu'elle choiſit pour la guider au bonheur.

Ces maximes, peu conformes, peut être, aux prétentions des tyrans, n'en ſont pas moins conformes à la

nature de l'homme, aux droits de la Société, aux loix de l'équité, à la droite raiſon, à l'intérêt général des Peuples, qui s'accordent à nous prouver que le but invariable de la Société doit être de rendre ſes membres heureux, de ſe conſerver elle même, de vivre ſous des loix équitables, de jouir de la liberté, de la ſûreté, de la propriété. Ce n'eſt qu'en procurant ces avantages à la Société, que le gouvernement peut être légitime, & que ceux qui gouvernent peuvent jouir eux-mêmes d'un vrai bonheur, d'une puiſſance ſolide, d'une gloire véritable. En un mot, les intérêts des ſouverains ne peuvent jamais ſans danger ſe ſéparer de ceux de leurs ſujets.

De tout les principes répandus dans ce chapitre il ſuit évidemment que le Pacte Social, la légiſlation, le gouvernement, la politique n'ont dans le vrai d'autre objet, que de faire obſerver les devoirs de la morale aux hommes raſſemblés pour leurs beſoins communs. Les vertus ſociales ne ſont, comme on a vu, que les diſpoſitions que doit avoir tout homme qui vit en ſociété. C'eſt pour jouir de la juſtice, des bienfaits,

des ſecours, de la protection des loix, des fruits de ſon labeur, de la tranquillité, de la ſûreté, que l'homme vit en ſociété. La Société lui doit ces choſes; tant qu'il ſe montre fideſe à remplir ſes engagemens envers elle : le gouvernement & les loix ſont faits pour les lui aſſurer. Tout gouvernement injuſte ou qui néglige & corrompt les mœurs, briſe efficacement les liens faits pour unir entre eux les hommes aſſociés, annéantit le Contract Social, travaille à la deſtruction de ſon propre pouvoir.

D'ou l'on voit que la morale ne peut, ſans le plus grand danger, ſe ſéparer de la *Politique*, qui eſt l'art de gouverner les hommes réunis en ſociété. Elle ne doit être, comme tout nous le prouvera par la ſuite, que la morale appliquée au gouvernement des Etats.

Gouverner, c'eſt maintenir, protéger & guider au bonheur une Société; ce qui ne peut avoir lieu ſans faire concourir tous ſes membres à l'utilité générale, & ſans réprimer les paſſions capables de nuire à la félicité de tous. D'où il ſuit que le gouvernement n'a pour objet que d'exciter les hommes réunis en Société à exercer entre eux les

vertus ſociales, ou à mettre en pratique les regles dont la morale leur fait ſentir la néceſſité pour leur propre intérêt.

En un mot, la politique eſt la morale des Nations. L'objet de la politique intérieure eſt de faire obſerver les loix, tant naturelles que poſitives ou civiles, néceſſaires au maintien de l'ordre dans la Société particuliere. L'objet de la Politique extérieure eſt de maintenir entre les nations, les loix de la nature, à l'aide d'un équilibre de puiſſance qui les empêche d'enfreindre les regles de l'équité, d'empiéter ſur leurs droits réciproques, de violer les devoirs de la morale deſtinés également, & pour les peuples, & pour les citoyens d'un même Etat.

CHAPITRE II.

Origine des Gouvernemens, de leurs formes diverſes, de leurs avantages & déſavantages, de leurs réformes.

Les Nations, de même que tous les individus de l'eſpece humaine, paſſent par des âges & des états divers, leur

premier état eſt une ſorte d'enfance : partagées en familles, en hordes, en petites ſociétés éparſes, vous les voyez errantes, ſans demeure fixe, deſtituées d'arts & d'induſtrie, chercher péniblement par la chaſſe & la pêche de quoi ſubſiſter, & preſqu'auſſi peu raiſonnables que les bêtes, leur faire une guerre continuelle. Voilà l'état ſauvage dont nous avons ſuffiſamment décrit les miſeres.

Le hazard amene chez nos ſauvages des étrangers ſortis de nations plus éclairées : ces nouveaux hôtes rapprochent les unes des autres les familles ou hordes qui vivoient ſéparées ; leur apportent des arts utiles ; leur enſeignent l'agriculture ; leur apprennent à prévoir les beſoins ; leur donnent des Dieux, des cultes, des loix que ces hommes groſſiers acceptent ſans raiſonner : en faveur des bienfaits qu'on leur fait éprouver, ils ſe livrent de plein gré à des perſonnages inſtruits, expérimentés, qu'ils trouvent capables de les rendre plus heureux, & qui dès-lors leur paroiſſent ou des amis des Dieux ou des êtres fort au deſſus de la nature humaine. Ceux-ci deviennent ainſi leurs Légiſlateurs, leurs

Oracles, leurs Prêtres, leurs Juges, leurs Rois, & quelquefois même les objets de leur culte.

La Religion, fondée ſur la crainte des puiſſances inviſibles auxquelles l'homme ſe croit ſoumis, date communément du temps où les peuples étoient plongés dans l'ignorance & la barbarie. C'eſt par la Religion que tous les Légiſlateurs ſont parvenus à dompter les ſauvages dont ils vouloient ſe former des ſujets. Les terreurs religieuſes ſont en effet très-propres à rendre ſouples & dociles, des hommes ſimples & crédules, dépourvus encore de raiſon, de prudence & de réflexion. En donnant des religions à des ſauvages, les légiſlateurs ont pris la même méthode que ſuivent encore les meres & les nourrices, quand elles menacent de quelque phantôme les enfans mutins dont elles ne peuvent faire ceſſer les caprices & les cris. Mais ces moyens imaginés pour contenir ou ſubjuguer des ſauvages, qui ſont de grands enfans, n'ont plus la même force ſur l'eſprit de l'homme que la raiſon & l'eſpérience ont rendu moins crédule, & dès lors moins timide. Les paſſions, les affaires, le tumulte,

ſes diſtractions & les plaiſirs des ſociétés nombreuſes & policées, affoibliſſent peu-à-peu les idées religieuſes & rendent plus foible leur influence ſur les mœurs. Pour lors la religion, mépriſée de ceux qui raiſonnent, n'eſt plus qu'une affaire d'habitude pour le vulgaire qui ne raiſonne jamais, & n'en impoſe qu'à quelques hommes qui ont conſervé la crédulité & la ſimplicité de leurs ancêtres ſauvages.

Une horde voiſine attaque une ſociété naiſſante ; celle-ci prend pour chef l'homme le plus intrépide ou le plus expérimenté qui, à la tête de quelques citoyens, repouſſe l'invaſion ennemie. Comme les attaques ſont fréquentes, toute la Société dans l'origine eſt guerriere, elle eſt gouvernée comme un camp, ſon gouvernement eſt militaire. Son chef la mene à des conquêtes, & ſubjugue par ſon moyen les hordes ou nations d'alentour qu'il réduit en ſervitude, & dont il diſtribue les terres & les dépouilles à ſes guerriers. C'eſt ainſi que peu-à-peu ſe ſont formés les grands Empires, les vaſtes Monarchies ; voilà l'origine du Deſpotiſme, du pouvoir abſolu, de la Tyrannie qui ne purent

s'établir & ſe maintenir que par la violence [7].

Fatigués à la longue des excès de leurs tyrans, quelques peuples ſe révolterent contre eux ; parvenus à ſe defaire d'un pouvoir accablant, il le partagerent entre pluſieurs citoyens diſtingués par leurs talens, leurs vertus, leurs richeſſes : ceux-ci devinrent par-là les repréſentans de la nation, les dépoſitaires de ſon autorité, le ſouverain collectif. Voilà ce qui fit naître le Gouvernement Ariſtocratique.

Les magiſtrats de l'Ariſtocratie ayant ſouvent abuſé de leur pouvoir & s'étant érigés en tyrans, le peuple, uſant de ſes droits, reprit la naiſſance ſuprême, & ſe flatta qu'il ſe gouverneroit bien mieux lui-même, qu'il ne l'avoit été par des chefs prévaricateurs, dont il avoit éprouvé les injuſtices, & les diſſentions. Voilà comment le Gouvernement Populaire ou la *Démocratie* s'eſt formée.

Bientôt le peuple qui ne raiſonne

[7] Le mot *Tyran*, adopté par les Grecs, & les Romains, eſt originairement un mot Celtique, ou Scythe qui déſigne *celui qui diſtribue des terres.* Chez les Grecs le mot τυραννος déſignoit un citoyen qui avoit uſurpé la ſouveraineté d'une ville ou d'un pays libre.

guères, qui ne distingue nullement la liberté de la licence, se vit déchiré par des factions : étourdi, inconstant, imprudent, impétueux dans ses passions, sujet à des accès d'enthousiasme, il devint l'instrument de l'ambition de quelque harangueur ou chef qui s'en rendit le maître & bientôt le tyran.

L'HISTOIRE nous prouve qu'en matiere de gouvernement, les nations furent de tout temps les jouets de leur ignorance, de leur imprudence, de leur crédulité, de leurs terreurs paniques, & sur-tout des passions de ceux qui sçurent prendre de l'ascendant sur la multitude. Semblables à des malades qui s'agitent sans cesse dans leur lit, sans y trouver de position convenable, les peuples ont souvent changé la forme de leurs gouvernemens ; mais ils n'ont jamais eu, ni le pouvoir, ni la capacité de réformer le fond, de remonter à la vraie source de leurs maux ; ils se virent sans cesse balotés par des passions aveugles. Cette fluctuation n'est dûe qu'au défaut de prudence & de lumieres. Cet état inquiet ne peut cesser, que lorsque les nations plus éclairées reconnoîtront que l'homme n'est pas fait pour régler le sort

des hommes ; que l'abus fut & ſera toujours à côté du pouvoir ; qu'obéir à des hommes, c'eſt obéir à des paſſions, des vices, des fantaiſies ſujettes à varier; que pour être bien gouvernés, les peuples ne doivent obéir qu'à la juſtice, dont les regles ſont invariables, & qui ſeule peut fixer avec préciſion les bornes du pouvoir de ceux qui gouvernent, & les droits de ceux qui ſont gouvernés.

Des ſpéculateurs ont long-temps diſputé pour découvrir quelle pouvoit être la forme du gouvernement la plus avantageuſe pour un Etat, ou la plus propre à procurer ou maintenir la félicité publique. Ils n'ont ſans doute pas vu que toutes les formes étoient parfaitement indifférentes, pourvu que des loix ſenſées, ſoutenues par toute la force de la Société, continſſent également les chefs, pour les empêcher d'abuſer du pouvoir, ou les ſujets pour les empêcher d'abuſer de la liberté. Un bon gouvernement eſt celui où perſonne n'a le pouvoir d'être injuſte ou d'enfreindre impunément les loix. Toute forme de gouvernement eſt avantageuſe, dès qu'elle laiſſe tout pouvoir à la loi.

PLUSIEURS politiques ont penſé que la *Monarchie*, c'eſt à dire, le pouvoir ſouverain exercé par un ſeul homme, étoit le gouvernement le plus conforme aux beſoins d'un grand Etat. Mais eſt il bien poſſible qu'un ſeul homme réuniſſe tous les talens, toutes les vertus néceſſaires pour gouverner un peuple nombreux? Un habile guerrier eſt rarement un habile légiſlateur, un habile juriſconſulte, un habile commerçant; & le Prince qui poſſede les arts de la paix, n'aura que difficilement les connoiſſances & les talens néceſſaires à la guerre. Un ſouverain ſans paſſions, eſt un être de raiſon. Les nations, pour avoir trop préſumé de leurs maîtres, n'en ont rien obtenu; elles les prirent pour des Dieux, & elles ne furent ſouvent gouvernées que par des hommes, que leur puiſſance rempliſſoit communément de plus d'imperfections & de vices que les autres. Tant de cauſes conſpirent à corrompre les Rois, que l'on a lieu d'être ſurpris de leur trouver les vertus ou les talens même les plus ordinaires.

ON a cru voir ſous le gouvernement d'un monarque les nations gouvernées comme les familles par un pere; mais

l'expérience nous montre que les peres des peuples ne reſſemblent que trop ſouvent au Saturne de la fable, qui dévoroit ſes propres enfans. (8) Le gouvernement monarchique, mettant des forces énormes entre les mains d'un ſeul homme, doit par ſa nature même le tenter d'abuſer de ſon pouvoir pour ſe mettre au-deſſus des loix, & pour exercer le Deſpotiſme & la Tyrannie, qui ſont les plus terribles fléaux des nations. D'un autre côté, par la nature même des choſes, c'eſt-à-dire, par l'impoſſibilité où un ſeul homme ſe trouve de conduire d'une main ſûre le gouvernail d'un grand empire, les monarchies, dans le fait, ſe change en de véritables ariſtocraties : les miniſtres & les grands ſe rendent ſouvent les maîtres du ſort, & des ſujets, & du ſouverain. Dans les cours des Rois, il ſe forme preſque toujours contre le bien public, une ligue également funeſte aux nations & à leurs chefs.

Dans quelques nations la couronne eſt *elective* ; la puiſſance royale ne paſſe point aux deſcendans de celui qui la

[8] Homere appelle ſouvent les Rois *mangeurs de peuples.*

poſſede.

poſſede. Mais les élections des Rois, accompagnées de factions, de troubles & de guerres deviennent pour l'ordinaire des époques très fatales à la tranquillité des peuples. L'ambition des grands, qui ſeuls s'arrogent le droit de choiſir un ſouverain, permet rarement que l'on faſſe des loix & que l'on prenne des meſures capables d'arrêter la licence qu'ils exercent dans ces occaſions. Une élection par ſcrutin & fixée par la loi, ſembleroit devoir prévenir efficacement les déſordres dont les élections tumultueuſes ſont trop ſouvent accompagnées. Mais les réformes les plus ſimples & les plus faciles rencontrent des obſtacles infinis dans les préventions des hommes en faveur de leurs antiques uſages.

La plupart des Monarchies ſont *héréditaires*; ainſi les nations ſont devenues le patrimoine de leurs chefs, qui les tranſmettent à leur poſtérité. Cette forme de gouvernement, quoique très-uſitée, paroît très-ridicule à quelques penſeurs républicains. Selon eux, ſi les Peuples par ce moyen ſe garantiſſent des troubles & des embarras qui accompagnent d'ordinaire les élections

des Rois, on trouve qu'elles ne ſe garantiſſent pas du malheur plus durable d'eſſuyer, pendant une longue ſuite de ſiecles, les inconvéniens qui doivent réſulter de l'impéritie, de la négligence, de l'ambition & de la violence d'une Dynaſtie ou famille toute entiere. Un bon Roi eſt une production ſi rare, que les peuples n'ont pas lieu de ſe flatter d'en avoir bien ſouvent. On en conclut que les nations n'ont pu, ſans imprudence, confier irrévocablement leurs deſtinées au pouvoir d'une race qui, avec le ſang, ne tranſmet pas l'art pénible de régner. Des hommes qui pour régner n'ont beſoin que de naître, peuvent-ils avoir des motifs bien preſſans d'acquérir par un long travail, les talens & les vertus néceſſaires au gouvernement? L'expérience de tous les temps prouve en effet qu'un Monarque vertueux peut à chaque inſtant être remplacé par un monſtre ou par un inſenſé, capable d'anéantir tout d'un coup le bien qu'il a pu faire. Les annales de toutes les Monarchies, dans la plus longue ſuite des Rois en montrent à peine deux ou trois qui ſe ſoient donné la peine de gouverner par eux-mêmes,

ou de ſonger au bonheur de leurs ſujets. La Royauté met une trop grande diſtance entre le Souverain & les Sujets, pour que le Monarque s'abaiſſe juſqu'à s'occuper de leurs beſoins.

Ces réflexions, peu favorables au Gouvernement Monarchique, ont fait croire à bien des gens que le Gouvernement *Républicain* étoit plus avantageux aux Nations. Ils trouvent entre autres que cette derniere forme eſt infiniment moins coûteuſe pour les Peuples, qui ſouvent ont la douleur de ſe voir opprimés, appauvris & ruinés ſous prétexte de ſoutenir la ſplendeur du Trône, c'eſt-à-dire, la vanité des Cours, & le faſte des Rois. Un zelé défenſeur de la liberté diſoit, que *l'attirail ſuperflu d'une Monarchie eſt plus que ſuffiſant pour fournir aux beſoins d'un État Républicain* (9).

D'un autre côté l'on ne trouve preſque point de ſûreté & de fixité dans le

(9) Voyez Milton, *Œuvres politiques*. Les revenus que Philippe ſecond tiroit des ſept Provinces, qui forment aujourd'hui la République des Provinces unies, ne montoient qu'à 80000 écus, (environ 400000 liv. tournois) les revenus de la Province de Hollande ſeule montoient en l'année 1700, à 22, 24, 339 Florins qui font 46, 706, 811 livres tournois.

Voyez Idées Républicaines, page 29.

ſort des citoyens d'un Etat, dont les deſtinées heureuſes ou malheureuſes dépendent uniquement des vertus & des vices, de la raiſon ou du délire, de la vigueur ou de la foibleſſe d'un ſeul homme, que tout ce qui l'environne s'efforce de tromper & de corrompre.

CEPENDANT les partiſans du Gouvernement Monarchique le louent par ſa ſtabilité & ſa durée, tandis que les Républiques ſont ſujettes à des ſecouſſes & des déſordres continuels. Mais *les tumultes & les guerres civiles ne ſont point, ſelon Sidney, les plus grands maux qui peuvent arriver aux nations.* La tranquillité & la durée du Gouvernement Monarchique ne prouvent point ſa ſupériorité ſur le Gouvernement Républicain. Le Deſpotiſme lui même paroît quelquefois régner paiſiblement ſur les nations qu'il engourdit dans ſes fers. Les convulſions des Républiques reſſemblent aſſez aux maladies aiguës auxquelles les tempéramens robuſtes & ſanguins ſont le plus expoſés. La tranquillité des Monarchies & des Etats deſpotiques reſſemblent à ces maladies chroniques, qui minent peu-à-peu le corps de l'homme, & lui

cauſent une foibleſſe dont il ne ſe releve jamais. Locke compare la paix que procure le Deſpotiſme à l'antre de Polyphême où Ulyſſe & ſes compagnons étoient forcés d'attendre en ſilence leur tour pour être dévorés !

Mais eſt-il donc bien vrai que le Deſpotiſme ſoit un état tranquille ? Depuis le Sultan juſqu'au dernier de ſes eſclaves, tout eſt environné de terreurs. Le ſilence morne qui regne dans l'Empire d'un Tyran n'annonce rien moins que la paix. On peut le comparer au calme perfide qu'on voit dans les chaleurs brûlantes qui ne tarde point à être ſuivi d'affreux orages. J'aime *mieux*, diſoit un Polonois, *une liberté environnée de périls, qu'un eſclavage paiſible* (10). Il eſt aiſé de vivre en paix dans des Etats que l'on change en déſerts (11). Mais l'hiſtoire nous prouve que la paix d'un Deſpote eſt ſujette à être troublée par des révolutions qui, non ſeulement le précipitent de ſon trône, mais encore lui coûtent la vie. Si la Tyrannie peut

[10] *Malo periculoſam libertatem quàm quietum ſervitium*, diſoit le Palatin de Poſnanie, pere du Roi Staniſlas Leczinski.

[11] *Ubi ſolitudinem faciunt, pacem appellant.*

être permanente, les Tyrans qui l'exercent ſont de peu de durée.

Aux effervescences ſubites, & ſouvent cruelles & longues des Républiques, on voit communément ſuccéder la langueur & l'engourdiſſement mortel que produit le Deſpotiſme, dans le ſein duquel les peuples vont ſouvent ſe repoſer des tranſports que leur ont cauſé leurs folies : dans l'eſpoir de ſe remettre, ils ſe ſoumettent à quelque tyran qu'ils laiſſent travailler ſans obſtacles à leur deſtruction finale.

Toutes les formes de gouvernement ont, & leurs avantages, & leurs déſavantages. La Monarchie anéantit communément la félicité publique, pour contenter l'ambition & l'avidité d'un maître que jamais ne peut raſſaſier la cour qui l'environne. Une Nobleſſe remuante, & pour qui la paix eſt un état violent, l'excite inceſſamment à la guerre : des armées nombreuſes dévorent la Nation, qui peu à peu tombe dans l'indigence & la miſere : le Monarque, que ſes beſoins ont rendu injuſte & deſpotique, finit à force d'oppreſſions, par ne régner que ſur des Etats changés en ſolitudes & dépourvus de

culture, de commerce, de force & d'induſtrie.

La Démocratie, en proie aux cabales, la à licence, à l'anarchie, ne procure aucun bonheur à ſes citoyens, & les rend ſouvent plus inquiets de leur ſort, que les ſujets d'un Deſpote ou d'un Tyran. Un Peuple ſans lumieres, ſans raiſon, ſans équité, ne peut avoir que des flatteurs & n'a jamais d'amis ſinceres. Comment en auroit-il ? Il dégoûte & punit ſouvent ceux qui le ſervent le mieux : il eſt ingrat, il craint ſes bienfaiturs, parce qu'il eſt ombrageux : il opprime la vertu, parce qu'il en eſt jaloux : il ſe livre à des ſcélérats, parce que les gens de bien l'abandonnent. Des charlatans politiques le conduiſent de folies en folies, juſqu'à ce qu'il ait écraſé la liberté apparente dont il pouvoit jouir, ſous le poids de ſes propres fureurs.

L'aristocratie ne nous préſente pas des ſcenes plus riantes. On y voit des Nobles, des Magiſtrats, des Sénateurs orgueilleux qui, concentrés en eux-mêmes, ſacrifient l'Etat à leurs intérêts perſonnels. Le Plébéien y eſſuie les dédains de ſes maîtres altiers dans

leſquels il ne voit que des tyrans diſpoſés à ſe pardonner réciproquement les iniquités qu'ils font eſſuyer à leurs ſujets. Cependant il n'eſt point de bonheur pour ces Souverains eux-mêmes : forcés de vivre dans une jalouſie continuelle, les collegues ne ſont occupés qu'à s'obſerver les uns les autres, à ſe combattre ſourdement, à ſe dreſſer des embûches : il n'eſt point de vraie liberté ſous un gouvernement ſoupçonneux ; tout le monde y vit dans l'inquiétude, chaque citoyen craint ſon concitoyen. Quelle peut être la félicité d'un Etat d'où la confiance eſt bannie ?

Dans les différentes réformes que les hommes ont faites pour améliorer leurs gouvernemens, la raiſon, l'utilité réelle de l'Etat, le bien public ne furent preſque jamais conſultés. Tous les changemens qui furent tentés, n'ont été pour l'ordinaire que les ouvrages informes du trouble, de la diſcorde, du vertige, de l'ambition, du fanatiſme. D'après de pareils mobiles, il n'eſt pas ſurprenant que, bien loin de rendre leur ſort meilleur, les Nations n'aient ſouvent fait que le rendre plus déplorable. Les peuples toujours eni-

vrés des folies qu'on leur inſpire, ne ſont pour l'ordinaire que les inſtrumens aveugles de quelques factieux qui leur font eſpérer la fin d'abus ſouvent légers dont ils ſe plaignent, & qu'ils s'exagerent ; & qui ne tardent pas à leur faire éprouver des maux plus réels que ceux qui leur donnoient de l'humeur.

Il n'exiſte point encore de Conſtitution Politique bien ordonnée ſur la terre. Le haſard, la déraiſon, la violence ont juſqu'ici préſidé à l'établiſſement des gouvernemens, ainſi qu'à leurs réformes, & non la réflexion, la prévoyance, l'équité, l'amour de la Patrie. Les révolutions les plus ſanglantes n'ont fait pour l'ordinaire que bannir des noms, que changer de vaines formes, ſans jamais toucher à la ſource du mal ; elles ont fait diſparoître des tyrans, en laiſſant ſubſiſter les racines de la tyrannie, toujours prêtes à repouſſer ſous quelques formes nouvelles. A la ſuite des révolutions, les peuples rentrent ſous l'ancien joug, ou ſous quelque joug nouveau ; dès que l'orage eſt paſſé, vous ne leur voyez prendre aucunes précautions pour l'avenir. Un Tyran mort ou chaſſé eſt

remplacé par un nouveau Tyran, ſouvent plus implacable & plus méchant que le premier. Le vulgaire mécontent ne ſe conduit pas avec plus de ſagacité, que le chien qui s'en prend à la pierre qu'on lui jette, ſans aller juſqu'au bras qui l'a lancée.

QUELS effets vraiment utiles a-t-on vu réſulter dans un grand nombre de pays de tant de guerres civiles, de tant de révoltes, de tant de tyrans détrônés, expulſés, aſſaſſinés (12)? Le ſort des peuples a-t-il changé pour cela? en ſont-ils devenus plus libres, plus fortunés? Ces ſanglantes tragédies, ſi ſouvent réitérées dans l'Aſie, ont-elles procuré quelque ſoulagement à des eſclaves que l'ignorance & la ſuperſtition ſemblent avoir deſtinés à des chaînes éternelles? Il faut des lumieres, de la prudence, de la vertu pour réformer une adminiſtration vicieuſe; il faut de la raiſon pour connoître le prix

(12) La mort du Roi Charles I ne fut d'aucune utilité au Peuple Anglois; ſon Roi fut remplacé par Cromwell qui fut un Tyran. L'exemple de ce même Prince ne ſervit de rien à ſes deux fils; Charles II fut un Tyran de belle humeur: continuellement occupé à opprimer ſes ſujets, Jacques II, ſon ſucceſſeur & ſon frere, ſe fit chaſſer par ſa cruauté & ſon fanatiſme tyrannique.

de la vraie liberté ; il faut du courage & de la prévoyance pour l'établir ſur des fondemens ſolides ; la liberté qui s'acquiert par le déſordre, l'ambition & la licence ne peut être de longue durée.

Non ; ce n'eſt point par des convulſions dangereuſes, ce n'eſt point par des combats, des régicides & des crimes inutiles que les plaies des nations pourront ſe refermer. Ces remedes violens ſont toujours plus cruels que les maux que l'on veut faire diſparoître. C'eſt à l'aide de la vérité que l'on peut faire deſcendre Aſtrée parmi les habitans de la terre. La voix de la raiſon n'eſt ni ſéditieuſe ni ſanguinaire. Les réformes qu'elle propoſe, pour être lentes, n'en ſont que mieux concertées. En s'éclairant, les hommes s'adouciſſent ; ils connoiſſent le prix de la paix ; ils apprennent à tolérer les abus que, ſans danger pour l'Etat, on ne peut anéantir tout d'un coup. Si l'équité permet aux nations de mettre fin à leurs peines, elle défend au citoyen iſolé de troubler la patrie, & lui ordonne de ſacrifier ſon intérêt à celui de la Société. C'eſt en rectifiant l'opi-

tion ; en combattant le préjugé, en faiſant connoître aux Princes & aux Peuples le prix de l'équité, que la raiſon peut ſe promettre de guérir les maux du genre humain, & d'établir ſolidement le regne de la liberté.

CHAPITRE III.

De la Liberté.

QUOIQUE rien ne ſoit plus néceſſaire au bonheur des peuples que la liberté, ceux qui furent chargés du ſoin de les gouverner, ſe crurent toujours fortement intéreſſés à les en priver, afin d'être eux-mêmes à portée de donner un libre cours à leurs propres paſſions. Le Deſpotiſme a ſa ſource dans le cœur même de l'homme, qui, s'il n'eſt retenu par la juſtice ou la force, cherche à ſe rendre lui-même indépendant des autres, & voudroit les ſubjuguer, dans l'eſpoir de les obliger à ſeconder ſes vues. Il n'y a qu'une raiſon éclairée qui puiſſe guérir de ce préjugé fâcheux, & faire ſentir qu'on ne peut acquérir des droits réels, ou

exercer une autorité légitime ſur ſes ſemblables, qu'en leur procurant des avantages & en leur montrant des vertus. Les princes, pour la plupart, méconnoiſſent ces vérités : ils trouvent bien plus court d'aſſervir tout d'un coup leurs ſujets, que d'acquérir, par des travaux pénibles & ſuivis, les lumieres requiſes pour bien gouverner, ou que de ſe ſoumettre au joug de l'équité qui leur parut peu conforme à leurs intérêts perſonnels.

Le pouvoir arbitraire, le deſpotiſme, ou la faculté de faire plier les Nations ſous leurs volontés & leurs fantaiſies, fut communément l'objet de l'ambition des Souverains, le centre de leurs deſirs, le but de tous leurs efforts. Ils ne ſe crurent vraiment puiſſans, heureux & grands, que lorſque tout leur fut permis ; ils ſe regarderent comme foibles & mépriſables, tant qu'il ſe trouva dans les ſociétés, quelque obſtacle aſſez fort pour réſiſter à leurs paſſions. Uniquement occupés du projet de contenter leurs caprices du moment, incapables de porter leurs regards ſur l'avenir, perpétuellement excités par des Miniſtres, qui pour

tyranniſer eux-mêmes, voulurent toujours faire des tyrans de leurs maîtres, les Rois méconnurent leurs propres intérêts qui n'auroient jamais dû ſe ſéparer de ceux de leurs Nations : ils ne ſentirent pas que nul pouvoir ſur la terre ne peut être aſſuré, s'il ne ſe fait des limites à lui-même (13).

En conſéquence de ces fauſſes idées des Souverains, il y eut preſqu'en tout temps & en tout pays une lutte continuelle entre les Peuples, qui tâcherent de défendre quelques portions de leur liberté, & les Princes, qui chercherent à l'anéantir tout-à-fait. Ceux-ci eurent communément l'avantage dans ce combat ; les Princes dans toutes les Nations eurent toujours entre leurs mains, les mobiles les plus capables de déterminer les hommes à concourir à leurs deſſeins. Ils furent par-tout, & les maîtres des armées, & les dépoſitaires des tréſors, & les diſpenſateurs des honneurs & des graces. Ils furent donc à portée d'écraſer ceux de leurs ſujets que leurs bienfaits ne purent ſé-

(13) *Ea demum tuta eſt potentia quæ viribus ſuis modum imponit.*

SALLUST.

duire ; ils les diviſerent d'intérêts, & les nations ainſi partagées & trahies par des citoyens vendus ou intimidés, ne purent oppoſer qu'une réſiſtance très-foible, aux efforts redoublés de leurs chefs, dont la volonté fut conſtante ; qui employerent tantôt la force & tantôt la ruſe ; qui ſervirent à propos de l'eſpérance & de la crainte, & dont l'ambition active tendit toujours vers ſon but, ſans le perdre jamais de vue. Les Nations furent trop heureuſes, quand elles purent conſerver quelques moyens pour ſe défendre des coups portés à leurs droits naturels par ceux qui n'étoient deſtinés qu'à les y maintenir.

NONOBSTANT des combats ſi inégaux, quelques peuples, ſervis par les circonſtances, plutôt que par la prudence, ſont parvenus à conſerver ou à recouvrer, ſinon une liberté entiere & ſolide, du moins une portion de liberté qui leur procura des avantages marqués ſur les autres peuples, forcés, pour la plupart, de ſuccomber ſous le pouvoir de leurs maîtres. Néanmoins juſqu'à préſent les nations n'ont obtenu qu'une liberté précaire

qui, faute d'être établie ſur des fondemens ſolides, peut ſe perdre à chaque inſtant : celles qui ſe croient les plus libres, & qui nous vantent avec emphaſe les avantages de leur heureuſe conſtitution, paroiſſent encore bien éloignées de ſe faire une juſte idée de la liberté, de ſavoir la diſtinguer de l'anarchie ou de la licence, de connoître les moyens de la rendre inébranlable [14].

Les anciens, quoique fort zélés pour la liberté, ne nous en ont pas tranſmis des idées bien préciſes. Cette liberté fut ſouvent pour eux, ainſi que pour les modernes, un mot vague, une Divinité inconnue qu'ils adoroient ſans ſe la définir. Pour les Athéniens, la liberté ne fut que la licence effrénée d'un peuple vain, léger, oiſif, injuſte & cruel avec gaieté, qui ſouvent crut

[14] En Angleterre le Peuple ſe livre à la plus grande licence, & à des ſéditions très-fréquentes ? ceux qui gouvernent la nation n'ont encore pu établir aucune ſûreté dans les chemins, où les voleurs exercent leurs brigandages. Les Anglois craignent la *Police*, parce qu'ils la regardent comme un inſtrument qui, dans la main du Souverain, peut introduire le Deſpotiſme : ils aiment mieux être volés, que de confier au Monarque le ſoin de les garder, & celui-ci aime mieux laiſſer voler & aſſaſſiner ſes ſujets, que de leur permettre de ſe garder eux-mêmes & ſans lui.

l'exercer en commettant les crimes les plus noirs & les plus oppoſés à ſes vrais intérêts. Quelle pouvoit être la liberté d'un peuple qui puniſſoit le mérite & la vertu par l'oſtraciſme & la ciguë, ou qui perſécutoit les Ariſtides, les Socrate, les Phocion ?

Les Romains ſe crurent libres, dès qu'ils n'eurent plus de Rois. Dupes d'un mot, il furent dans tous les temps de la République des eſclaves inquiets & turbulens, guidés par des Tribuns ambitieux qui les ſouleverent à tout moment, & avec raiſon, contre des Sénateurs & des Patriciens confédérés pour exercer ſur les Plébéiens, & l'uſure & la tyrannie la plus dure. Impatientés de leur joug, à la ſuite de diſſentions, de guerres civiles & de proſcriptions ſanglantes ; affoiblis par leurs fureurs, ces fiers Romains tomberent ſous le joug d'un Dictateur, qui les tranſmit comme ſon héritage à des Empereurs déteſtables, ſous leſquels ces ennemis du nom royal, furent des eſclaves très-ſatisfaits d'avoir du pain & des ſpectacles (15), &

(15) *Panem & Circenſes.*
Voyez Juvenal. Sat. X, vers 81.

dans les cœurs desquels il ne fut plus possibles de réveiller aucun sentiment de liberté.

On nous montre les Pompée, les Caton, les Ciceron, les Brutus comme des champions & des martyrs de la liberté Romaine, tandis qu'en regardant la chose de plus près, on trouvera qu'ils n'ont été réellement que les défenseurs & les violateurs des prétentions injustes du Sénat tyrannique, dont l'ambitieux César prétendit affranchir ses concitoyens : celui-ci, sous prétexte de délivrer sa Patrie du joug d'une Aristocratie oppressive, secondé par ses légions, la mit dans ses propres fers. Ainsi le peuple le plus libre devint l'esclave volontaire d'un citoyen rempli de courage & d'artifice, qui, après l'avoir gagné par des largesses, des spectacles, des exploits glorieux, sut habilement se servir du beau nom de liberté pour l'enchaîner à jamais.

Faute d'avoir des idées vraies de la liberté, les peuples furent communément les dupes de ceux qui sacrifioient évidemment la Patrie à l'ambition qu'ils avoient d'y jouer eux-mêmes un rôle distingué. Les factions dans les corps

politiques peuvent être comparées aux héréſies & aux diſputes dans la Religion : les peuples y prennent part ſans jamais y rien comprendre ; ils ſe battent pour des mots auxquels on leur a dit d'attacher de l'importance. *Liberté* ne fut preſqu'en tout pays qu'un mot de ralliement dont des ambitieux impoſteurs ſe ſervirent, comme les Prêtres du mot *Religion* pour enflammer la multitude. Des fourbes profitent de la crédulité du vulgaire, & ne l'échauffent pour la liberté, que dans la vue d'exercer eux-mêmes la plus affreuſe des licences.

La liberté, comme on l'a dit ci-devant, eſt le pouvoir de prendre les moyens néceſſaires pour ſe procurer le bien-être. Cette liberté eſt limitée par la raiſon ou par l'intérêt de notre propre conſervation, même lorſqne nous nous trouvons ſeuls. Dans l'état de ſociété, les limites de la liberté du citoyen ſont fixées, ſoit par l'équité naturelle qui lui défend de nuire aux autres, ſoit par des loix poſitives deſtinées à lui faire obſerver ſes devoirs envers ſes aſſociés.

Ainsi dans quelque état que l'homme

ſe trouve, quoiqu'il ait le droit d'être libre, quoique la liberté politique ſoit néceſſaire à ſon bonheur, il ne lui eſt pas permis d'en abuſer : ſeul ou dans l'état de nature, il eſt puni de l'abus qui nuit à ſon bien être ; dans la Société, il en eſt puni par la loi qui protege ſes aſſociés, comme elle le protege lui-même.

La Société n'eſt utile que parce qu'elle fournit à ſes membres les moyens de travailler librement à leur bonheur. D'où il ſuit que le gouvernement, fait pour exécuter les intentions de la Société qu'il repréſente, doit à ſes ſujets la liberté néceſſaire à leurs travaux, & doit aſſûrer cette liberté par des loix capable de réprimer tous ceux qui voudroient l'envahir. La liberté eſt donc une dette, & non une faveur ; elle eſt un bien ſans lequel tous les autres avantages diſparoiſſent. La Société, le Gouvernement, la Loi ne ſont faits que pour nous tracer la route au bien-être, de façon à ne point mettre d'obſtacles au bien-être des autres.

Un pays vraiment libre ſeroit celui où chaque citoyen, protégé par la Loi, jouiroit de la faculté de travailler à ſon

propre bien-être, ou à ſon intérêt particulier, & où il ne ſeroit permis à perſonne d'agir contre l'intérêt général, ou de nuire au bien-être de ſes concitoyens. Une Société eſt libre quand tous ſes membres ſans diſtinction ſont ſoumis à l'équité, qui eſt invariable, & non à la volonté de l'homme ſi ſujette à changer. Une liberté juſte ne laiſſe à chacun que le pouvoir de chercher ſon avantage propre, ſans préjudice de celui d'un autre. On n'eſt plus libre, on eſt licentieux, dès qu'on s'écarte des regles immuables de l'équité, de la vertu, de la morale, que nulle inſtitution ne peut jamais contredire, que nulle Société ne peut anéantir ſans ſe détruire elle-même.

La liberté ne conſiſte donc pas, comme quelques gens l'imaginent, dans une égalité prétendue entre les concitoyens : cette chimere adorée dans les Etats Démocratiques, mais totalement incompatible avec notre nature, qui nous rend inégaux pour les facultés, ſoit du corps, ſoit de l'eſprit. Cette égalité ſeroit encore injuſte, & dès-lors incompatible avec le bien de la Société, qui veut que les citoyens les plus utiles

à la choſe publique ſoient les plus honorés, les mieux récompenſés, ſans être pour cela diſpenſés de la loi générale qui preſcrit à tous des regles uniformes. La vraie liberté conſiſte à ſe conformer à des loix qui remédient à l'inégalité naturelle des hommes, c'eſt à-dire, qui protegent également le riche & le pauvre, les grands & les petits, les ſouverains & les ſujets : d'où l'on voit que la liberté eſt également avantageuſe à tous les membres de la Société.

QUAND on nous dit que les loix doivent être ſtables & permanentes, on ne veut pas indiquer par-là que jamais ces loix ne puiſſent être changées : les circonſtances & les beſoins des nations n'étant pas éternellement les mêmes, leurs loix ſont faites pour ſe régler ſur ces circonſtances & ces beſoins (16). Les loix ont toute la fixité & la ſtabilité convenables, quand perſonne ne peut les changer, ſans l'aveu de la nation, pour qui ces loix ſont faites. Par-tout

[16] On aſſure que dans la République de Gênes, la durée de toute loi eſt fixée à cinquante ans, au bout deſquels le Sénat délibere pour ſavoir ſi elle doit être abrogée, ou ſi l'on doit continuer de l'obſerver. Les loix que le ſage Locke avoit faites pour la colonie de la Caroline, ne devoient durer que cent ans.

où quelqu'un eſt le maître de changer les loix ſans l'approbation de la Société, il ne peut pas y avoir de liberté.

QUELLE que ſoit la forme du Gouvernement, l'on eſt libre par-tout où il n'eſt permis à perſonne d'exercer la licence ou de toucher aux loix ; on eſt eſclave par-tout où ceux qui gouvernent, peuvent ſe mettre au-deſſus de la juſtice & des loix. La loi aſſure la liberté, elle ne la détruit pas ; elle eſt faite pour lier les mains de tous ceux qui voudroient envahir la liberté des autres ou les priver de leurs droits. Tout ſouverain qui veut empiéter ſur la liberté de ſon peuple, eſt un prévaricateur, un uſurpateur, un ennemi de la Société. La liberté ne donne pas le droit de réſiſter à l'autorité, ou de s'exempter des regles ; elle donne le droit de faire ce qu'on doit vouloir & non pas ce qu'on veut. En un mot, être libre, c'eſt n'obéir qu'aux loix.

UN citoyen n'exerce pas ſa liberté en réſiſtant à une autorité légitime ; il eſt alors un inſenſé qui briſe la barriere deſtinée à le garantir lui-même. *Tout citoyen*, dit Locke, *qui renverſe un gouvernement équitable, ſe rend coupable*

du ſang & des maux de ſes concitoyens. Tout ſouverain qui anéantit les loix, eſt un forcéné qui s'expoſe à la licence des citoyens qu'il a lui-même déchaînés.

Les paſſions des hommes doivent être, ou contenues par la raiſon, ou réprimées par la crainte. Tout homme qui ne craint rien ſur la terre, ou qui n'écoute pas la raiſon, devient un être inſociable. Une nation qui connoît le prix de ſa liberté, doit déſarmer l'ambition de ſes chefs, la priver de la force dont elle pourroit abuſer, lui preſcrire des regles qu'elle ne puiſſe enfreindre ſans danger. En un mot, c'eſt évidemment à la ſociété qu'il appartient de régler la maniere dont elle veut être gouvernée, & de juger ſi les regles ſont fidélement obſervées.

Mais, comme on a vu, la violence & le déſordre ont ſeuls préſidé, ſoit à l'établiſſement, ſoit aux réformes des gouvernemens. Les nations ſans expérience ont rarement ſu ce qu'elles devoient exiger de leurs ſouverains, & n'ont eu ni la force, ni la prudence, ni la prévoyance néceſſaires pour leur preſcrire des regles d'adminiſtration; quand elles

elles en ont fait, elles ont été ſi vagues & ſi peu préciſes, qu'il fut toujours facile à l'audace de les étendre, ou à l'adreſſe de les éluder. Les loix qui reglent le pouvoir ſuprême, devroient être les plus ſimples & les plus claires de toutes; elles ſont les plus importantes au bonheur ſocial; dans les cas incertains ou douteux, c'eſt à la nation ſeule qu'appartient le droit de les interprêter, de les étendre ou de les raſſurer, en un mot, de faire connoître ſes vraies intentions.

Il n'exiſte pas encore de forme de gouvernement, par laquelle la liberté publique ſoit convenablement aſſurée, & l'ambition des chefs efficacement contenue. La liberté eſt incertaine & chancelante dans les nations mêmes qui en paroiſſent le plus fortement épriſes; elle eſt totalement bannie de toutes les autres contrées de la tetre où ſon nom même eſt entiérement ignoré [*17].

[17] Un peuple de Lahor & de Kachemire, appellé *Scyk*, eſt gouverné par quatre Magiſtrats élus tous les ans par leurs concitoyens. Le ſouverain de cette nation eſt un livre placé ſur un trône avec un ſabre, un bouclier & un poignard: par ces ſymboles, ce peuple Républicain déſigne qu'il n'eſt gouverné que par la loi qui punit, qui protege & qui commande également aux chefs & aux citoyens. Les quatres Magiſtrats ſont

CHAPITRE IV.

Du Gouvernement mixte. Des Repréſentans d'une Nation.

DANS la vue de remédier aux abus & aux inconvéniens de chacun des gouvernemens dont nous avons parlé, quelques peuples ont imaginé des Gouvernemens *mixtes*, c'eſt-à-dire dans leſquels l'Autorité Souveraine fût partagée & contre-balancée par des corps, chargés de ſtipuler les intérêts de la Société & de réclamer en ſon nom contre les abus dont elle peut ſouffrir. La néceſſité de ces corps eſt déja un vice dans la conſtitution d'un état, où les intérêts du Souverain ne devroient jamais être oppoſés à ceux de ſes Sujets. Ceux-ci connurent très-rarement les vrais moyens de ſe mettre en garde contre une

chargés de conſulter le livre, & d'annoncer au Peuple les oracles de la loi qui ſont reçus avec une vénération profonde. D'autres relations nous apprennent que ce Peuple eſt ſans culte, ainſi que ſans monarque, & qu'il eſt le plus vertueux & le plus courageux de l'Indoſtan.

VOYEZ LE JOURNAL DES BEAUX ARTS, Mars 1771, PAG. 408.

ET SS. ET DOW. HIST. DE L'INDOSTAN,

autorité, deſtinée à le protéger & à les rendre heureux.

Les Nations, compoſées d'une foule d'individus peu d'accord, ne purent pas communément ſtipuler par elles-mêmes leurs propres intérêts : elles furent obligées de choiſir des *Repréſentans*, c'eſt-à-dire, des citoyens qu'elles chargerent de parler en leur nom, d'expoſer au Souverain leurs intentions, leurs beſoins & leurs vœux. Dans preſque tous les pays ſoumis au Gouvernement Monarchique, nous voyons quelque corps chargé de délibérer avec le Prince ſur les affaires publiques. Le Sénat Romain établi par Romulus fut un corps de Repréſentans, ou un Conſeil National établi par le Souverain lui-même. Suivant Tacite, toutes les Nations de la Germanie jouiſſoient d'un Gouvernement mixte, dans lequel le chef délibéroit avec les guerriers les plus diſtingués ou les nobles, qui concouroient avec lui dans la confection des loix & dans les affaires d'importance. On retrouve la même forme de gouvernement chez les Scythes, les Tartares, les Sarmates, les anciens Saxons; & chez les Modernes parmi

les Polonois, les Suédois, les Allemands, les Anglois, les François, &c.

Les gouvernemens pour la plupart, comme on a vu ci-devant, ſe ſont établis par la force des armes. Les Peuples vaincus reçurent la loi des vainqueurs, qui communément les gouvernerent d'une façon militaire. Réduits en eſclavage, ces Peuples n'eurent point de part à l'adminiſtration publique, ils ne furent comptés pour rien dans l'Etat ; les guerriers coopérateurs de la conquête devinrent les ſeuls Repréſentans de la Nation, & réglerent ſon ſort conjointement avec le Souverain. Mais ces Repréſentans, établis par la force ou par la volonté du Prince, ſongerent rarement à ſtipuler les intérêts d'un Peuple mépriſé ; ils ne penſerent qu'à leurs propres intérêts, qui déciderent de tout & devinrent la loi générale : ils profiterent de la foibleſſe des Rois pour limiter l'autorité ſuprême que ceux-ci ne purent maintenir contre des guerriers turbulens & ſéditieux, qui jamais ne connurent d'autre loi que la force. Ainſi ces Repréſentans devinrent des tyrans également incommodes & pour les Souverains & pour les Sujets. Tel fut

l'état des choſes durant le brigandage ſyſtématique connu ſous le nom de *Gouvernement Féodal*, qui pendant un grand nombre de ſiecles, régla le ſort de preſque toutes les Nations Européennes, & qui ſubſiſte encore, en tout ou en partie, chez quelques Peuples modernes. Les Nobles ou les Grands ſont preſque en tout pays les Repréſentans nés des Nations; en conſéquence les Nations ſont communément ſacrifiées aux intérêts des Grands, qui, après les avoir ſéparés de ceux de la Société, finiſſent tôt ou tard par devenir les eſclaves d'un Prince habile.

Les Rois profiterent habilement des diviſions continuelles de ces Repréſentans, armés pour les ſoumettre à l'Autorité Souveraine. Dans la vue de contre-balancer leur pouvoir, ils admirent le Peuple, ſous le nom de *Communes* ou de *Tiers-Etat*, dans les aſſemblées nationales, où celui-ci fut repréſenté par des citoyens de ſon corps. De cette maniere, la partie la plus nombreuſe de la Nation obtint le droit de prendre part aux affaires & de ſtipuler ſes propres intérêts. Mais comme ces intérêts ne s'accorderent que rarement avec

ceux des Princes, ceux-ci ſe ſervirent des forces & des richeſſes dépoſées dans leurs mains, pour diviſer, intimider, corrompre les Repréſentans de leurs Nations, qui eurent ſouvent autant à redouter la trahiſon ou la vénalité de ceux qu'elles avoient chargés de ménager leurs droits, que les entrepriſes violentes ou les artifices de la puiſſance ſuprême. Les Souverains, qui toujours tendirent au Deſpotiſme, ont ſouvent réuſſi à détruire peu-à-peu les corps anciennement chargés de tempérer & de balancer leur pouvoir; ces corps ſont anéantis dans pluſieurs contrées; mais quand les Rois n'ont pu parvenir à les faire diſparoître, ils ſe ſont ſervi de l'appas des titres, des récompenſes, des places, des richeſſes pour mettre dans leurs propres intérêts ceux qu'ils voyoient chargés des intérêts de leurs Peuples. Ainſi, la repréſentation devint illuſoire, & la Puiſſance Souveraine trouva pour l'ordinaire, dans les Repréſentans des nations, des hommes toujours diſpoſés à entrer dans ſes vues, & à munir ſes volontés de leurs ſuffrages venaux.

C'EST ainſi que par l'activité des Prin-

ces ou de leurs Miniſtres, par la perfidie des Repréſentans des Peuples, par la diviſion des intérêts des différens Ordres de l'Etat, par la négligence ou l'inexpérience des Nations, la liberté ſe perd peu-à-peu, & finit ſouvent par faire place à un deſpotiſme avéré, qui parvient quelquefois à l'éteindre totalement, dans le cœur même des ſujets.

Le problême le plus important en Politique, c'eſt de trouver le moyen d'empêcher que ceux qui n'ont aucune part au Gouvernement, ne deviennent la proie de ceux qui les gouvernent. Quels remedes oppoſer à l'ambition des Princes toujours prêts à tout envahir ? Comment une Nation peut-elle ſe mettre en garde contre les trahiſons de ceux qu'elle charge de parler en ſon nom ? Comment garantir ſes Repréſentans des ſéductions de la Puiſſance Souveraine qui diſtribue tous les biens que les hommes deſirent ? Ces effets ne peuvent s'opérer que par le moyen de bonnes loix, faites pour fixer les droits & des Souverains & des Repréſentans du Peuple, & pour réunir d'intérêts tous les membres de la Société.

Une trop grande maſſe de pouvoir & de richeſſes confiée au Monarque, des prérogatives trop étendues, des droits indéfinis, ſont des choſes qui l'inviteront toujours à empiéter ſur les droits légitimes de ſon Peuple. Un Prince toujours armé deviendra tôt ou tard le maître abſolu d'un Peuple déſarmé; celui-ci n'aura jamais la force de parer les coups inopinés que l'autorité ſouveraine voudra lui porter. Tant de nations ne ſont aſſervies, que parce qu'en tout pays leurs chefs ont à leurs ordres des mercenaires, des hommes ſans Patrie, ou qui ne connoiſſent pas d'autres liens que ceux qui les attachent aux intérêts de leurs maîtres. C'eſt de la Société que doivent dépendre les citoyens qu'elle ſtipendie; c'eſt à la Société qu'ils doivent jurer d'être fideles; nulle puiſſance ne peut avoir le droit d'armer contre la Patrie les enfans qu'elle nourrit. C'eſt pour ſe défendre, qu'une nation a des armées. Ce n'eſt pas pour être aſſervie qu'elle entretient des ſoldats : une nation armée tient dans ſes mains ſa propre ſûreté. Dans un pays jaloux de ſa liberté, tout citoyen devroit être en état de porter les

armes. Si le métier de la guerre faiſoit partie de l'éducation publique, nulle force ne pourroit uſurper les juſtes droits d'un peuple.

Les deniers publics, levés ſur le travail & les poſſeſſions des citoyens, ſont deſtinés à ſervir aux vrais beſoins de l'Etat ; ils ne ſont pas faits pour entretenir la ſplendeur & la vanité d'une cour, ou pour corrompre les Repréſentans du Peuple. Ce n'eſt pas pour alimenter la pareſſe de quelques courtiſans inutiles, ou pour récompenſer les conſeils perfides de quelques favoris, que les citoyens ſacrifient une portion de leurs biens. Les tréſors d'une nation ne peuvent, ſans une prévarication manifeſte, être employés à la corruption ou à payer des traîtres. La Nation elle-même doit confier les fonds deſtinés au maintien de la choſe publique, à des hommes choiſis qui lui en rendent un compte fidele à elle-même, ſous peine d'être ſévérement punis. Les malverſations, & les vols publics ſont-ils donc les ſeuls que les loix doivent autoriſer ?

Pour être fidélement repréſen[illegible]

la Nation choisira des citoyens liés à l'Etat par leurs possessions, intéressés à sa conservation ainsi qu'au maintien de la liberté, sans laquelle il ne peut y avoir ni bonheur ni sûreté. Envain une Société remettroit-elle son sort entre les mains d'hommes avares, vicieux, débauchés, sans conduite, sans lumieres, sans probité, qui ne connoîtroient point les droits de l'équité; le Peuple ne se trompe guere sur les hommes qu'il a sous les yeux; quiconque a du mérite & des talens se fait bientôt connoître à ses concitoyens. Une nation doit choisir des gens de bien, si elle veut être tranquille sur ses intérêts.

Pour avoir des Représentans dignes de stipuler les intérêts de la Patrie, la vénalité, la corruption, la licence & la brigue doivent être rigoureusement bannies des élections; un Peuple qui vend lâchement ses suffrages, doit s'attendre à être lâchement revendu. La voie tranquille du scrutin doit être préférée à ces élections tumultueuses qui nécessairement font disparoître le sang froid de la raison. Quels fruits peut-on se promettre de Représentans élus au milieu

de la crapule & dans les orgies auſſi turbulentes que le feſtin des Centaures & des Lapithes ?

SATISFAITS du choix honorable de leurs concitoyens, ou, ſi l'on veut, du ſalaire fixé par la Nation, les Repréſentans s'engageront de la façon la plus ſolemnelle à ne recevoir ni faveurs, ni penſions, ni graces du Trône, ſous peine d'être déchus par le fait de droit de ſtipuler les intérêts de leurs concitoyens. Que ceux-ci d'ailleurs ſe conſervent le droit de révoquer les pouvoirs qu'ils trouveront avoir remis en des mains infidelles. N'eſt-il donc pas dans l'ordre que les Repréſentans dépendent de leurs Conſtituans, qui ſeuls doivent juger, s'ils ſont bien ou mal repréſentés ?

NUL Repréſentant d'un Peuple ne doit être perpétuel, ni tranſmettre ſon droit à ſa poſtérité. Les intérêts de tout homme ſont ſujets à varier : tout corps permanent ſe fait des droits & des intérêts à part. La naiſſance ne donne ni les talens, ni la ſageſſe, ni les vertus néceſſaires pour remplir des fonctions, deſquelles dépend le bien-être d'une nation entiere. Le mérite perſonnel

doit conduire à cette magiſtrature honorable.

La faculté d'élire des repréſentans ne peut appartenir qu'à de vrais citoyens, c'eſt-à-dire, à des hommes intéreſſés au bien du public, liés à la Patrie par des poſſeſſions qui lui répondent de leur attachement. Ce droit n'eſt pas fait pour une populace déſœuvrée, pour des vagabonds indigens, pour des ames viles & mercenaires. Des hommes qui ne tiennent point à l'Etat, ne ſont pas faits pour choiſir les adminiſtrateurs de l'Etat.

Par le mot *Peuple*, on ne déſigne point ici une populace imbécille qui, privée de lumieres & de bon ſens, peut à chaque inſtant devenir l'inſtrument & le complice des Démagogues turbulens qui voudroient troubler la ſociété. Tout homme qui a de quoi ſubſiſter honnêtement du fruit de ſa poſſeſſion, tout pere de famille qui a des terres dans un pays, doit être regardé comme citoyen. L'artiſan, le marchand, le mercenaire doivent être protégés par l'Etat qu'ils ſervent utilement à leur maniere, mais ils n'en ſont de vrais membres, que, lorſque par leur travail & leur

induſtrie, ils y ont acquis des biens-fonds. C'eſt le ſol, c'eſt la glèbe qui fait le citoyen; un Politique moderne a dit avec raiſon que *la terre conſtitue la baſe phyſique & politique d'un Etat.*

UNE Repréſentation ſagement diſtribuée pourroit remédier aux inconveniens qui réſultent de la trop grande étendue d'une nation. Dans ce cas chaque province ou diſtrict pourroit avoir une aſſemblée de Repréſentans ou d'Etats Provinciaux, établie dans chaque diſtrict, qui choiſiroient quelques-uns de leurs membres ou députés pour ſe rendre à l'Aſſemblée Nationale ou aux Etats Généraux. Ces états particuliers donneroient leurs inſtructions à leurs Députés, & leur preſcriroient la conduite qu'ils auroient à ſuivre d'après le vœu du diſtrict ou de la province.

ENFIN les Etats ou Repréſentans d'une nation doivent avoir le droit de s'aſſembler à volonté, pour travailler aux affaires publiques, ou bien à des temps fixés, ſans avoir beſoin d'une convocation expreſſe: ils doivent pareillement ſe ſéparer de leur plein gré. L'expérience nous montre que les Princes, toujours ennemis des obſtacles qui s'op-

poſent à leurs volontés arbitraires, ne ſont pas empreſſés à convoquer les Repréſentans de leur Peuples ; ou bien ils diſſolvent leurs aſſemblées, dès qu'ils ne prévoient pas pouvoir les amener à leurs vues.

CHAPITRE V.

De la liberté de penſer. Influence de la Liberté ſur les Mœurs.

LA libre communication des idées ; l'inſtruction, la publication des découvertes utiles ſont des choſes intéreſſantes pour toute Société. Tout bon citoyen doit ſes talens & ſes lumieres à ſes aſſociés. Ainſi, dans un pays bien gouverné, l'homme eſt en droit de penſer, de parler & d'écrire ; cette liberté eſt une digue puiſſante & néceſſaire contre les complots & les attentats de la tyrannie. Un bon avis, un écrit peuvent être quelquefois des ſervices importans. Il n'eſt point de citoyen qui ne doive contribuer à la félicité de ſon pays ; l'homme qui penſe, inutile & déſagréable ſous le Deſpotiſme, ſert ſa

Patrie par ſes recherches & ſes réflexions. L'apathie, l'indifférence pour le bien public ne peuvent être des vertus, que dans des eſclaves; elles n'en ſont pas pour l'homme de bien qui doit s'intéreſſer au bonheur de ſa Patrie.

Celui qui, ſous prétexte de ſervir la Société, ne cherche qu'à la troubler en calomniant ſes chefs, en allarmant mal-à-propos ſes concitoyens, en plangeant le poignard dans le cœur de ſes aſſociés, un tel homme, dis-je, n'exerce point ſa liberté, mais ſa méchanceté. On ne trouble point par des écrits un pays bien gouverné; une adminiſtration équitable a dans ſa conduite même de quoi confondre l'impoſture. La vertu eſt un bouclier impénétrable à la calomnie. Priver les citoyens de la liberté de parler & d'écrire, ſous prétexte qu'ils peuvent en abuſer, eſt auſſi peu ſenſé, que de les empêcher d'avoir des flambeaux pour s'éclairer, ſous prétexte que l'on peut s'en ſervir pour produire un incendie.

La liberté de penſer en matiere de Religion, ne peut être ravie aux hommes, que par une injuſtice auſſi abſurde qu'inutile. Chaque homme ayant reçu

la religion de ſes peres, y eſt attaché par habitude, & la ſuppoſe néceſſaire à ſon bonheur éternel. Il n'appartient donc qu'à la tyrannie de vouloir lui arracher ce qui lui paroît indiſpenſable à ſon bien-être. Nonobſtant ces réflexions ſi ſimples, on ne voit pas, même dans les nations les plus libres, une tolérance complette en matiere de religion. Le Chriſtianiſme, inſociable par ſon eſſence, ne permet guere aux partiſans de ſectes différentes de s'aimer. En tout pays la Religion du Prince opprime & fait ſentir ſon antipathie à ceux qui refuſent de l'admettre. Rien de plus contraire à l'humanité, à la juſtice, à la ſociabilité parfaite, que toutes les Religions nationales qui prétendent jouir excluſivement de l'approbation du ciel; elles deviennent communément tyranniques, ennemies de la liberté de l'homme, & foulent aux pieds les devoirs les plus ſains de la morale.

Les ſectes multipliées ne deviennent dangereuſes dans un Etat, que lorſque l'une d'entre elles s'arroge le droit de perſécuter ou d'opprimer les autres. La violence ſeule fait éclore des fanati-

ques, & produit des troubles dans l'Etat. La liberté de penſer & d'écrire eſt un contrepoiſon aſſûré contre les folies & les tranſports du fanatiſme. La raiſon cultivée en liberté, répand ſes lumieres chez un peuple libre, & amortit peu-à-peu l'influence des chimeres & des terreurs paniques. D'ailleurs ſous un gouvernement heureux & ſage, les impoſteurs n'ont pas de motifs pour échauffer les eſprits; ce n'eſt que dans une nation opprimée & mécontente, que les fourbes trouvent des matériaux diſpoſés à s'allumer. Une nation vraiment libre ſeroit bientôt heureuſe & raiſonnable, & par conſéquent très-difficile à troubler.

On nous dira peut-être que les pays libres que nous voyons aujourd'hui, ſont ſujets à des troubles fréquens, & à des factions continuelles. Mais il eſt aiſé de voir que ces déſordres viennent de ce que, même dans les nations les plus libres, la liberté n'eſt point encore établie ſur une baſe aſſez ſolide. On eſt forcé de craindre ſans ceſſe pour elle, ſur-tout quand on a lieu de voir qu'elle eſt ſans ceſſe ouvertement & ſourdement attaquée par des ennemis puiſſans,

mes & ſur leur liberté, ils ne fourniroient pas ſi ſouvent des prétextes aux entrepriſes des factieux, des eſprits inquiets & turbulans. En général les hommes préferent le repos au mouvement : leur pareſſe, leur timidité, l'amour du repos, les liens ſi puiſſans de l'habitude les retiennent, tant qu'ils croient entrevoir le terme de leurs peines. Ne voyons nous-pas des peuples très-malheureux, qui ſouffrent en ſilence, & qui n'oſent rien entreprendre pour améliorer leur ſort ? Il n'y a pour l'ordinaire que l'excès de la tyrannie, qui mette les nations en feu ; c'eſt alors les Tyrans que l'on doit regarder comme les vrais incendiaires. Locke nous dit, qu'*une longue ſuite d'oppreſſions, d'abus, de négligences, d'injuſtices, de prévarications font aſſez connoître à tout citoyen raiſonnable, l'état de ſon pays, & en cas que pour lors la nation vienne à s'expliquer, il ſaura qu'il ne doit pas ſe ranger du côté des brigands & des pirates.*

C'EST, je le répete, à la Nation, ſource unique & véritable de toute autorité légitime, qu'il appartient de juger ſi elle eſt bien ou mal gouvernée, bien

& défendue par des amis foibles ou des traîtres. D'ailleurs, comme on a déja dit, les agitations auxquelles des pays libres ſont ſouvent expoſés, ſeroient elles-mêmes préférables à la ſtagnation mortelle que le deſpotiſme produit. Mais nous avons déja fait voir ce que l'on doit penſer de la tranquillité que le Deſpotiſme procure ; & tout nous prouve que c'eſt dans les contrées où il regne avec le plus de violence, que l'on voit les révolutions les plus ſubites, les plus terribles, les plus fatales aux Souverains.

Les révoltes des peuples ſont toujours des effets de l'oppreſſion & de la tyrannie : les peuples ne prennent de la défiance & de la haine pour leurs chefs, qu'après avoir apperçu des marques réitérées de leur mauvaiſe volonté. L'injuſtice des Souverains briſe les liens de la Société ; leur licence invite les Peuples à la licence ; leurs attentats provoquent des attentats, ou forcent les Nations à les punir & à ſe faire juſtice elles-mêmes. Si les Princes étoient plus juſtes, les ſujets ſeroient plus tranquilles : s'ils n'attentoient pas à tout moment ſur les droits de hom-

ou mal repréſentée ; ſi ſes loix lui ſont utiles ou nuiſibles. Un Gouvernement, quel qu'il ſoit, eſt fait pour la Nation, & non la Nation pour le Gouvernement. Les Rois ſont faits pour les Peuples, & non les peuples pour les Rois. Une Nation eſt donc en droit de révoquer, d'annuller, d'étendre, de reſtreindre, d'expliquer, d'altérer tous les pouvoirs qu'elle a donnés : quand elle combat un Tyran, elle combat un furieux ; elle ſe défend de ſes coups ; ce n'eſt pas elle qui ſe révolte, c'eſt le Tyran. Si chaque individu de notre eſpece a le droit de ſe défendre contre l'aggreſſeur qui l'attaque, par quelle étrange juriſprudence une Nation en corps ſeroit-elle privée d'un droit que l'on ne peut conteſter au dernier des citoyens ? Un peuple peut, non-ſeulement réſiſter au Tyran qui l'outrage & qui travaille à ſa ruine, mais encore il peut le traiter en ennemi : s'il a violé les loix, de quel droit réclameroit-il la protection de ces loix ? Deſtinées à ſervir de bouclier à ceux qui rempliſſent leurs engagemens envers la Société, elles ſont faites pour châtier tous ceux qui s'en déclarent les ennemis.

Mais ſi les Nations jouiſſent inconteſtablement du droit de punir les Tyrans qui les outragent, ce droit n'appartient aucunement au citoyen iſolé ; celui-ci ne pourroit ſans crime ſe rendre juge dans ſa propre cauſe. Le plus juſte des Princes, le plus cher à ſon peuple ne ſeroit pas à couvert des attentats d'un fanatique ou d'un ſcélérat, s'il étoit permis à tout citoyen de juger ou de punir les chefs de la Société. C'eſt à des Loix fondamentales, dictées par la juſtice, la prévoyance, le ſang froid, qu'il appartient de fixer les droits des Princes & les bornes de l'obéiſſance des Sujets. C'eſt d'après ces loix, & non d'après le caprice ou le reſſentiment du citoyen ſouvent aveugle, que les Souverains doivent être jugés [18].

Toujours inquiets ſur des droits qu'ils ſavent n'être fondés que ſur l'opinion & le prejugé; toujours jaloux d'une autorité qu'ils ne veulent partager avec perſonne ; toujours avides d'un deſpotiſme qu'ils ne peuvent exercer ſans

(18) Suivant les Loix de Sparte, les Epheres étoient les Juges des Rois, & les puniſſoient au nom de la Nation, quand ils l'avoient mérité : ce Tribunal avoit même le droit de les condamner à la mort. Si Charles I, Roi d'Angleterre fut un Tyran, il fut condamné

allarmes & ſans danger, les Princes regardent communément tous ceux qui réclament en faveur des Peuples, comme des ennemis de toute autorité, tandis qu'ils en ſont les amis les plus ſinceres. Si nul Citoyen n'eſt intéreſſé à vivre dans la ſervitude, nul Souverain n'eſt intéreſſé à exercer la tyrannie, qui, comme tout le démontre, devient toujours fatale à celui qui l'exerce, & met en danger ſa vie ainſi que ſon autorité.

INDÉPENDAMMENT de l'équité qui veut que le Souverain rempliſſe ſes devoirs, il eſt de ſon intérêt d'être exactement inſtruit des beſoins, des vœux, des diſpoſitions de ſon Peuple : celui-ci ne peut s'exprimer paiſiblement que par la voix de ſes Repréſentans qui partagent ſes beſoins & forment les mêmes deſirs. Lorſque les loix fondamentales d'un Etat ont négligé d'établir des corps chargés de ſtipuler les intérêts des Na-

par des rebelles, qui de leur autorité privée s'établirent Juges du Souverain ſans l'aveu de la Nation. Les peuples preſque en tout pays, ou n'ont pu faire des Loix, ou ont ſi peu prévu les cas, que la violence termine ſeule les querelles des nations avec leurs Chefs. Juſqu'ici dans aucune contrée les hommes ne ſont parvenus à faire, ni des Loix fondamentales ſolides, ni des *Capitulations ſtables* & raiſonnables avec les Souverains.

tions ; ou lorſque la Tyrannie eſt parvenue à fermer la bouche de ceux qui étoient originairement deſtinés à parler en leur nom, par la néceſſité même des choſes, il ſe forme des corps qui repréſentent aux Souverains les vérités que leurs Courtiſans & leurs Miniſtres leurs laiſſoient ignorer. En les réduiſant au ſilence, le Prince ne déclare-t il pas hautement qu'il ne veut pas connoître la vérité, qu'il approuve les abus dont ſes ſujets ſe plaignent, qu'il prétend les éterniſer? Les eſclaves d'un tyran n'ont perſonne qui lui parle pour eux ; ils ne lui parlent que par des révoltes, des révolutions, des aſſaſſinats. Les Janiſſaires ſont en Turquie les ſeuls Repréſentans de la nation. Pour les fautes d'un Viſir, ils égorgent un Sultan qui ſouvent ne ſe doute pas que ſon Peuple eſt mécontent. Dans les Gouvernemens Deſpotiques, les plus grandes révolutions ſont communément amenées par les cauſes les plus légeres & les plus imprévues. Le Deſpote eſt toujours expoſé aux coups de ſes eſclaves qui jamais ne voient qu'en lui la ſource de leurs maux ; il eſt exterminé ſouvent avec plus de promptitude & moins de

formalités que le dernier de ſes Sujets. C'eſt toujours la tyrannie qui arme les mains des hommes contre elle-même. Tels ſont les effets de ce gouvernement dangereux pour lequel les Princes ont la folie de ſoupirer, faute d'en appercevoir les dangers.

Dans un Etat Deſpotique, le Deſpote le plus débonnaire eſt ſouvent traité avec autant de fureur, que le tyran le plus coupable, il eſt puni pour les crimes de tous ſes miniſtres. *Ton regne eſt fini*, diſoit un Effendi au Sultan Achmet, *tes ſujets révoltés ne te veulent plus pour maître, ils demandent à grands cris ton neveu. Que ne m'a-t-on plutôt appris la vérité*, répondit le Sultan accablé? Mais quel eſt le téméraire qui oſeroit parler vrai à un maître dont un ſeul mot peut anéantir ſon eſclave? Conſeiller un Deſpote, *c'eſt*, dit un Perſan, *laver ſes mains dans ſon propre ſang*. Ce n'eſt que dans un pays libre que le Souverain peut entendre la vérité, & jouir en ſûreté d'un pouvoir légitime.

On ne peut trop le répéter aux Princes; nulle Puiſſance ſur la terre n'eſt aſſurée, ſi elle ne reconnoît des bornes, toujours aſſez fixées par la juſtice

&

& la raiſon. Un pouvoir illimité entre la main de l'homme doit, par la nature même de l'homme, dégénérer en abus, & devenir auſſi funeſte pour celui qui l'exerce, que pour ceux contre leſquels ce pouvoir eſt exercé. Tout prouvera dans le cours de cet ouvrage, que l'intérêt du Souverain ne peut jamais ſans danger ſe ſéparer de celui de la Société qu'il gouverne: cet intérêt demande que l'autorité ſuprême ſoit guidée par la morale, également néceſſaire au bonheur, & de ceux qui gouvernent, & de ceux qui ſont gouvernés.

Il y a dans le pouvoir abſolu quelque choſe de ſi ſéducteur pour ceux qui ne l'ont point enviſagé ſous ſon vrai point de vue, qu'il eſt toujours très difficile d'en ſouſtraire une portion à ceux qui ſont accoutumés à l'exercer tout entier; à ceux qui font conſiſter leur gloire dans la faculté de ſuivre aveuglément leurs fantaiſies; à ceux qui ont entre les mains des forces pour défendre ce pouvoir. L'affranchiſſement des Peuples ne peut être que l'ouvrage de la juſtice, de la ſageſſe, des lumieres, des grandes vues de ceux qui gouvernent; ou bien, à ce

défaut, de la prudence des Nations ; que des circonſtances heureuſes peuvent quelquefois mettre à portée de réformer les abus qui les ont long-temps affligées.

Ce n'eſt qu'en éclairant les hommes, que l'on peut eſpérer de les rendre & meilleurs & plus heureux qu'ils ne ſont. Les Peuples & les Souverains ſont également intéreſſés aux progrès des lumieres, & ces lumieres ne peuvent être que le fruit de la liberté. Ce n'eſt que dans un pays libre, que l'homme apprend à penſer : tout homme qui ne réfléchit point eſt auſſi peu capable de régler ſes mœurs, que de ſe rendre heureux. Le républicain eſt fier ; le ſujet du deſpotiſme eſt ſouple & poli ; le citoyen libre a du reſſort, de l'énergie, du courage ; il connoît ſes droits, il ſent ſa dignité, il s'eſtime lui-même, il fait cas de l'eſtime des autres. Ces diſpoſitions inconnues des ames avilies qui rampent ſous le deſpotiſme, viennent de l'idée de la ſécurité, de la connoiſſance des appuis que la Société procure, de la certitude où l'on eſt que perſonne n'eſt en droit de nuire. Dans une nation libre, chaque citoyen ſe ſent défendu

par la loi & ſoutenu par tous ſes concitoyens ; il ſçait que ſa perſonne & ſes biens ne ſont point à la merci du plus fort , & que nulle puiſſance ne peut lui arracher des avantages qui lui ſont garantis par tous ſes allociés.

Ainsi la liberté ennoblit l'homme, éleve ſon ame, lui inſpire le vrai ſentiment de l'honneur, le rend capable de généroſité, d'amour du bien public, d'entouſiaſme pour la Patrie, de nobleſſe & de vertu.

Ce n'eſt que dans un pays libre, qu'il exiſte une Patrie digne d'être aimée & défendue par ſes enfans. La Patrie n'eſt qu'une marâtre peu faite pour être aimée, quand elle eſt aſſervie ſous les caprices d'un tyran. C'eſt dans le ſein d'une nation libre, que l'on trouve des vertus publiques : c'eſt là que des citoyens opulens cherchent à plaire à la nation, à mériter ſon eſtime, à s'illuſtrer par des monumens utiles. Des eſclaves abjects n'ont d'autre but que de plaire à leur deſpote & de gagner ſes faveurs par des baſſeſſes. Le pouvoir abſolu amortit l'amour de la Patrie ; l'idée du bien public lui fait ombrage ; rien ne ſe fait

pour la nation ; tous les monumens & les travaux n'ont pour objet que de repaître le faſte, la vanité, la fantaiſie du maître ; le public dédaigné n'eſt jamais compté pour rien ; dans les entrepriſes les plus ruineuſes pour lui, on ne conſulte que la commodité du Prince, & jamais celle des Sujets mépriſés. Le bon citoyen eſt une plante exotique & rare qui ne peut point prendre racine dans un terrein que le deſpotiſme a deſſéché.

La raiſon cultivée eſt le plus ſûr antidote contre la corruption des mœurs : mais la raiſon ne ſe cultive que dans un pays de liberté. Le deſpotiſme, ainſi que la ſuperſtition, eſt l'ennemi né de la raiſon humaine ; il ne veut commander qu'à des eſclaves privés de raiſon, de lumieres & de mœurs.

Si dans les pays qui jouiſſent de la plus grande liberté nous voyons regner des vices & des déſordres auſſi grands que dans ceux qui ſont aſſervis, c'eſt que juſques ici les Nations les plus libres n'ont point aſſez réflechi aux objets faits pour efficacement contribuer au bonheur national ; elles n'ont point ſenti l'importance de l'éducation,

la néceſſité de former dès l'enfance des citoyens vertueux ; elles n'ont point reconnu les vices de ces inſtitutions antiques qui livrent la jeuneſſe entre les mains des hommes les moins capables de la rendre utile à la Société. Les légiſlateurs de ces nations, entraînés par la routine, ou livrés eux-mêmes à des paſſions & à des vices nuiſibles, n'ont point ſenti la liaiſon néceſſaire de la vertu avec le bien public, & des lumieres avec la vertu. Ils n'ont pas vu que la liberté ne peut être bien défendue que par des ames nobles, honnêtes, généreuſes, & qu'elle ne peut long-temps ſubſiſter, quand elle n'a pour ſoutiens que des ames vénales ou des hommes corrompus. Enfin ces légiſlateurs n'ont point aſſez veillé ſur les mœurs du Peuple, qui communément privé de raiſon, ne ſait jamais diſtinguer la liberté de la licence. Le Peuple étant par-tout la portion la moins inſtruite & la plus inconſidérée d'une nation, eſt fait ſur-tout pour attirer l'attention du légiſlateur, & doit être contenu par des loix équitables, & par une police ſévere qui l'empêche de troubler la Société ou de commettre des injuſtices.

MAIS, par un effet naturel de la pareſſe ou du peu de prévoyance des hommes, ils s'endorment promptement, dès qu'ils jouiſſent du bien-être préſent, & s'occupent très-peu de l'avenir. La liberté, continuellement attaquée par l'ambition active, demande à être défendue par des citoyens vigilans. L'engourdiſſement & le ſommeil ſont auſſi nuiſibles à la liberté, que les factions & les diſſenſions civiles (19). Le deſpotiſme ſçait mettre tout à profit; quand il ne peut réuſſir de vive force, il s'introduit à la faveur de la langueur où les richeſſes & le repos plongent ſouvent les Nations. L'oppreſſion & le malheur, quand ils n'écraſent pas les hommes tout-à-fait, les tiennent éveillés & preſſent fortement le reſſort de leurs ames; voilà pourquoi du ſein oppreſſé d'un eſclave dont l'ame n'eſt point encore briſée, l'on entend quelquefois ſortir des cris plus perçans que ceux des citoyens d'une Société qui jouit d'une partie de ſes droits.

(19) *Libertas per inertiam amittitur.*
SALLUST.

CHAPITRE VI.

Réflexions ſur le Gouvernement Britannique.

SI les Nations doivent eſpérer de ſe voir quelque jour plus ſages & plus fortunées, ces effets, comme on vient de le dire, ne peuvent être attendus que du progrès des lumieres, du développement ultérieur de la raiſon humaine, des expériences réitérées, des réflexions ſérieuſes ſur le paſſé, le préſent & l'avenir. S'il eſt rare de trouver des hommes qui réfléchiſſent, il eſt plus rare encore de trouver des nations dont les idées ſe tournent avec ſuite, même ſur les objets les plus intéreſſans pour elles. Les expériences des peres ſont communément perdues pour les enfans. Les révolutions antérieures ſont bientôt oubliées par les ſociétés préſentes. Le gros des hommes ſe laiſſe entraîner par l'habitude, & ne ſe donne gueres la peine de méditer ſur les choſes qui ſe paſſent ſous ſes yeux; on croit que ce

qui ſubſiſte a toujours ſubſiſté & ne peut être autrement qu'il n'eſt [20].

VOILA, ſans doute, la cauſe de cette indifférence preſque générale que l'on trouve dans les hommes ſur les objets qui ſeroient en droit de les intéreſſer le plus; voilà la cauſe de l'indolence qu'ils montrent, lorſqu'il s'agit de la réforme des mœurs ou des abus politiques. Chacun ſouffre; chacun ſe plaint; chacun deſireroit que les choſes allaſſent autrement, mais bientôt on ſe conſole par l'idée qu'elles n'ont jamais été & ne ſeront jamais plus ſagement diſpoſées. C'eſt ainſi que preſque tout le monde raiſonne. C'eſt ainſi que la pareſſe des hommes vient à bout d'amortir, & de vaincre en eux juſqu'à la tendance naturelle qui les excite à chercher le bien-être. Les Nations, comme les individus perpétuellement occupées d'objets frivoles, dans leſquels l'opinion & le préjugé leur font placer la félicité ſuprême, perdent à chaque inſtant de

[20] *Vidimus ad exempla, nec ratione componimur, ſed conſuetudine abducimur.* VOYEZ SENEC. EPIST. 124. *Aſſiduitate quotidiana & conſuetudine oculorum aſſuefcunt animi, neque admirantur, neque requirunt rationes earum rerum quas vident.*
VOYEZ CICERO. DE NAT. DEORUM, LIB. 2, CAP. 2.

vue les objets ſolides, & ſur leſquels leur félicité durable devroit s'établir. Des peuples, contens de jouir d'une portion de liberté ſouvent très-petite & très-précaire, s'enthouſiaſment du commerce, s'enivrent de la paſſion des richeſſes, ſacrifient tout à cette idole vaine, s'engagent à tout moment dans des guerres fatales, ſe ruinent pour s'enrichir; & remplis de ces idées extravagantes, ne ſongent ni à remédier aux abus dont ils ſouffrent le plus, ni à ſe procurer le bonheur intérieur & domeſtique, ni à cimenter par des bonnes loix la liberté publique qu'ils ſont expoſés à voir diſparoître à tout moment. Voilà comment les hommes cherchent toujours le bonheur au-dehors, courent après ſont image, & ne voient pas que c'eſt chez eux qu'il faudroit l'établir.

Appliquons ces réflexions à la Nation Britannique, la plus libre que l'on trouve maintenant ſur la terre, dont le gouvernement paſſe pour le chef-d'œuvre de la ſageſſe humaine; qui jouit des plus grandes richeſſes & du commerce le plus étendu, & qui pourtant toujours en proie à des factions continuelles, ne renferme que des habitans

mécontens de leur ſort, & ſouvent plus malheureux que les eſclaves du Deſpotiſme même.

Il ne ſuffit pas d'être riche pour être heureux, il faut encore ſavoir employer ſes richeſſes d'une façon propre à procurer le bonheur. Il ne ſuffit pas d'être libre pour être heureux; il faut ne point abuſer de la liberté, ne point la laiſſer dégénérer en licence, ne point en faire un uſage injuſte. Il ne ſuffit pas d'être libre pour conſerver ſa liberté; il faut en connoître le prix, la regarder comme le plus grand des biens, & ne point la ſacrifier à des intérêts ſordides ou à la paſſion ſervile de l'argent, qui, plus que toutes les autres, eſt propre à dégrader les ames, à retrécir le cœur, à conduire l'homme à l'eſclavage.

Le Peuple Anglois, célebre dans l'hiſtoire par ſon amour pour la liberté, qui long-temps le fit combattre avec ſuccès contre ſes Rois, eſt gouverné par un Monarque dont le pouvoir eſt ſuppoſé juſtement balancé par deux Corps chargés de concourir avec lui dans la légiſlation & dans l'adminiſtration des affaires. L'un de ces Corps eſt compoſé des Nobles, des Grands, des *Pairs*, du

Royaume; l'autre des Repréſentans du Peuple, choiſis par le Peuple lui-même, qui forment la *Chambre des Communes.*

Dans l'eſprit de bien de gens cette conſtitution paſſe pour le plus grand effort de l'eſprit humain : on croit jouir par ſon moyen des avantages de la Monarchie, de ceux de l'Ariſtocratie, & de la liberté Démocratique. Mais pour juger ſainement d'une machine ſi compliquée, il faut contempler le jeu de ſes différens reſſorts.

Une Ariſtocratie, compoſée des Grands, dont l'éclat n'eſt jamais qu'une émanation du trône, doit, par ſa nature même, craindre le pouvoir du Peuple & favoriſer celui du Prince, ſource viſible des titres, des honneurs civils & militaires, des penſions & des graces. Ainſi les intérêts de la portion ariſtocratique ſe confondent évidemment avec ceux du Monarque, & ne peuvent preſque jamais s'en ſéparer. Le Roi eſt donc aſſuré de la pluralité des ſuffrages dans la Chambre des Seigneurs. D'ailleurs il y trouve dans les *Seigneurs ſpirituels*, ou dans les Evêques qu'il a nommés, un parti toujours dévoué à ſes volontés. Le Clergé fut en

tout temps & en toute contrée bien plus disposé à flatter les Princes dans leurs entreprises, qu'à défendre la liberté des Peuples. Le Prêtre, ainsi que le Despote, ne veut que des esclavss, & craint sur-tout la liberté de penser.

Tous les citoyens d'un Etat sont également intéressés au maintien de la liberté; toutes les distinctions des rangs, tous les privileges devroient disparoître, quand il s'agit d'un objet si important, fait pour servir de base au bonheur social. Les Grands, comme le peuple, ont un même intérêt; leur grandeur n'est rien, quand elle ne dépend que du caprice d'un maître. La distinction vaine & barbare du *Noble* & du *Roturier*, est-elle faite pour subsister dans un pays dont tous les citoyens doivent travailler de concert à soutenir les droits de la raison & de la justice, sans lesquelles la liberté ne peut être solide ? Est-ce donc être libre & grand, que de jouir de privileges contraires à l'équité? « La » distinction odieuse & humiliante de » *Nobles* & de *Roturiers* ne signifie dans » son origine que des tyrans & des es- » claves, des insolens & des malheu- » reux. » (21)

(21) Voyez Idées Républicaines, *page* 7.

La Chambre des Communes qui forme la partie démocratique du Gouvernement Anglois, eſt une aſſemblée nombreuſe, & conſéquemment tumultueuſe & diſcordante de Repréſentans qui, élus une fois, ne prétendent plus être comptables à leurs Conſtituans, & ne peuvent pas être privés du droit de les repréſenter ou de parler pour eux. Ainſi ces Repréſentans peuvent, ſans courir aucun danger, trahir les intérêts du Peuple & vendre ſa liberté au Monarque : celui-ci, en vertu de ſes *prérogatives*, eſt le diſpenſateur unique des tréſors d'une Nation, qui par-là lui fournit les moyens d'acheter les ſuffrages de ceux qu'elle charge de parler en ſon nom. D'où l'on voit clairement que le Souverain & ſes Miniſtres ſont à portée de ſe rendre les maîtres abſolus des Repréſentans du Peuple.

Ces Repréſentans ſont élus par une Populace compoſée en grande partie de citoyens indigens que leur miſere diſpoſe à donner leurs ſuffrages aux candidats qui voudront les payer. C'eſt au milieu des rixes, des cabales, des combats ſanglans d'une troupe ainſi compoſée, le plus ſouvent plongée dans

la crapule & l'ivreſſe, que s'éliſent les hommes qui ſeront chargés de défendre la liberté publique contre les entrepriſes d'un Monarque & d'un Miniſtere en état de corrompre par mille moyens les adverſaires qu'on leur oppoſe. Des Repréſentans de cette trempe lui livreront ſans peine les droits d'un Peuple, qui, pour les choiſir, a déja trafiqué de ſes ſuffrages.

QUE peut-il réſulter de cette conduite auſſi ridicule que déſordonnée? Le voici; une Nation à qui ſa liberté a coûté tant de ſang & de travaux n'a pu acquérir juſqu'ici que le droit de vivre dans des tranſes continuelles; pour n'avoir point eu la prudence de ſe réſerver le pouvoir de punir des Repréſentans prévaricateurs, elle eſt forcée de ſouſcrire en ſilence à leurs plus indignes perfidies. Les prérogatives immenſes accordées à un Roi qu'elle fait l'exécuteur des loix auxquelles ſeul il donne leur ſanction; qu'elle rend dépoſitaire du tréſor public; qu'elle laiſſe maître abſolu des armées: ces prérogatives, dis-je, ſuffiſent pour le mettre à portée de ſubjuguer, quand il ſera entreprenant, tous ceux qu'il ne pourra

gagner par ſes largeſſes, ſes titres & ſes places.

Une très-longue expérience prouve que, dans la Grande-Brétagne, le *Patriotiſme* de ceux qui ſe montrent oppoſés à la Cour ou au parti du miniſtere, n'a pour objet que d'importuner le Souverain, de contrarier les actions de ſes Miniſtres, de renverſer leurs projets les plus ſenſés, uniquement pour avoir part ſoi-même au Miniſtere, c'eſt-à-dire, aux dépouilles de la Nation. Le Patriote Anglois n'eſt communément qu'un ambitieux qui fait des efforts pour ſe mettre en la place des miniſtres qu'il décrie; ou bien un homme avide qui a beſoin d'argent, ou bien un factieux qui cherche à rétablir une fortune délabrée. Des patriotes de cette trempe ſont-ils donc faits pour prendre ſincérement à cœur les intérêts de leur pays? Dès qu'ils jouiſſent des objets de leurs vœux, ils ſuivent les traces de leurs adverſaires, & deviennent à leur tour les objets de l'envie & des criailleries de ceux qu'ils ont déplacés: ceux-ci paroiſſent à leur tour de vrais patriotes aux yeux d'un peuple inquiet, qui croit toujours que ſes vrais amis ſont

les ennemis de ceux qui ſont actuellement en pouvoir. Les peuples ſont éternellement repris dans les mêmes pieges.

D'ou l'on voit que le Peuple ainſi gouverné doit néceſſairement être entraîné dans des factions éternelles, vivre dans une défiance & des allarmes continuelles; il doit craindre le pouvoir, le crédit & les artifices d'un Monarque ambitieux ou d'un miniſtere adroit. Il doit craindre la complaiſance des grands pour ce Monarque qui eſt la ſource de leur propre grandeur. Il doit craindre la perfidie des Repréſentans qu'il charge de ſes propres intérêts, & que tant de cauſes peuvent ſéduire. Enfin il doit craindre ſa propre folie.

Une Nation déchirée par des cabales, des factions, des émutes populaires, où les droits d'aucun ordre de l'Etat ne ſont clairement fixés, dont les loix d'ailleurs ſont multipliées, inintelligibles, contradictoires, une telle Nation, dis-je, peut-elle être jamais tranquille ou contente? Tous les citoyens d'un Etat n'ont qu'un intérêt. c'eſt de vivre en paix, d'être bien gouvernés, d'avoir de bonnes loix, de jouir en ſûreté

des avantages que la nature & l'induſtrie peuvent procurer. Mais quel bonheur & quelle ſûreté peut-il y avoir pour un peuple que la brigue, le déſordre, l'intérêt ſordide de quelques marchands avides peuvent à chaque inſtant précipiter dans des guerres inutiles pour les vrais citoyens, dans des dépenſes énormes qui font naître des dettes énormes dont l'Etat eſt accablé pendant une longue ſuite d'années ſans pouvoir jamais ſe libérer [22]. Enfin la liberté peut-elle être ſûre un inſtant, entre les mains d'une troupe de dépoſitaires perfides qui préferent l'argent à l'honneur & à la liberté ?

POUR être un vrai Patriote, il faut une ame grande, il faut des lumieres, il faut un cœur honnête, il faut de la vertu. Le Patriotiſme eſt une paſſion noble, fiere, généreuſe ; il eſt incompatible avec l'avarice, paſſion toujours ſordide, baſſe, inſociable Un peuple enivré de l'amour de l'argent ne trouve rien de plus eſtimable que l'argent ; il craint la pauvreté ou la médiocrité comme le comble de l'infortune, & ſacrifiera tout au deſir de s'enrichir. Un

[22] Voyez la Partie 3. Chap. VII.

peuple commerçant ne voit rien de comparable à la richeſſe, chacun veut l'obtenir; ſi cette paſſion épidémique gagne tous les ordres de l'Etat, le Repréſentant du Peuple n'en ſera point exempt, il traitera de la liberté publique avec le Prince & ſon Miniſtre, qui auront bientôt *le tarif des probités de leur pays* [23].

Une Nation vénale, vicieuſe, corrompue, peut-elle donc long-temps conſerver ſa liberté? Elle ne fait cas de cette liberté, qu'autant qu'elle lui procure les moyens de s'enrichir. La liberté, pour être ſentie & conſervée, demande des ames nobles, courageuſes, vertueuſes; ſans cela elle dégénere en licence, & finit par devenir la proie

[23] Ce mot eſt du célebre Robert Walpole, premier Miniſtre d'Angleterre ſous le regne de George II. En 1729, on propoſa dans le Parlement de la Grande-Brétagne une formule de ſerment, par laquelle chaque Repréſentant du Peuple devoit s'engager à ne recevoir aucuns bienfaits de la cour; mais cette propoſition fut rejettée par la chambre des Seigneurs, dont la plupart des membres ſont dévoués au Miniſtere. Les dépenſes ſecretes du Miniſtere, depuis 1731 juſqu'à 1741, montoient à 1, 453, 4000 livres ſterlings [environ 25 millions de livres tournois.] Voyez *Scaſonable hints from man honeſt man*, publié in 8vo. en 1761. Les bons citoyens en Angleterre regardent la loi appellée *Septennial act*, qui fixe la durée de chaque Parlement à ſept ans, comme un grand coup porté à la liberté nationale.

du maître qui aura de quoi corrompre. Un Peuple ſans mœurs n'eſt pas fait pour être libre ; un Peuple injuſte pour les autres ; un Peuple brûlé de la ſoif de l'or ; un Peuple conquérant ; un Peuple ennemi de la liberté d'autrui ; un Peuple jaloux même de ſes concitoyens ou de ſes ſujets d'un même Etat, a-t-il des idées vraies de liberté ? La liberté véritable doit être accompagnée de l'amour de l'équité, de l'humanité, d'un ſentiment profond des droits du genre humain ; ces ſentimens ne peuvent être que le fruit d'une éducation vertueuſe & généreuſe, bien différente de cette éducation ſervile que l'on donne aux hommes en tout pays.

QUE peut-il donc manquer à la félicité complette d'un Peuple qui ſe vente de jouir de la conſtitution la plus heureuſe & de la plus grande liberté ? Que reſte-t-il à deſirer pour une Nation dans les ports de laquelle les richeſſes du monde entier vont aborder ? Il lui manque une éducation généreuſe, des mœurs honnêtes, des notions véritables de juſtice, en un mot, des diſpoſitions contraires à une ſoif inextinguible des richeſſes, dont l'abondance

n'eſt propre qu'à étouffer dans les ames les vertus les plus nobles, les plus utiles à la Société.

Peuples d'Albion ! d'où viennent ces allarmes continuelles, ces factions qui vous déchirent, ces chagrins ſombres qui vous dévorent & qui ſe peignent ſur votre front ? Comment ces tréſors qui s'accumulent dans vos mains, loin d'aſſûrer votre bonheur ne font-ils que le troubler ſans ceſſe ? Pourquoi dans le ſein méme de l'abondance & de la liberté vous voit-on rêveurs, inquiets, & plus mécontens de votre ſort, que les eſclaves frivoles qui ſont les objets de vos mépris ? Apprenez la vraie cauſe de vos craintes & de vos peines. Jamais l'amour de l'or ne fit de bons citoyens. La liberté ne peut être fermement établie, que ſur l'équité, & courageuſement défendue, que par la vertu. Laiſſez à des Deſpotes la gloire folle & deſtructive de faire des conquêtes & de répandre à grands flots le ſang de leurs ſujets. Pour vous, contens de jouir en paix des bienfaits de la nature, n'allez pas les anéantir par des guerres inſenſées, qui ne ſeroient utiles qu'à une poignée de commerçans inſatia-

bles, & qui ſeroient ruineuſes pour vos vrais citoyens. Cultivez donc, ô Britons ! la ſageſſe & la raiſon : occupez-vous à perfectionner votre gouvernement & vos loix. Liez à jamais les mains cruelles du pouvoir arbitraire. Ne vous endormez point dans une ſécurité préſomptueuſe, dont l'ambition éveillée profiteroit pour vous charger de fers. Craignez un luxe fatal aux mœurs & à la liberté. Redoutez les effets du fanatiſme religieux & politique. Veillez à votre ſûreté & à celle de l'Europe ; humiliez les Tyrans, enchaînez leur ambition, protégez la juſtice opprimée ; & pour lors votre Iſle fortunée deviendra le modele des Nations, le foyer de la liberté, au feu duquel tous les Peuples de la terre viendront s'éclairer & s'échauffer.

CHAPITRE VII.

Des intérêts des Princes ou de la Politique véritable.

CONFONDRE les intérêts de l'homme avec celui des êtres que la nature rend néceſſaires à ſon propre bonheur, voilà, comme on a vu, l'objet de la morale. Réunir d'intérêts les Souverains & leurs Peuples, voilà, comme nous allons le prouver, l'objet de la Politique. Cette réunion heureuſe ſeroit promptement effectuée, ſi les Princes daignoient s'inſtruire de leurs intérêts véritables: ils reconnoîtroient alorsque le Deſpotiſme, cette façon degouverner qui ne ſuitd'autre regle que le caprice & la paſſion, ne peut être avantageux, ni à celui qui l'exerce, ni à ceux contre qui l'on voudroit l'exercer: ils ſentiroient que la Tyrannie anéantit la ſûreté du Souverainen détruiſant l'affection des Sujets: ils verroient que des loix équitables ſont les ſoutiens les plus fermes, & des Nations, & des Trônes: ils s'appercevroient que le Prince ne peut ſe rendre heureux tout ſeul, ou ſe faire un bien-être

diſtingué de celui de la Société dont il eſt le chef; ils trouveroient que la vertu ſeule fait fleurir les empires ; que ſans elle il n'eſt ni vraie puiſſance, ni vraie grandeur, ni vraie gloire, ni ſûreté véritable. Tout leur prouveroit que la vertu du Maître fait éclore la vertu des Sujets, dont l'effet eſt de produire, & la félicité publique, & la félicité particuliere. Enfin tout les convaincroit que la morale eſt la même pour le Monarque que pour le Citoyen ; pour les Nations que pour les Familles : pour la Société que pour chacun des Membres dont elle eſt compoſée, & que nulle Puiſſance ne peut impunément violer ſes regles immuables, dont la baſe ſe trouve dans la nature de l'homme.

Quel intérêt un Souverain peut-il avoir à gouverner? Quels avantages peuvent faire deſirer la Puiſſance Suprême ? Sur quoi peut être fondée l'ambition, cette paſſion qui fait ſouhaiter de commander aux autres hommes? Le Pouvoir Souverain ne procure des biens réels à celui qui le poſſede, que parce qu'il dépoſe dans ſes mains les mobiles les plus puiſſans, les plus coupables d'en-

gager, d'inviter, d'obliger tous les membres d'une Société à concourir à ſes vues, à ſeconder ſes projets, à contribuer à ſon propre bien-être, à lui montrer l'attachement, le reſpect, la déférence, la ſoumiſſion, les ſentimens qui ſont dus à l'autorité ſuprême.

Est-il un homme plus grand, plus reſpectable, plus fort, plus digne d'amour qu'un Prince qui, placé ſur un Trône où il eſt expoſé aux regards de tout ſon Peuple, y jouit de la tendreſſe de tous les cœurs, & voit chaque citoyen perſonnellement intéreſſé aux ſuccès, au contentement, à la conſervation, au maintien de l'autorité d'un chef qui le défend, qui le chérit, qui s'occupe de ſes beſoins, qui veille à ſa ſûreté ? Un bon Roi eſt l'ami de chacun de ſes Sujets, & trouve dans chacun d'eux un ami véritable.

Que manque-t-il à un Souverain pour être auſſi grand, auſſi puiſſant, auſſi glorieux, auſſi heureux que la nature humaine le comporte ? Accablé de tous les biens que l'homme puiſſe deſirer ; entouré d'hommes empreſſés à deviner tous ſes ſouhaits ; en ſpectacle aux yeux d'une nation entiere dont il ne tient qu'à

qu'à lui de ſe rendre l'idole ; diſtributeur des graces, des honneurs, des richeſſes, des diſtinctions qui ſont l'objet de tous les vœux, comment ſe fait-il qu'un Prince traîne communément une vie languiſſante & malheureuſe ? Dégoûté de tout pour l'ordinaire, il ne ſait jouir de rien ; il ignore la maniere de faire ſervir à ſon bonheur tous les moyens qu'il tient entre ſes mains ; raſſaſié, fatigué des plaiſirs & des amuſemens les plus piquans, il cherche dans le tumulte des guerres, dans des amuſemens frivoles ou ſouvent criminels, dans une vaine pompe, dans des fêtes ruineuſes, dans des dépenſes auſſi immenſes qu'inutiles, des moyens de s'éviter lui-même, & des remedes momentanés contre l'oiſiveté qui l'accable.

Est-il bien concevable qu'un Souverain puiſſe être ſujet à l'ennui ? Ce ſupplice, réſervé à l'oiſiveté, eſt-il fait pour tourmenter un Prince dont tous les momens peuvent être agréablement remplis ? Comment les occupations multipliées de la Souveraineté, les détails auſſi curieux que variés de l'Adminiſtration, la ſcene toujours diverſifiée de

la Politique, peuvent-ils donner place au dégoût & produire la ſatiété? Le Prince, direz-vous, ſe répoſe ſur ſes Miniſtres du ſoin de gouverner ſon Empire. Eh bien, qu'il gouverne lui même, qu'il rempliſſe en perſonne les fonctions les plus auguſtes qu'un mortel puiſſe exercer; qu'il apprenne à goûter à chaque inſtant de ſa vie le bonheur le plus grand, le plus pur, le plus diverſifié, le plus conſtant que l'on puiſſe éprouver en ce monde; qu'il apprenne à faire chaque jour des heureux; qu'il jouiſſe par lui-même du plaiſir ſi doux de tarir les larmes de l'affliction, de voir couler les pleurs de la reconnoiſſance; qu'il ſoulage la miſere; qu'il banniſſe l'oppreſſion; qu'il réforme les abus; qu'il corrige les loix; qu'il s'occupe des beſoins de ſon Peuple, & chaque moment de ſon regne ſera marqué par des plaiſirs nouveaux: il entendra perpétuellement retentir dans ſon oreille les applaudiſſemens & les bénédictions de ſes ſujets; il ſe repaîtra, non de la fumée de la flatterie, mais d'une gloire ſolide. Il rentrera avec joie en lui-même, où il aura établi le ſiege de ſon bonheur; il goûtera ſans interruption la

ſatisfaction de s'aimer, ſentiment qu'il verra ſincérement applaudi, non par les flatteries ſuſpectes de quelques courtiſans, mais par les acclamations & les vœux d'un peuple tout entier. Il jouira d'avance des hommages de la poſtérité, à qui l'hiſtoire tranſmettra les actions, dont la proſpérité & la félicité de ſes peres auront été les effets mémorables.

TELLES ſont les ſources inépuiſables de joie que la vertu réſerve aux Souverains qui auront appris à connoître ſes charmes. Les plaiſirs les plus vifs perdent peu-à-peu leur activité, ils finiſſent par cauſer des dégoûts & ſe changer en peines. Les objets les plus ſéduiſans fatiguent la vue à la longue; le beau lui-même devient indifférent, mais la vertu procure ſeule un contentement inaltérable L'homme peut-il jamais ſe laſſer de ce qui le ramene ſans ceſſe agréablement ſur lui-même? Un bon Roi jouit de tous les bonheurs qu'il répand ſur ſes peuples; il raſſemble dans ſon cœur toutes les joies de ſes Sujets.

SI les Grands chargés de l'éducation des Rois, au lieu de les énorgueillir & de leur apprendre de bonne heure à mépriſer les hommes, leur enſeignoient

à les aimer, les leur montroient comme les inſtrumens de leur propre bonheur; ſi, au lieu de les endurcir, ils les accoutumoient à ſentir, les Rois auroient de la vertu. Des plaiſirs bruyans, des voluptés mépriſables, des édifices ruineux, des ſpectacles frivoles, les conquêtes même les plus brillantes leur paroîtroient elles comparables à la ſatisfaction ſi pure de pouvoir ſe dire chaque jour, « ce jour n'eſt » point perdu; un Edit conſolant, une » loi juſte & bienfaiſante vont m'attirer » les bénédictions de tout un Peuple » attendri. Mes Provinces les plus éloi» nées prononceront mon nom avec » tranſport; il n'eſt pas un ſeul de mes » ſujets à qui je n'aie procuré de la joie; » je ſuis le Pere d'une famille immenſe, » & tous mes Enfans ſont ſatisfaits de » mes ſoins. Mes voiſins ſeront forcés » de me rendre des hommages; leurs » ſujets porteront envie aux miens, & » déſireront vivre ſous mes loix. Mes » ennemis jaloux ſeront eux-mêmes » obligés de reſpecter ma puiſſance; ils » la verront ſoutenue par toutes les for» ces d'un Peuple fidele, dont les inté» rêts ſont confondus avec les miens. »

Il ne reſte aucuns vœux à former pour un Prince équitable & bienfaiſant qui a ſu mériter la confiance & l'amour de ſes ſujets. Souhaiteroit il un pouvoir illimité ? En eſt-il un plus abſolu que celui qu'on exerce de concert avec une nation entiere ? Voudroit-il que ſon autorité fût reſpectée ? En eſt-il une plus ſainte & plus ſacrée que celle dans laquelle chacun trouve ſa propre félicité, & dont le mépris entraîneroit ſa propre infortune ? Ambitionneroit-il d'être aimé ? Quoi de plus propre pour faire naître le ſentiment de l'amour dans les cœurs, que des bienfaits continuels & variés ? Lui faudroit-il des richeſſes, des ſecours, des impôts ? Un Monarque équitable ne peut-il pas diſpoſer ſans violence des biens de ſes ſujets, lorſqu'ils ſavent qu'il n'en uſera que pour les rendre plus heureux, ou pour conſerver leur bonheur ? Demanderoit-il des armées pour défendre la patrie ? Tout citoyen pénétré des avantages dont il jouit ne devient-il pas un ſoldat prêt à verſer ſon ſang pour une Société dont le chef lui procure des biens auſſi chers que la vie,

& ſans leſquels cette vie perdroit elle-même tous ſes charmes ?

Que de travaux, d'inquiétudes, de dépenſes, de machinations & de chagrins les Souverains s'épargneroient à eux-mêmes ! Que de murmures, d'afflictions, de larmes & de ſang épargneroient-ils à leurs Sujets ! Que de fourberies, de perfidies, de négociations inſidieuſes, de guerres, de parjures honteux les Princes s'épargneroient à eux-mêmes, s'ils étoient plus équitables, & s'ils renonçoient aux maximes d'un Machiavéliſme odieux qui fait trop communément la baſe de la Politique des Rois !

La vraie Politique eſt toujours conforme à la Morale & ne peut jamais s'écarter des ſes principes. Celle des Souverains, ainſi que de chacun de leurs ſujets, eſt d'être juſte, modéré, de bonne foi, vertueux. L'équité eſt la ſauve-garde, & des Nations, & des Princes, & des Particuliers. Elle les défend également contre les paſſions déſordonnées ; elle proſcrit la violence, les conquêtes, les uſurpations, les perfidies entre les nations ; elle rend les traités inviolables & ſacrés ; elle met

en ſûreté la vie, la perſonne, les biens, la liberté du citoyen. Elle maintient la concorde, l'union, la paix entre les différens peuples de la terre, de même qu'entre les membres d'une cité. Elle aſſure l'empire des loix tant naturelles que civiles. Si les hommes étoient juſtes, le mal moral ſeroit banni de la terre; ſi les Princes étoient juſtes, leurs Sujets ſeroient juſtes, & leurs Etats jouiroient de toute la félicité dont ils ſont ſuſceptibles.

Reconnoissons donc la fauſſeté ainſi que la perverſité d'une Politique qui met les Princes au-deſſus des regles éternelles de la Morale, & qui leur fait dédaigner le ſoin de cultiver la raiſon de leurs ſujets. Des Souverains injuſtes & perfides trouveront des ennemis dans tous les Peuples qui les entourent. Des Maîtres dépourvus de vertus, n'auront pour Sujets que des eſclaves ſans vertus. Les vices des Souverains & des ſujets ne peuvent que les rendre mutuellement malheureux, & conduire les uns & les autres à des calamités ſans fin.

L'Espérance & la crainte, voilà les grands mobiles des actions humai-

nes : ils ſont entre les mains de ceux qui gouvernent les hommes. Les récompenſes & les châtimens mettent la puiſſance ſouveraine à portée de modérer les paſſions & de diriger les volontés, ſoit vers le bien, ſoit vers le mal. Les Princes donnent toujours les impulſions les plus fortes à la machine Politique, dans laquelle il entre une multitude de reſſorts que le Gouvernement doit faire agir de maniere à produire le bien général. Mais ce bien général ne peut être l'effet que des efforts de tous ; & pour que tous y conſpirent, il faut que le Prince ou la force motrice les porte au même but.

Chaque membre dans la Société tend au bien-être à ſa maniere. Souvent peu d'accord avec lui-même, ſes mouvemens ſont ſujets à varier ; il marche peu ſûrement, il chancelle à chaque pas, par les chocs divers, & ſouvent oppoſés, qui le pouſſent ſuivant des directions différentes. C'eſt au Gouvernement à lui donner des impulſions utiles & à le ſoutenir dans la direction qu'il lui donne. Le grand art du Politique ſeroit de faire en ſorte que

dans la machine compliquée de la Société, il n'y eût point de reſſorts ſuperflus, inutiles, contraires au jeu univerſel, mais que tous conſpiraſſent au même but ſans varier. Ce problême ſera parfaitement réſolu, lorſque dans un Etat le mérite & la vertu pourront prétendre aux récompenſes, & quand l'inutilité, le vice & le crime auront toujours à craindre le châtiment ou le mépris.

Souverains de la terre! ſoyez juſtes. Tenez une balance équitable entre tous vos ſujets. Soyez fideles à récompenſer la vertu, à honorer l'utilité, à diſtinguer le vrai mérite; ſoyez exacts à punir le crime; montrez du mépris à l'homme inutile & vain; privez le vice de vos bienfaits; banniſſez de votre préſence le Grand lui-même, quand il méconnoît ſes devoirs; ne donnez les places qu'à des citoyens diſtingués par leur probité, leurs vertus & leurs talens; & bientôt vos ſujets auront de la vertu, acquerront les qualités néceſſaires pour vous plaire, & s'efforceront à l'envi de ſe rendre utile à la Société. Un Prince qui, fermement attaché aux regles de l'é-

quité, ne répandroit ſes graces & ſes faveurs que ſur les gens de bien, & qui montreroit un front ſévere aux méchans, prêcheroit la Morale & la réforme bien plus efficacement que tous les Prêtres & les Moraliſtes du monde.

Que les Miniſtres du Très-Haut tonnent du haut de leurs chaires contre la corruption du ſiecle : qu'ils menacent les mortels du courroux des puiſſances inviſibles; qu'ils entrouvrent ſous leurs pas les cavernes embraſées de l'autre vie. Les puiſſances viſibles ſeront bien plus fortes que les Dieux. L'exemple du Prince, ſes bontés & ſes diſgraces ſeront plus efficaces que les promeſſes de biens inconnus, que les menaces de châtimens éloignés auxquels on peut aiſément ſe ſouſtraire. Les exhortations les plus touchantes de la Religion ne feront jamais ſur les cœurs une impreſſion auſſi forte, qu'un ſeul mot, un regard, un ſigne, un bienfait, un reproche, un refus d'un Souverain vertueux lui-même & fortement réſolu à faire régner les mœurs dans ſes Etats [24].

(24) *Rex velit honeſta, nemo non eadem volet.* SENEC.

RIEN de plus ſage que le Proverbe Perſan qui dit, *veux-tu faire croître le mérite, ſeme les récompenſes.* Si les Souverains montroient de l'eſtime aux citoyens les plus vertueux, il n'y auroit bientôt dans la Société qu'une heureuſe émulation de vertu. Ne leur ſeroit-il donc pas infiniment plus facile d'exciter entre leurs ſujets une émulation d'honneur, que d'exciter entre eux une émulation de baſſeſſes,

IN THYEST. Eraſme parlant de Geradas le Spartiate dit, » qu'il comprit très-bien que les vices ne pouvoient » pas naître dans les endroits où ils n'avoient point été » ſemés, & qu'ils s'affoibliſſoient par-tout où, au lieu » d'être honorés, ils étoient punis par l'ignominie. » Et c'eſt là, ajoute-t-il, la façon la plus douce de » corriger les mauvaiſes mœurs, & d'exciter à l'amour » de la vertu. » *Prudenter intellexit ibi non poſſe naſci vitia, ubi non admittuntur vitiorum ſeminaria, eaque ubique jacere quibus pro honore tribuitur ignominia. Atque hæc eſt clementiſſima ratio medendi pravis moribus, excitandique virtutis ſtudium.* Voyez ERASMI APOPHTEGM. LIB. I.

De tous les moyens qu'un Prince peut employer pour mettre la vertu en honneur, & pour ainſi dire, à la mode, il n'en eſt pas de plus puiſſant que l'exemple. » Tout le monde, dit Claudien, ſe modele ſur le Prin» ce: les édits n'ont pas autant de pouvoir ſur les eſ» prits des hommes que la vie du Souverain.

. . . . . *Componitur Orbis*
Regis ad exemplum: nec ſic inflectere ſenſus
Humanos edicta valent ut vita regentis.

VOYEZ CLAUDIAN. DE IV. CONS. HONORII. Vers 296.

d'opprobre & d'infamies ? La vertu procure de la gloire ; le vice ne procure que de la honte & du repentir ; quel que ſoit le ſuccès du vice, tous ceux qui réuniſſent par ſon moyen, ſont forcés eux-mêmes d'en rougir. Si l'on ne parvenoit aux honneurs & aux places que par le mérite & la vertu, de combien d'avantages ne jouiroit-on pas ? On goûteroit d'abord la ſatisfaction intérieure attachée au mérite ; on obtiendroit l'eſtime des autres; enfin l'on jouiroit de l'objet de ſon ambition. Quel eſt donc l'aveuglement, la négligence ou la mauvaiſe volonté de tant de Princes qui, pouvant faire naître les bonnes mœurs, les talens & la vertu dans leurs Etats avec tant de facilité, ne ſentent pas les avantages qui en réſulteroient pour eux ?

La Chine eſt le ſeul pays connu où la Politique ſe trouve, par la conſtitution même, intimement liée avec la Morale. L'antiquité de cet Empire a, ſans doute, fait connoître à ceux qui l'ont autrefois gouverné qu'un Etat ne peut proſpérer ſans la vertu. Depuis plus de vingt ſiecles les Empereurs & les Grands de cette Nation,

désabusés de la superstition, qu'ils laissent à la lie du Peuple, se sont bien gardés de l'incorporer avec la Morale, avec laquelle ses principes, toujours surnaturels & merveilleux, ne peuvent rien avoir de commun. Mais si la Religion a perdu son crédit auprès des chefs de cette Nation, la science des mœurs en a rempli la place. Nul homme dans la Chine ne peut parvenir aux emplois, ou avoir part à l'administration de l'Etat, à moins d'être exempt des religions populaires; on a senti dans cette vaste contrée que la Morale étoit la seule religion de tout homme raisonnable. En conséquence une étude approfondie de la science des mœurs, est la seule voie pour s'avancer, pour obtenir la Magistrature, pour parvenir au Ministère. Parmi nous cette étude, réservée à quelques penseurs obscurs, seroit un titre pour exclure du maniement des affaires & de la faveur de ceux qui gouvernent les Etats.

A la Chine, au lieu des leçons fanatiques & mystérieuses des fondateurs de sectes; les préceptes raisonnables d'un sage, depuis plus de deux mille

ans, réglent la marche d'un Empire qui n'a gueres moins d'étendue que l'Europe toute entiere. Ses loix ont été trouvées ſi remplies de ſageſſe, qu'elles ont ſubjugué juſqu'aux Tartares farouches qui ſe ſont rendu maîtres de ce vaſte pays; par un effet très-rare de ſon pouvoir ſur les Princes, la raiſon a vaincu les vainqueurs de la Chine. Des Empereurs devenus tyrans ont diſparu; leurs races ou dynaſties ont été détruites; le fer & le feu ont ravagé les Villes & les Provinces; mais la Morale du ſage Con-fut-zé, fondée ſur la baſe éternelle de la vérité, a ſurvécu à ces tempêtes & dirige encore la marche d'un Gouvernement qui ſe fit reſpecter par les conquérans les plus ſauvages.

DES Empereurs qui ſe glorifient d'être appellés les *Peres & Meres* de leurs Peuples, ne dédaignent pas de ſe charger eux-mêmes du ſoin d'inſtruire leur famille nombreuſe: les Edits de ces Princes ne ſont communément que des leçons utiles de Morale, dans leſquelles ils donnent à leurs enfans des préceptes ſur l'amour paternel, la piété filiale, les devoirs de l'homme, ſur

l'humanité envers les malheureux. Tantôt le Souverain excite entre ſes ſujets l'émulation du travail, tantôt il exhorte les riches à ſe rendre chers à la nation par des monumens utiles, par des canaux, des aqueducs, des ponts & des chemins, &c. Tantôt il recommande aux maîtres la douceur envers leurs domeſtiques: il fait ſentir aux peres l'intérêt qu'ils ont de donner une éducation honnête à des enfans à qui il enſeigne la docilité. En un mot, le Monarque, ainſi que les Miniſtres, Gouverneurs & Mandarins qui le repréſentent, ſont continuellement occupés de l'inſtruction du Peuple, lui remettent fréquemment ſous les yeux les devoirs propres à le rendre heureux, lui indiquent des moyens de faciliter ſes travaux. Ils ſont même parvenus à inſpirer aux hommes les plus groſſiers la politeſſe & la déférence mutuelle que l'on ne rencontre parmi nous, que dans les perſonnes les mieux élevées.

Mais ce Gouvernement éclairé a ſenti que les leçons les plus utiles ne feroient ſur les eſprits qu'une impreſſion paſſagere, ſi elles n'étoient fortifiées par des récompenſes ſenſibles.

Peu content donc de récompenſer par des places & des dignités, ceux qui ſe ſont diſtingués par l'étude de la Morale, le Gouvernement agit encore ſur les cœurs des citoyens, par des diſtinctions honorables, par des largeſſes, par des éloges Publics qu'il décerne à ceux qui ſe font remarquer par leur activité, leur induſtrie, leur zéle pour la Patrie, ainſi que par leur fidélité à remplir leurs devoirs. Une action éclatante de vertu, des talens rares, ſont annoncés à tout l'empire par les nouvelles publiques, & mettent ceux qui ont mérité cet honneur à portée de jouir des applaudiſſemens de tous leurs concitoyens (25).

POUR peu que l'on réfléchiſſe ſur des uſages ſi louables, on reconnoîtra

(25) Voyez *l'Hiſt. de la Chine* du R. P. Duhalde. Les *Mémoires de* la Chine du R. P. le Comte. Les *Lettres Edifiantes*, tom. XV. Les dernieres rélations de l'Indoſtan nous parlent d'un peuple voiſin du Bengale qui s'eſt heureuſement préſervé de l'eſclavage & des vices affreux qui affligent toutes les nations dont il eſt entouré. La juſtice, la bienfaiſance, l'humanité, l'hoſpitalité y ſont exercées, non-ſeulement entre les concitoyens, mais encore envers les étrangers. Quand quelqu'un y perd ſa bourſe ou quelqu'autre choſe ſur le chemin, celui qui les rencontre les ſuſpend au premier arbre, & donne avis au Magiſtrat de ce qu'il a trouvé.

Voyez Holwell, Rélation des Evénemens du Bengale, Partie II.

que des Souverains vertueux, dès qu'ils le voudront, ſeront à portée de réformer les mœurs, de bannir le vice de leurs Etats, d'y faire naître l'activité, d'y établir le regne de la vertu. On nous dira, peut-être, que ces uſages établis à la Chine n'ont pas fait de ſes habitans des hommes plus vertueux que d'autres, & que bien des relations s'accordent à les peindre comme des fourbes, des voleurs, des hommes très-vicieux. Nous répondrons qu'aumoins certaines vertus, la piété filiale ſur-tout, y ſont très religieuſement obſervées, & que d'ailleurs nul Peuple ſur la terre n'a pouſſé plus loin ſon induſtrie. Enfin nous dirons que, nonobſtant ſes inſtitutions ſi ſages, le Gouvernement Chinois eſt deſpotique, & que le Deſpotiſme par ſa négligence permet à toutes ſortes d'abus de s'introduire, ou par ſes violences & ſes caprices anéantit les effets des inſtitutions les plus utiles; la forme reſte & le fond diſparoît.

CHAPITRE VIII.

Des qualités & des vertus néceſſaires au Souverain.

MORALISTES Philoſophes, Prêtres & Politiques ! écrivez des volumes pour nous montrer les qualités & les vertus que doit avoir un grand Prince. Entrez dans un détail immenſe ſur les connoiſſances qu'il doit acquérir, les talens qu'il doit poſſéder, les grandes choſes qu'il doit faire, la conduite qu'il doit tenir à l'égard de ſes ſujets & de ſes voiſins. Miniſtres du Seigneur ! appeſantiſſez-vous, ſur-tout, ſur les vertus religieuſes qu'il doit montrer, & ſur les pratiques minutieuſes auxquelles il doit ſe ſoumettre pour plaire à l'Eternel. Le Prince ne vous lira point, ou s'il daigne vous lire, vos écrits ne feront que le décourager. Pour rendre le Prince tel qu'il doit être, le citoyen raiſonnable lui dira, *ſoyez juſte* ; par là vous ſerez heureux vous-même & vos Peuples ſeront heureux.

CHAPITRE IX.

Cauſes de l'abus du pouvoir, ou de la corruption des Princes.

LES Princes ſont de tous les hommes ceux que la vérité devroit le plus intéreſſer, & ceux qui ſont le moins à portée de l'entendre. Tout conſpire à leur donner des idées fauſſes d'eux-mêmes, de leurs droits, de leur autorité, de leur puiſſance, de leur grandeur & de leurs Sujets. Les Nations ſeroient auſſi heureuſes qu'elles pourroient le deſirer, ſi, pour inſtruire leurs chefs, on prenoit la centieme partie des peines & des précautions que l'on prend pour les tromper & les corrompre.

L'ART de regner, le plus important de tous les arts, eſt le ſeul qu'on ait droit d'exercer, ſans l'avoir jamais appris. Pour gouverner les hommes & décider de leur ſort, il ſuffit communément d'être né ou de deſcendre d'une race particuliere. Preſqu'en tout pays les Peuples ont ſuppoſé que la naiſ-

ſance conféroit toutes les qualités du cœur & de l'eſprit, néceſſaires pour l'adminiſtration des Empires. Devons-nous donc être ſurpris de trouver ſi peu de bons Princes ſur la terre? A peine en mille ans rencontre-t-on dans l'hiſtoire, un Souverain qui ait le mérite, les talens, les vertus de l'homme le plus ordinaire. Et cependant l'hiſtoire nous montre bien plus ſouvent les Rois comme ils auroient dû être que comme ils ont été; les hommes ſont diſpoſés à élever juſqu'aux nues les moindres vertus des Souverains; pour être un grand Prince, il ſuffit quelquefois d'avoir montré quelque bonne volonté, quand bien même on ne l'auroit jamais exécutée. Tout homme qui vit en Société, a des idées de juſtice, connoît ce qu'il doit aux autres, ſe ſent intéreſſé à leur plaire, veut mériter leur affection & leur eſtime, eſt jaloux de ſa réputation préſente & de la mémoire qu'il peut laiſſer après lui; ces ſentimens ſont trop ſouvent inconnus de ceux que le ſort deſtine à gouverner les Peuples.

Avec les peines que l'on ſe donne pour cacher aux Princes ce qu'ils doivent aux autres; avec l'ignorance où

on les tient des rapports qui les lient avec leurs Sujets, ſi l'on doit être ſurpris de quelque choſe, c'eſt de ne pas les voir cent fois pires qu'ils ne ſont. Ceux qui ſont chargés d'élever un jeune Prince, lui apprenent avec ſoin ce que ſes Peuples lui doivent, rarement lui parlent-ils de ce qu'il doit à ſes Peuples. Proſternés aux pieds de leur diſciple, ces vils inſtituteurs ne l'habituent, ni à regler ſes paſſions, ni à modérer ſes deſirs, ni à réſiſter à aucunes de ſes fantaiſies. Qui eſt-ce qui auroit le courage de contredire un enfant dans lequel ſon Gouverneur voit déja ſon Maître? Rien de plus important que de briſer de bonne heure les volontés de l'homme, afin de l'accoutumer à faire céder ſes caprices aux loix de la raiſon. Mais on craint d'affliger les Princes; on écarte de leurs yeux tout les objets propres à les émouvoir; on ne leur permet point de connoître les infortunes des hommes; ils ſemblent faits pour ignorer qu'il exiſte des malheureux ſur la terre; leur cœur ne s'attendrit jamais ſur les maux de leurs ſemblables. D'ailleurs les Souverains croient-ils avoir des ſemblables? Ne ſont-il pas des Dieux

que leur rang ſépare du reſte des mortels ?

Que faire d'un enfant volontaire, inappliqué, continuellement diſſipé, corrompu par la flatterie dès le moment qu'il eſt né, que tout le monde entretient de ſa grandeur future, à qui ſes maîtres ne parlent qu'en tremblant, que ſon Gouverneur eſt forcé d'appeller Monseigneur ? Comment trouver de la docilité dans un jeune homme impérieux, que, depuis ſon berceau, tout enivre ſans ceſſe & d'orgueil & d'encens ? Comment faire ſentir les droits de l'équité, de l'humanité, de la décence à un être à qui tout le monde s'empreſſe de céder, à qui perſonne n'a le courage de réſiſter ? Il eſt preſqu'impoſſible qu'un Prince, ſur-tout s'il eſt né ſur le Trône, ait la plus légere idée de juſtice ou de vertu. Les meilleurs Rois ont été ceux qui, avant de regner, ont éprouvé les coups du ſort, ou bien ont vécu dans une condition privée.

Les Nations les plus groſſieres nous donnent quelquefois des exemples de ſageſſe qui devroient faire rougir celles qui ſe croient civiliſées. Chez un Peuple Negre de l'Afrique l'uſage veut que l'hé-

ritier préſomptif de la couronne ſoit au moment de ſa naiſſance, enlevé de la cour de ſon pere, & relégué dans un village, où juſqu'à la mort du Roi, il vit dans une ignorance complette du ſort illuſtre qui l'attend. Dans les Nations gouvernées par des Monarques héréditaires, les loix devroient au moins pourvoir à l'éducation de ceux qui ſont faits pour regner. Un Empereur de la Chine, n'ayant trouvé dans ſon fils aucune des qualités convenables à un grand Prince, déſigna pour ſon ſucceſſeur un citoyen vertueux dont il avoit reconnu les talens. *J'aime mieux*, dit-il, *que mon fils ſoit mal & mon Peuple bien, que ſi mon fils ſeul étoit bien, & tout mon Peuple mal.*

Est-il une trahiſon plus criminelle & plus funeſte à la Patrie, que celle de ces inſtituteurs qui pervertiſſent les Princes par leurs flatteries, ou qui négligent d'inſpirer le goût de la vertu à des hommes, dont les volontés régleront un jour le ſort des nations? Eſt-il un forfait comparable à celui de ces empoiſonneurs, qui, dès-l'enfance, ne ſement dans les cœurs de leurs éleves que de l'orgueil, de la dureté, du mé-

pris pour les hommes ; diſpoſitions cruelles dont les Peuples recueilleront pendant des ſiecles les fruits abominables ? Quelle trahiſon plus infâme que de former à ſon Pays un chef capable de le détruire ? N'eſt-ce pas empoiſonner un Peuple entier, que de flatter un Prince qui deviendra l'arbitre de ſon ſort ?

La vraie Morale n'entre communément pour rien dans l'éducation des Princes : ce n'eſt pas dans les cours qu'on apprend la vertu : ces cours ſont les cloaques des Nations, tout y reſpire la licence, la volupté, la débauche, la perfidie, le menſonge ; tout conſpire à détourner de la raiſon, de la réflexion, de la probité. L'école des courtiſans n'eſt que l'école de la diſſipation, de l'intrigue & du crime ; un jeune Prince n'y prend que des leçons de vanité, de diſſimulation, de tyrannie ; il y apprend à regarder les hommes comme des êtres d'une eſpece différente de la ſienne, comme les jouets de ſes propres caprices, comme une race abjecte & peu digne de ſes ſoins. Quelles idées peuvent ſe former dans la tête d'un mortel à qui tout perſuade

que

que Dieu, en le faiſant naître, a voulu qu'il fût le maître abſolu de la perſonne, des biens, de la vie de ſes ſujets ?

Sous un Gouvernement deſpotique, qui toujours eſt ombrageux, le ſucceſſeur au Trône ne peut communément acquérir ni connoiſſances ni talens. Ses lumieres & ſes vertus cauſeroient des inquiétudes au Deſpote regnant, fait pour craindre les qualités dont il ſe ſent lui-même dépourvu. La ſûreté de l'Etat ou plutôt la tranquillité du maître & de ſes favoris exige que ſon héritier ſoit retenu dans l'ignorance, engourdi dans la moleſſe & même totalement abruti. Le Tyran regarde ſon fils comme un ennemi : il aime bien mieux le voir ſtupide que dangereux. Le Prince qui doit regner un jour ſur les Ottomans, privé de toute inſtruction, confiné dans un ſérail, entouré de vils Eunuques, ne lit que l'*Alcoran*, & ne voit le *Divan* qu'après la mort du Sultan. Des breuvages dont l'effet eſt de rendre hébêté raſſûre un Mogol contre les craintes qu'il pourroit avoir de ſes propres enfans. (26)

(26) *Scha-Abadin-Kan*, Viſir de l'Indoſtan fit aſſaſ-

L'ÉDUCATION que, même dans des contrées plus éclairées, l'on donne aux Princes ne paroît avoir pour but que de leur endurcir le cœur & de leur retrécir l'eſprit; des Prêtres intéreſſés, des dévots imbécilles, des hommes de parti ſont ceux que l'on choiſit de préférence pour former les arbitres de la terre. Ils ne leur enſeignent que des merveilles, des fables, des dogmes inconcevables, des notions bien plus propres à détruire la raiſon dans ſon germe, qu'à la développer. Pour tous devoirs, on leur impoſe les pratiques minutieuſes de la ſuperſtition; pour toutes vertus, on leur inſpire des vertus religieuſes, totalement étrangeres au bien de la Société: au lieu de faire naître en eux les ſentimens de l'équité, de l'amour du bien public, de la grandeur d'ame, de la vraie gloire, qui pourroient leur mériter l'attachement & l'eſtime des gens de bien, on les remplit d'un ſaint zele pour des opinions puériles, pour de futilités théologiques,

ſiner *Alum-gir* ſon maître, afin de ſe maintenir dans ſa place, & choiſir le plus ſtupide des Princes du ſang Royal pour le placer ſur le trône. Le même viſir avoit déja fait dépoſer & aveugler *Scha-hamet*, qui regnoit en 1754.

pour des factions religieuſes ; ce zele en fera quelque jour des tyrans, des perſécuteurs, des fanatiques, des bourreaux. On leur forme une conſcience erronnée qui les portera, pour les intérêts d'une cabale, à commettre ſans remors les crimes les plus noirs. Si on leur parle de la crainte de Dieu, de ſes jugemens redoutables, des terreurs d'une autre vie ; ces idées effrayantes ſont bientôt effacées par la facilité qu'on leur montre à expier les plus grands forfaits. D'ailleurs les Rois traitent avec les Dieux de couronne à couronne ; les Dieux de la terre ont lieu de croire qu'ils trouveront de l'indulgence dans les Dieux du ciel, dont on leur dit qu'ils ſont lieutenans, les repéſentans, les images.

On dit & l'on répete ſans ceſſe qu'il n'eſt point d'autre frein pour les Princes que la religion : on peut répondre que dans ce cas les Princes n'ont aucun frein. Voyons-nous dans le fait que ce frein imaginaire ſoit capable de contenir des paſſions que tout conſpire à ſemer dans leurs cœurs, à nourrir, à fortifier ? Trouve-t-on, en bonne foi, que la crainte d'un Dieu vengeur des

peuples qu'on outrage, rende ces potentats plus équitables, plus humains, plus modérés, plus fideles à leurs sermens, plus attentifs à gouverner? Les menaces d'une Religion auſtere ſont-elles donc aſſez fortes pour les empêcher de ſe livrer à la volupté, à des plaiſirs déshonnêtes, aux vices les plus honteux? D'ailleurs la religion des Cours n'eſt pas la même que celle des peuples; elle en impoſe encore bien moins aux Princes qu'à leurs Sujets, ſur leſquels elle ne fait déja que très-peu d'effet. Une religion de Cour s'accommode aux circonſtances, ſe prête à toutes les paſſions & n'en retient aucune. Ce n'eſt pas dans le ciel, c'eſt ſur la terre qu'il faut chercher des barrieres que l'on puiſſe efficacement oppoſer aux penchans impétueux des maîtres du monde. Une éducation véridique & des loix ſoutenues par la Nation; voilà les vrais moyens de contenir les paſſions des Rois, & de les empêcher de devenir des Tyrans.

CHAPITRE X.

De la fauſſe Politique. Du Deſpotiſme & de la Tyrannie.

D'APRÈS les idées funeſtes d'une fauſſe Politique dont on remplit l'eſprit des maîtres de la terre, ils ne gouvernent point, ils tyranniſent; au lieu de protéger leurs Sujets, ils leur déclarent la guerre. Par ce renverſement des notions les plus claires de la Morale & de la Politique, le Gouvernement, deſtiné dans ſon origine à défendre, à rapprocher, à rendre les peuples heureux, eſt devenu pour eux le plus grand des fléaux, au point que bien des gens ont douté ſi les foibles avantages qu'il procure aux Nations, pouvoient contrebalancer les maux ſans nombre que leur font ſouffrir ſans intermiſſion ceux qui les gouvernent : l'anarchie leur paroît un mal momentané, tandis que les calamités produites par le Deſpotiſme n'ont point de terme. Voilà ſans doute ce qui fait que, comme on a vu, des penſeurs ont décidé que la vie ſauvage

ou le renoneement total à la Société ; procureroit aux hommes un ſort plus doux que la vie ſociale, qu'ils ont vu perpétuellemenr agitée par les paſſions diſcordantes & des chefs & des membres de la ſociété.

Le Souverain eſt le chef ou la tête qui fait mouvoir les reſſorts du Corps Politique. Pour n'avoir point fait attention à la liaiſon intime & néceſſaire qui devoit invariablement ſubſiſter entre la tête & le corps, la Politique eſt devenue, preſqu'en tous pays, un tiſſu de myſteres à la vue deſquels le bon ſens demeure confondu. La ſcience du Gouvernement, pour s'être éloignée des principes naturels & ſimples de la Morale, eſt devenue une ſcience énigmatique, ſurnaturelle, dont les principes & les maximes ſont dans une contradiction perpétuelle avec la droite raiſon. L'ignorance des peuples, la baſſeſſe des Cours, les flatteries blaſphématoires des Prêtres ont transformé les Princes en Divinités, (27) qui bientôt

(27) Chacun ſait qu'Alexandre enivré de ſes conquêtes, ſe fit reconnoître pour un Dieu dans toute l'étendue de ſes Etats. Les villes Grecques firent différens décrets pour lui décerner cette qualité. Les Lacédémo-

ſe ſont montrées auſſi cruelles, auſſi capricieuſes, auſſi bizarres que celles dont la terreur avoit peuplé l'Olympe. Par une ſuite de ces apothéoſes, il n'y eut plus ni proportions ni rapports entre un Monarque & ſes Sujets. Comme les foibles mortels ne ſont pas en droit de rien diſputer à leurs Dieux, tout fut permis aux Dieux de la terre ainſi qu'à ceux du ciel; la réſiſtance, les murmures, les plaintes les plus douces, les remontrances les plus légitimes furent interdites aux peuples. De quel droit en effet de chétives créatures pourroient-elles s'oppoſer aux volontés d'une puiſſance toute Divine, dont les droits ſont appuyés par l'autorité céleſte qui repréſente celle de la Divinité même?

SUIVANT les idées générales que les hommes ſe ſont formées de la Divinité, à laquelle ils attribuent eſſentiellement la juſtice & la bonté, l'autorité de Dieu lui-même ſur les hommes ne peut être raiſonnablement fondée que ſur les biens qu'ils en attendent, & non ſur la terreur que ſon pouvoir peut

niens en firent un en ces mots, *puiſqu'Alexandre veut être un Dieu, qu'il ſoit un Dieu.*
Voyez Ælian, Var. Hiſt. Lib. 2. Chap. 19.

inſpirer. Le pouvoir d'un Dieu ſur ſes créatures ne ſeroient qu'une tyrannie, ſi elle n'avoit pour baſe que la puiſſance & la force. La dépendance où l'homme eſt de ce Dieu ne ſeroit qu'une ſervitude abjecte, involontaire, révoltante, ſi elle n'étoit motivée que ſur la peur. Ainſi, par le pouvoir abſolu que le Deſpote s'arroge ſur les peuples, il s'éleve inſolemment au-deſſus de la Divinité, & s'attribue des droits dont elle ne peut pas jouir. D'où l'on voit que, dans les principes mêmes de la Religion, le pouvoir Deſpotique eſt une inſulte continuelle à la Divinité qu'il prétend repréſenter ſur la terre.

Ce pouvoir n'eſt pas moins contraire aux principes de la Morale, à laquelle la vraie Politique ne peut jamais déroger. La Morale, comme on n'a ceſſé de le prouver, fonde ſes préceptes, ſes obligations, ſes devoirs ſur les intérêts & les beſoins réciproques des hommes, que la nature a rendu néceſſaires à leur bonheur mutuel. D'où il ſuit qu'il n'exiſte ni morale, ni obligations, ni devoirs pour un Monarque diviniſé, qui doit dès-lors s'immaginer qu'il n'a beſoin de perſonne, qui ſe ſent aſſez fort pour ſe

faire craindre, & pour ſe mettre lui-même à l'abri de toutes craintes ; qui ſe croit au-deſſus de l'opinion publique ; qui s'embarraſſe fort peu de l'attachement & de l'eſtime de ſon Peuple ; dont la conſcience & les remors ſont perpétuellement étouffés par la voix toujours écoutée des ſyrênes qui l'empêchent d'entendre les ſoupirs & les cris de ſa Nation & les dangers dont il eſt menacé. Comment un Souverain qui s'imagine qu'il eſt d'une autre eſpece que le commun des mortels, qu'il eſt le repréſentant de la Divinité ſur la terre, qui croit peut être de bonne foi qu'il eſt un Dieu lui même, comment, dis je, peut-il ſe ſoumettre à des devoirs ? Un être de cette trempe doit être indigné de tout lien qui le gêne ; il doit ſe croire diſpenſé de tout à l'égard des mortels qui l'entourent, pour leſquels il conçoit le plus profond mépris. Il eſt très-peu de Princes à qui l'on ne perſuade qu'ils ſont pétris d'un autre limon que le reſte des hommes. Pour oſer dire à un Roi qu'il eſt *un homme comme un autre*, il faut un courage dont lui même & toute ſa cour ſeroient épouvantés.

Il n'eſt point de maxime plus pro-

pre à corrompre les Princes & plus deſtructive pour les Peuples, que celle qui perſuade & aux uns & aux autres que *les Rois ne ſont comptables de leur conduite qu'à Dieu ſeul.* L'impunité portera toujours les hommes à la licence. En diſant aux Souverains qu'ils n'ont d'autre juge que la Divinité, on a viſiblement anéanti pour eux toutes les digues qui pouvoient les contenir. Entraînés alors par les mauvais penchans que tout conſpiroit à leur donner, ils ne ſe ſont plus embarraſſés, ni des jugemens des hommes, ni de la puiſſance des loix, ni de l'affection de leurs ſujets, trop foibles pour les ramener à leurs devoirs [28].

Il ſubſiſte par-tout un pacte entre le Tyran & les Prêtres. Ceux-ci lui diſent : « commets tous les crimes que » tu voudras, & nous les expierons ; » tyranniſe les autres, mais ſois-nous » dévoué. Le Ciel te livre tes Peuples, » pourvu que tu reſpectes les droits

[28] ..... *Nihil eſt quod credere de ſe*
Non poſſit cùm laudatur diis æqua poteſtas.
Juvenal. Sat. 4. Vers 70.
Nil pudet aſſuetos ſceptris. Lucan, lib. 8.
..... *Virtus & ſumma poteſtas.*
Non coeunt. Lucan. Lib. 8.

» ſacrés de ſes Miniſtres. Obéis-nous » à nous-mêmes, & nous te ferons » obéir comme aux Dieux ». D'après les conditions de ce traité, les Tyrans ont fait cauſe commune avec les Prêtres, en les gagnant par des largeſſes & des immunités ; en appaiſant par leur moyen le Ciel en courroux, les Princes les plus corrompus n'ont pas douté que les jugemens d'un Dieu vénal ne leur fuſſent favorables dans l'autre monde, même après avoir déſolé le monde actuel. Les Souverains les plus méchans ne ſont pas ceux qui ſe ſont le moins ſignalés par leur dévotion, par leur ſoumiſſion aux Miniſtres de la Religion, par leur généroſité à leur égard. Machiavel conſeille très-prudemment à ſon Tyran d'affecter aux yeux des Peuples un grand reſpect pour la religion [29].

[29] Louis XI étoit l'homme le plus dévot & le plus méchant de ſon royaume ; il portoit une figure de la Vierge Marie, à laquelle il demandoit la permiſſion toutes les fois qu'il vouloit commettre quelques grands crimes. Philippe II montra toute ſa vie le plus grand zele pour le maintien de la Religion Romaine dans ſes Etats. Cependant il fut très-débauché, & tout ſon regne ne fut qu'une longue ſuite de perfidies, d'aſſaſſinats, d'empoiſonnemens, de parjures & de tyrannies. Mouley-Iſmaël, Empereur de Maroc, étoit le Muſulman le plus dévot de ſon pays ; cependant on

PAR une pente très-naturelle, les Tyrans doivent être portés à la ſuperſtition. Un Souverain ne devient Tyran, que parce qu'il eſt ignorant & ſans vertu ; ſon ignorance le rend crédule, & ſa méchanceté lui rend néceſſaires les prétendus moyens que ſes Prêtres lui fourniſſent d'expier ſes forfaits & de mettre en repos ſa conſcience agitée. C'eſt communément ſous les plus mauvais Princes, que le Prêtre jouit du plus grand crédit.

GRACES aux préjugés aviliſſans que la ſuperſtition & la flatterie ont accrédités ſur la terre, la plûpart des corps politiques préſentent des troncs décharnés, ſur leſquels ſe trouvent entées des têtes énormes, qui attirent à elles toute la ſubſtance des Nations : ces corps fléchiſſent & chancelent ſous un poids qu'ils ne ſoutiennent qu'avec peine ; ils n'ont gueres la force de contrebalancer une maſſe terrible qui les entraîne à la ruine commune. Dans chaque Société civile ſe trouve un être

aſſure qu'il égorgea de ſa propre main plus de cinquante mille de ſes ſujets ; c'étoit communement au ſortir de la Moſquée où il prêchoit lui-même, qu'il faiſoit ſes exécutions, dont ſes propres enfans furent ſouvent les victimes.

unique, deſtine par le Ciel à ne rien faire pour elle, où à la faire ſervir à ſes propres caprices.

Ainsi la Politique eſt devenue en bien de contrées une vraie conſpiration contre les Peuples. Suivant l'ordre naturel des choſes, le tout eſt préférable à ſa patrie : il ſembleroit en conſéquence qu'une Nation entiere doit être préférée à un ſeul citoyen qu'elle a choiſi pour la repréſenter. On pourroit ſuppoſer que le repréſentant doit dépendre de ſes conſtituans. On croiroit que celui qui gouverne eſt fait pour le Peuple gouverné ; enfin on diroit que c'eſt en vue d'aſſurer leur bien-être, & non de le détruire, que des êtres raiſonnables ſe ſoumettent à l'autorité de l'un d'entre eux. Mais ſuivant les principes d'une Politique vraiment myſterieuſe & totalement inconcevable, toutes ces idées ſe trouvent renverſées ; la partie l'emporte ſur le tout ; des millions d'hommes ne ſont faits que pour un ſeul homme ; cet homme iſolé ne ſe croit nullement intéreſſé au bonheur de ceux qui ne lui obéiſſent que dans l'eſpoir des avantages qu'ils attendent de lui. En un mot, la Société toute

entiere eſt abſorbée dans la ſplendeur du Trône qu'elle ſoutient, & qui emprunte d'elle tout l'éclat dont elle eſt éblouie.

Dans preſque toutes les parties de notre globe, le Souverain eſt tout, ſa Nation n'eſt rien. *Il n'y a point ici de nation, je n'y connois qu'un Maître & des Sujets*, diſoit arrogamment un Viſir à quelqu'un qui oſoit lui parler des intérêts de ſa Nation. En effet, une Nation privée de liberté n'eſt plus rien : elle eſt dépouillée de tout ce qui pourroit la faire connoître, chérir & reſpecter de ſes enfans. Réduite à trembler elle-même, elle n'en impoſe à perſonne : privée de ſes propres tréſors, du droit de punir & de récompenſer, tout le monde l'abandonne pour tourner ſes regards ſur ceux qu'elle a rendu les maîtres de ſon ſort : ceux-ci s'attachent des ingrats qui méconnoiſſent la ſource de l'autorité, des richeſſes, des honneurs qu'on ne leur diſtribue qu'à condition de tenir la Patrie ſous le joug. Les citoyens qui lui reſtent fideles ou qui ont le courage de repréſenter ſes droits, ſont regardés comme des audacieux, comme

des perturbateurs, des hommes dangereux, & leurs châtimens paroiſſent juſtes & mérités à ceux-mêmes dont ils défendent la cauſe. Ainſi les Nations n'ont rien à elles, pas même leurs façons de penſer, qui leur ſont ſuggérées par ceux qui les tiennent en tutelle.

Dans des pays ainſi conſtitués, le Pacte ou le Contrat qui lie le Souverain à ſon Peuple, ne paroît qu'une chimere. Un Prince qui ſe croit redevable à Dieu ſeul de la couronne, s'embarraſſe fort peu des titres qui n'ont pour eux que la raiſon & l'équité. Oſer parler de ce Pacte, ſeroit une témérité ſéditieuſe. Ou bien ſi l'on admet l'exiſtence de ce Pacte, il ne lie que les Sujets, ſans aucunement gêner le Souverain.

Ainsi, en vertu de l'étrange contrat qui enchaîne les Peuples, ceux-ci, ſans nul profit, ſe ſont engagés à contribuer par leurs travaux à la ſplendeur, à l'agrandiſſement, aux fantaiſies d'un Maître qui, non-ſeulement ne s'engage à rien, mais encore, qui ſe réſerve le droit de nuire à tous, ſans laiſſer à perſonne celui de récla-

mer. En un mot, on diroit que dans chaque Nation il exiſte un être privilégié, deſtiné par le Ciel à commander à des Peuples nombreux qui, transformés en automates, doivent ſe perſuader que leurs biens, leur liberté, leur vie, ne leur appartiennent pas; qu'ils ne ſont ſur la terre que pour travailler ſans relâche & perir ſelon les fantaiſies du Dieu viſible, au pouvoir duquel la Providence les abandonne.

Si les notions flatteuſes de la ſuperſtition ſont propres à pervertir les Princes, elles ne ſont pas moins faites pour anéantir, ou pour rendre peu ſûres les idées de juſtice dans l'eſprit des Sujets: par-tout on prêche aux Peuples une obéiſſance *paſſive* & machinale aux volontés quelconques de leurs Maîtres les plus injuſtes: par-tout on leur défend d'y reſiſter; par tout où regne le Deſpotiſme, des Eſclaves ont pour maxime qu'on n'eſt jamais coupable en exécutant aveuglement les ordres de ſon Sultan. Quelles idées de morale & d'équité peuvent avoir des hommes qui s'imaginent que la volonté d'un Tyran peut rendre l'oppreſſion, la rapine, la cruauté légitimes? Quelles

idées de la morale divine peuvent ſe former des êtres, à qui l'on dit que Dieu protege des Tyrans, & veut qu'ils ſoient obéis ?

Les conventions de la plupart des Peuples de la terre avec leurs impitoyables maîtres, reſſemblent aſſez à celles d'un voyageur qui, attaqué dans un bois par des brigands, leur abandonne tout pour obtenir la vie, & qui ſe trouve encore en outre obligé de travailler pour eux, & de porter le butin qu'ils lui ont enlevé. Tout Deſpote, tout Souverain injuſte ne poſſede qu'un titre frauduleux que la crainte ſeule force ſes Sujets de reconnoître ; ils n'oſent pas examiner ce titre, & encore moins l'annuller ; parce qu'ils s'imaginent que les efforts qu'ils feroient pour récupérer leurs propres droits, les rendroient encore plus malheureux qu'ils ne ſont. Voilà la poſition dans laquelle ſe trouvent tant de Nations aſſervies ; elles ont rarement le courage d'eſpérer un ſort plus doux. Le plus ſouvent elles s'habituent tellement à leurs chaînes, qu'elles n'imaginent point qu'il ſoit poſſible de s'en paſſer. La Tyrannie la plus marquée,

les injuſtices les plus criantes, les violences les plus manifeſtes finiſſent par ne point révolter, & paroiſſent à la longue des actes d'un pouvoir légitime à des Peuples entiers. L'eſclavage dégénéré en habitude, eſt un mal incurable. L'univers eſt rempli d'eſclaves contens, aſſez lâches pour aimer leurs chaînes, aſſez fous pour en rire, aſſez bas pour s'en glorifier. Les Turcs reſpectent, comme Dieu lui-même, les Sultans dont à tout moment ils éprouvent les frénéſies; ils attachent de l'honneur à périr par leurs ordres; chez eux la ſûreté perſonnelle eſt réputée le partage ignoble des hommes les plus vils (30).

Si l'on ne connoiſſoit pas les effets de l'habitude fortifiée par l'ignorance, rien ne devroit paroître plus étonnant que la facilité avec laquelle les hommes s'accoutument au gouvernement le plus injuſte. A force d'éprouver les coups de la puiſſance, du crédit, de la grandeur, les idées d'équité s'effacent totalement des eſprits, ou plutôt ne peuvent jamais s'y former. On s'imagine qu'il eſt dans

(30) Les habitans de l'Empire de Maroc regardent comme un grand honneur de périr par les ordres du Monarque, & ſe perſuadent que ceux qu'il tue de ſa propre main, vont droit en paradis.

la nature, des êtres à qui tout eſt permis, & qu'il en eſt d'autres qui ſont faits pour tout ſouffrir de la part des premiers. Rien de plus rare que des hommes qui ſe faſſent des idées vraies de l'équité : ſi leur nombre étoit plus grand, on verroit bien moins de Tyrans & d'Eſclaves ſur la terre. L'ignorance & la pareſſe des hommes, voilà les ſeuls appuis du pouvoir abſolu & de la fauſſe Politique.

C'EST encore l'ignorance, la pareſſe, l'incapacité des Souverains qui les font ſoupirer après un pouvoir abſolu. Il faut de la vigilance, de la juſtice, de la fermeté pour gouverner un Peuple ; il ne faut que de la force pour le tyranniſer. Si l'inexpérience & l'inertie font les Deſpotes, elles font auſſi les Eſclaves. A l'aide du Deſpotiſme, le Souverain eſt diſpenſé du ſoin de rien apprendre ; le plus inepte & le plus pervers ſe trouve auſſi capable de commander à des Nations que le Prince le plus ſage & le plus éclairé.

DANS le plus grand nombre des Nations, le Monarque eſt trop fier pour s'abaiſſer juſqu'à gouverner ou régner par lui-même. Communément il ne

ſemble fait que pour jouir dans la molleſſe & dans loiſiveté, du travail des Nations; pour recevoir en idole leur encens, leurs tributs, leurs hommages; pour végéter dans l'indolence, ou pour diverſifier ſes ennuis par des plaiſirs achetés aux dépens de la ſueur & des larmes de ſes Sujets. On diroit que la plupart des Princes ne ſont au monde que pour qu'on place à leur inſçu leur nom à la tête d'un édit (31).

Rien de plus rare qu'un Souverain qui ſe donne la peine de remplir les fonctions de ſon état. L'éducation qu'on donne aux maîtres de la terre, les rend communément plus propres à être eux-mêmes eſclaves, qu'à gouverner les autres; ils ne ſont le plus ſouvent dans les mains de leurs Miniſtres, de leurs Courtiſans, de leurs Sultanes, que des automates que chacun à ſon tour fait mouvoir à ſon gré. C'eſt rarement à ſon Monarque, c'eſt à ſes Viſirs que les Nationsſontaſſervies. Un Prince ſans lumieres, quand même il n'auroit pas de paſſions dangereuſes, adopte aveuglement

[31] Les Siamois ignorent le nom du Souverain régnant: quand ce Prince donne audience, il ne parle point, il s'explique par ſignes.

toutescelles des Femmes, des Eunuques, des Proxénétes, des Favoris qui le gouvernent lui-même : le Souverain & ſon Etat ſont chaque jour immolés à leurs intrigues, à leurs complots, à leurs folies criminelles. Le Sultan redoutable n'eſt ſouvent que le premier eſclave de l'eſclave qui trouve le ſecret de s'emparer de lui (32).

Sous des Princes ſans talens, les Miniſtres ſont les Rois. Ainſi, les Souverains ne deſirent le Deſpotiſme, qu'afin de mettre leurs eſclaves à portée de ſe rendre leurs maîtres. Un Prêtre ambitieux parloit bien en Miniſtre quand il diſoit à ſon Monarque, que *ſa majeſté ne pouvoit être coupable devant Dieu tant qu'elle ſuivoit l'avis de ſon conſeil* (33). Ailleurs ce Politique admiré inſinue à ſon maître qu'il doit bien ſe garder d'appeller au Miniſtere ou aux grandes

[32] Pline, [hiſt. nat. liv. VI. chap. 30], aſſure qu'un peuple d'Ethiopie conféroit la dignité royale à un chien, auquel on rendoit les honneurs divins; c'étoit par ſes mouvemens que l'on jugeoit de ſes intentions [*motu ejus imperia augurantur*]. Quelqu'un diſoit que *ſi les Rois étoient les images de la Divinité, la plupart d'entre eux ne lui reſſembloient que parce qu'ils laiſſoient tout faire aux cauſes ſecondes.*

[33] Voyez le *Teſtament Politique du Cardinal de Richelieu.*

places des gens de bien, *parce qu'ils ne ſont pas aſſez faciles en affaires.* Des Princes à qui l'on parle ſur ce ton, ſont-ils donc des Monarques ? N'eſt-ce pas leur conſeiller ſans détours d'abandonner à d'autres les rênes du Gouvernement, que leurs mains débiles ſont incapables de ſoutenir ? Les Rois ſeroient-ils donc trop grands pour gouverner eux-mêmes ? Quel attachement peut attendre de ſon Peuple, un Prince qui l'abandonne aux vexations, aux caprices, aux cabales de quelques tyrans ſubalternes, & qui ne paroît exiſter que pour donner la ſanction royale à leurs oppreſſions ? Quelle conſidération perſonnelle peut s'attirer un Souverain qui, par ſa négligence & ſon apathie, ſemble annoncer à toute la terre qu'il n'eſt pas fait pour regner ? Enfin quelle reconnoiſſance peuvent attendre de ceux mêmes qu'ils comblent de faveurs & de graces, des Princes qui, incapables par eux-mêmes de faire du bien, ne le font que ſur les ſuggeſtions ou par les intrigues de ceux qui les entourent ?

Dans toutes les Nations policées, les loix privent un citoyen en démence de la faculté de gérer ſes propres affaires ;

il n'en eſt pas de même quand il s'agit des affaires d'un Etat. On diroit que les Peuples, pour être gouvernés, n'ont beſoin que d'un ſimulacre, & qu'il leur importe peu que celui qui regne ſur eux ſoit raiſonnable. Ni l'enfance, ni la décrépitude, ni la ſtupidité, ni la folie la plus complette n'ôtent le droit de commander aux hommes. On a vu des Nations célebres aimer mieux de venir la proie des factions les plus ſanglantes & de l'anarchie la plus affreuſe, que de priver des Princes en démence du droit de régler le ſort des humains (34).

UNE maxime ancienne dit, *que le bien-être du Peuple doit être la loi ſuprême* (35). Par le renverſement qu'introduit une Politique abſurde, on eſt parvenu à faire croire que le bien-être de ceux qui gouvernent doit être la premiere des loix ; d'après ces principes, on voit que les Princes ſe ſont habilement ſubrogés à la Société ; ainſi ſervir l'Etat, c'eſt ſervir celui qui a conquis l'Etat & qui ſouvent le traite en pays de conquête : la grandeur d'ame, l'honneur, la valeur conſiſtent à braver pour

(34) Voyez Mezerai, Hiſt. de Charles VI.
(35) *Salus Reipublicæ ſuprema lex eſto.*

lui les dangers & la mort : le devoir du citoyen & du noble eſt de ſe ſacrifier à ſes ordres les plus injuſtes, à ſon ambition effrénée, & plus ſouvent encore à celle de ſes Miniſtres. Le genre humain n'eſt-il donc fait que pour être le jouet du caprice de quelques individus (36) ?

CHAPITRE XI.

De la Guerre.

SI, comme on vient de voir, l'inertie, la moleſſe, l'oiſiveté des Princes eſt ſouvent funeſte aux Nations ; leur activité, quand elle n'eſt pas tempérée par la juſtice, la prudence, les intérêts de l'Etat, eſt tout autrement deſtructive pour elles. On a déja fait remarquer ci-devant que les chefs des Peuples les plus civiliſés n'ont pu encore ſe guérir de la frénéſie de la guerre, qui décele en eux des diſpoſitions vraiment ſauvages, & directement contraires au bonheur des Sociétés pour qui

[36] *Humanum paucis vivit Genus.*
Lucan. Lib. 4.

la

la paix ſera toujours les plus grand des biens.

Est-il rien en effet qui mette plus d'obſtacles à la félicité publique, aux progrès de la raiſon humaine, à la civiliſation complette des hommes, que les guerres continuelles dans leſquelles des Princes inconſidérés ſe laiſſent entraîner à tout moment ? C'eſt dans cette Politique vraiment barbare & déraiſonnable, que nous trouverons la ſource des maux les plus cruels & les plus durables qu'éprouvent les Nations.

Les loix de Crête & de Sparte n'avoient rapport qu'à la guerre, & ſembloient ſuppoſer que la paix n'étoit pas faite pour les hommes. Les Gouvernemens modernes ſemblent avoir conſervé le même eſprit. On diroit que les Nations n'ont été placées ſur la terre que pour ſe haïr, ſe tourmenter, ſe détruire les unes les autres ; le repos eſt pour leurs chefs un état violent dont ils imaginent mille prétextes pour ſortir. Par un effet de cette manie toujours ſubſiſtante, & les Peuples & les Rois ſont dans une miſere continuelle ; au ſein même de l'abondance, ils ne jouiſſent de rien ; les Nations les plus opu-

lentes ſe dépeuplent, ſe ruinent en pure perte, & n'ont preſque jamais le temps de ſe remettre de ſes ſecouſſes fréquentes & douloureuſes que leur donnent des maîtres deſtinés à les conduire paiſiblement au bonheur : elles reſſemblent à des malades que l'imprudence de leur régime replonge à tout moment dans des rechûtes, parce qu'une convaleſcence trop courte n'a pu les rétablir. Ce n'eſt communément que la néceſſité, c'eſt-à-dire, l'impoſſibilité de continuer la guerre ; ce n'eſt qu'un épuiſement total des reſſources, qui déterminent les Princes à la paix : cette paix, toujours inquiete & peu ſûre, ne ſemble être elle-même deſtinée qu'à recueillir de nouvelles forces pour combattre de nouveau. Auſſi-tôt qu'une Nation commence à reſpirer, à rétablir ſon commerce, à ſe livrer à l'induſtrie, à cultiver ſes terres, un vertige de cour vient tout d'un coup arrêter tous ſes projets ; les campagnes ſont dépeuplées pour former des armées ; des impôts accablans écraſent le cultivateur ; le commerce eſt détruit ou gêné ; toute activité eſt ſuſpendue ; tout tombe dans la langueur ; & l'attention du Gouver-

nement ; abſorbée par la guerre, ne peut ſe porter ſur aucuns des objets néceſſaires au bien-être intérieur.

Par une ſuite des préjugés ſauvages dont les peuples ſont imbus, & que ceux qui les gouvernent ſemblent vouloir éterniſer, une éducation martiale eſt preſque la ſeule que l'on donne aux Princes, ainſi qu'aux Grands dont ils ſont environnés : on ne ſeme & l'on ne cultive que rarement en eux les vertus pacifiques ; elles paroiſſent ignobles au Souverain, & ſont dédaignées par une Nobleſſe impétueuſe, à qui l'on perſuade que c'eſt uniquement dans le courage que conſiſte l'honneur. C'eſt ainſi que le Prince & ſa Cour s'accoutument à trouver de la gloire dans la violence, & ne voient point d'amuſement plus digne d'un grand cœur que d'exterminer des hommes. D'après ces notions fatales dans leſquelles tout conſpire à entretenir les Rois & ceux qui les approchent, les Nations ſont entraînées dans des guerres perpétuelles par des maîtres dont on a fait des tigres altérées de ſang, qui ne connoiſſent rien de plus beau que d'en ré-

pandre, & que le calme jetteroit dans l'inaction & l'ennui.

D'UN autre côté le deſpotiſme a toujours beſoin de ſoldats pour ſe maintenir; c'eſt un état de guerre d'un Maître allarmé contre des Eſclaves chagrins qu'il faut retenir ſous le joug. Même durant la paix du Deſpote, entouré d'une Cour avide & de ſes cohortes, n'eſt-il pas continuellement occupé à combattre les loix, la liberté de ſon Peuple à reprimer les plaintes que ſes oppreſſions peuvent exciter? C'eſt par la force qu'on ſoutient un Gouvernement établi par la force. C'eſt, comme on a vu, par la conquête que le Deſpotiſme s'introduit; ainſi les Princes, pour la plupart, vivent dans leurs Etats comme dans un pays conquis dont ils craignent la révolte.

SOUS prétexte de veiller à la défenſe de l'Etat, les Gouvernemens tiennent ſur pied en tout temps des armées nombreuſes, dont le but réel eſt de perpétuer la tyrannie. Si les Nations ne prenoient les armes que pour leur propre défenſe, pour leur propre ſûreté, pour leurs intérêts véritables, en un mot, pour des cauſes légitimes, les guerres

ſeroient très peu fréquentes. En effet, à quoi ſont dues ces guerres périodiques qui dépeuplent, appauvriſſent, enſanglantent à tout moment la terre, & qui en font le ſéjour du carnage? C'eſt à l'ambition des Rois, à leurs prétentions injuſtes, à leur cupidité ſans bornes, à leur déſœuvrement inquiet, à l'incapacité, où ils ſe trouvent pour l'ordinaire, de s'occuper en paix du bien-être intérieur de leur pays. Pour jouer un grand rôle dans le monde; pour faire valoir des titres frauduleux ou douteux, ſouvent même dans la vue de faire une vaine parade de puiſſance, ils immolent à leurs intérêts perſonnels, à l'agrandiſſement de leurs familles, à leur vanités enfantines, à des jalouſies mal fondées, à des rêveries, le repos, les forces, les richeſſes, l'induſtrie, la félicité de tout un Peuple.

Que les mobiles des plus grands événemens de ce monde ſont faits pour paroître petits aux yeux de la raiſon! Des diſputes ſur l'étiquette, des prétentions puériles, des querelles de préſéance, la mauvaiſe humeur d'un Miniſtre ou d'une Maîtreſſe, l'imperti-

nence d'un Ambaſſadeur, la brutalité d'un Pirate ou d'un Corſaire, un mot mal entendu ; en voilà plus qu'il n'en faut pour mettre le monde en feu.

La guerre n'eſt juſte, que quand elle eſt néceſſaire : la guerre eſt néceſſaire, quand le bien-être d'une Nation eſt véritablement en danger. Une Nation eſt en danger, quand des voiſins injuſtes veulent la priver d'un Gouvernement équitable, d'un Prince néceſſaire à ſon bonheur, de la liberté, de la jouiſſance de ſes droits légitimes. Enfin la guerre eſt juſte & néceſſaire, lorſque ſans elle on ne peut être aſſuré de la paix. (37) Une guerre eſt injuſte, quand elle n'a pour objet que d'étendre la puiſſance, de faire valoir les prétentions peu fondées, de contenter l'avidité, de repaître la vanité, d'augmenter la puiſſance déja trop étendue d'un Souverain ſans équité, dont les intérêts n'ont rien de commun avec ceux du Peuple qu'il gouverne. Les Nations ſont quelquefois des guerres très-injuſtes pour agrandir des tyrans contre qui

(37) *Juſtum eſt bellum quibus eſt neceſſarium, & pia arma quibus nulla niſi in armis relinquitur ſpes.*
Voyez Tit. Liv. Lib. IX. Cap. 1.

elles auroient les plus juſtes droits de la faire.

Les Nations ſont-elles donc faites pour ſe ruiner & s'égorger dans des querelles qui ne devroient aucunement les intéreſſer ? En ſeront-elles plus heureuſes de ce que leur chef poſſédera une ville, ou même une Province de plus ? La défenſe rigoureuſe de jamais prendre les armes pour s'agrandir au-dehors, devroit être une loi fondamentale & irrévocable pour toute Nation prudente & raiſonnable : elle mettroit les Souverains dans l'heureuſe impoſſibilité de troubler leur tranquillité mutuelle. Un Peuple aſſez ſage pour s'impoſer une loi pareille, deviendroit bientôt l'arbitre & l'ami de tous les autres : au moins ne ſeroit-il pas à chaque inſtant la victime des prétentions perſonnelles de ſes maîtres, à qui communément le ſang humain ne coûte rien.

De même que *nul homme ne peut ſervir deux maîtres*, nul Prince ne peut bien gouverner deux Etats. Un Souverain qui veut régner avec ſageſſe ſur un Peuple quelconque, n'a-t-il donc pas déja ſuffiſamment d'affaires ? Augmenter les

Etats, ce n'eſt jamais qu'augmenter la difficulté de les bien gouverner, & multiplier les prétextes de la guerre. Que les divers Etats dont ce globe eſt compoſé ſeroient petits, s'ils étoient proportionnés aux talens de ceux qui les gouvernent! S'il eſt ſi peu de gens qui ſachent régler ſagement une famille, eſt-il ſurprenant que ſi peu de Souverains ſachent régler ſagement un Etat? La vaſte étendue d'un empire y amene tôt ou tard le deſpotiſme, & le deſpotiſme tôt ou tard amene ſa deſtruction.

QUELS motifs réels des Nations peuvent-elles avoir d'être ennemies les unes des autres? Eſt-il rien de plus contraire à l'équité, à l'humanité à la raiſon, que d'entretenir entre les peuples ces haines héréditaires, abſurdes & déraiſonnables qui diviſent les malheureux habitans de la Terre? Chaque pays ne fournit-il donc pas à ſes habitans de quoi déployer leur induſtrie & leurs talens? Chaque Etat n'offre-t-il pas à tout Prince raiſonnable un aſſez vaſte champ pour exercer ſon grand cœur, ſa juſtice, ſa bienveillance & ſes ſoins? Eſt-ce une preuve de ſageſſe en lui, que de ne ſavoir s'occuper qu'à faire des mal-

heureux, incapables de lui procurer à lui-même ni grandeur, ni puiſſance, ni bonheur ?

DANS toutes les guerres, les Souverains prétendent n'avoir jamais pour but que le bien-être futur ou la sûreté de leurs Etats, le maintien de la balance du pouvoir, le deſir d'augmenter le commerce & les richeſſes de leurs ſujets. Les imprudens ! ne voient-ils pas que ces guerres entrepriſes par l'avidité, ne tendent qu'à diſſiper tout d'un coup des forces ſubſiſtantes, des richeſſes tout acquiſes, pour en acquérir d'incertaines & d'imaginaires ? Rien de plus rare que de voir les acquiſitions & les conquêtes dédommager véritablement des dépenſes qu'elles ont coutées ; la Politique des Princes ſe borne communément, à faire de très-petites choſes avec de très-grands moyens. Les ſuccès les plus éclatans ne ſont pour l'ordinaire que diminuer des forces réelles, pour s'en procurer d'idéales. La *balance du pouvoir* n'eſt dans le vrai, qu'une balance de foibleſſe. Les Princes par leurs guerres ne ſont que s'énerver réciproquement ; & ſouvent le vainqueur eſt plus à plaindre que le vain-

eu (38). Faire la guerre, c'eſt répandre les tréſors amaſſés par le commerce & l'induſtrie de ſes propres Sujets, ſur des Nations qui n'ont ni commerce ni induſtrie ; c'eſt enrichir des Peuples étrangers à ſes propres dépens : avoir de grands ſuccès, c'eſt augmenter le nombre de ſes ennemis & des jaloux, ſous les efforts deſquels on ſe verra quelque jour forcé de ſuccomber. Tout Prince ambitieux, toute Nation avide deviennent bientôt des ennemis communs, dont la puiſſance fait ombrage, & qu'on cherche à détruire. Ainſi les guerres les plus heureuſes n'amenent point la paix ; elles amenent des guerres nouvelles excitées par la défiance & les craintes, qu'une ambition remuante fait naître dans les eſprits des voiſins. De-là cette inquiétude univerſelle répandue dans tous les Gouvernemens, qui les force de tenir en tout temps ſur pied des armées formidables, également ruineuſes pour tous les Etats, & dont l'effet eſt de rendre la paix même inutile aux Nations.

(38) Un homme d'eſprit diſoit que *la balance de l'Europe conſiſte dans les ſottiſes qui ſe font de toutes parts.* Ciceron a dit, „ *quorum bello ſolum id ſcire eſſe* „ *miſeriorem qui vicifſet.* „

Pour conquérir une nouvelle Province ou pour s'agrandir, afin de jouer un plus grand rôle parmi les puiſſances qui l'entourent, un Souverain belliqueux s'expoſe quelquefois à perdre ſes anciens Etats. Nonobſtant l'extravagance d'un jeu ſi périlleux, auquel les Peuples ou les Loix devroient fortement s'oppoſer, le hazard ou ſes talens le ſauvent de ce danger : de retour dans ſon pays que fera-t-il ? Il ſçait qu'une guerre attire une autre guerre ; il ſent la néceſſité de faire bonne contenance, afin d'en impoſer à ceux qu'il vient de dépouiller : il ſe voit donc forcé de tenir ſur pied des légions ſans nombre ; il lui faut bien plus d'hommes que ſon Etat n'en peut fournir ; il lui faut plus d'argent qu'il n'en peut obtenir par des impôts raiſonnables ; alors il dépeuple ſes campagnes & ſes villes pour avoir des ſoldats ; pour remplir ſes tréſors, il eſt forcé d'employer la violence & la fraude ; tout eſt écraſé par ſes concuſſions ; il a une Province de plus ; mais ſon Domaine ancien eſt totalement ruiné, il ſe croit plus puiſſant, & tout devroit lui montrer qu'il eſt réellement plus foible ; il a l'ambition de fonder

un grand Empire, mais il commence par le détruire, & ne laiſſe à ſa poſtérité que l'avantage de gémir pendant des ſiecles, des funeſtes effets de ſon humeur inquiete & de ſes immenſes travaux. Voilà donc ce qu'on appelle un Héros, un grand Politique : tout homme ſage l'appellera un inſenſé, un mauvais calculateur, un fléau du genre humain.

Le vulgaire ſtupide a de tout temps admiré & révéré comme des Héros & des Dieux quelques brigands célébres que l'hiſtoire ne nous fait connoître que par leurs affreux maſſacres. Quels droits peuvent avoir à l'eſtime des hommes, tant de Gladiateurs mémorables qui, comme les déluges, les volcans & les contagions, ne ſe ſont illuſtrés que par leurs triſtes ravages ? Quelles idées ſauvages de gloire peuvent s'être formé des êtres aſſez extravagans pour nous vanter les hauts faits d'un Alexandre, d'un Céſar, d'un Pompée (39) ?

On dit que Tamerlan ne livroit des batailles que pour ſe procurer le merveilleux plaiſir de former des pyrami-

(39) Pline nous apprend que le grand Pompée, après avoir triomphé de pluſieurs peuples de l'Aſie, bâtit de leurs dépouilles un Temple à Minerve, à l'entrée duquel il fit mettre l'inſcription ſuivante ; bien digne-

des avec les têtes de ceux qu'il avoit égorgés. Néron, ce Tyran renommé par ſa folie cruelle, dans un moment de caprice fit mettre le feu à la ville de Rome, tandis que du haut d'un monument élevé il contemploit les flammes qui réduiſoient ſa capitale en cendres. Il n'eſt perſonne qui ne frémiſſe de cette action auſſi barbare qu'inſenſée; cependant combien de Princes également déteſtables, ont été célébres dans l'hiſtoire pour s'être amuſés à mettre tout l'univers en flammes! Combien de conquérans ſe ſont fait un paſſe-temps de détruire des Villes, de ravager des Provinces, de jouir, du haut de leurs Trônes, des malheurs du genre humain! Que de Nérons dans le monde, à qui les hommes ont la ſottiſe d'adjuger des lauriers! Combien de Princes inquiets ſemblent, comme Caligula, ſe plain-

d'être approuvée par des Romains. *Cn. Pompée le Grand, général, après avoir terminé une guerre de trente ans; après avoir défait, mis en fuite, tué & fait priſonniers* deux millions cent quatre vingt trois mille hommes; *après avoir coulé à fond ou pris huit cents quarante-ſix vaiſſeaux; après avoir ſoumis mille cinq cens trente huit villes & forteresſes; après avoir ſubjugué tous les pays contenus entre la mer rouge & le palus méotide, s'acquitte juſtement de ce vœu à Minerve.*

VOYEZ Plin. Hiſt. Natur. Lib. VII. C. 26.

dre de ce que leur regne n'eſt point marqué par de grandes calamités !

La plupart des Nations ſeroient en droit d'adreſſer à leurs maîtres ſanguinaires le diſcours qu'un Derviche oſa tenir à *Kouli-Kan*, dans le moment où ce vainqueur barbare de l'Indoſtan ordonnoit le maſſacre des habitans de Delhi. *Si tu es un Dieu, agis en Dieu. Si tu es un Prophète, conduit-nous dans la voie du ſalut. Si tu es un Roi, rends ton peuple heureux & ne le détruis point.* La réponſe du conquérant eſt conforme à celle que pourroient faire tant de héros glorieux devant leſquels l'univers s'extaſie. *Je ne ſuis point un Dieu, & je n'agis point en Dieu. Je ne ſuis point un Prophète, chargé de montrer la voie du ſalut. Je ſuis celui que Dieu envoie aux Nations qu'il a réſolu de viſiter dans ſa colere.*

Peuples inconſidérés ! pouſſez des cris de joie ; allumez des feux ; faites chanter vos triomphes par vos Poëtes ; rendez au ciel des actions de graces pour tant d'hommes que vos guerriers ont eu le plaiſir d'égorger. Eh ! ne voyez-vous pas que le ſang de vos concitoyens, cruellement prodigué, s'eſt

mêlé avec celui de vos ennemis prétendus ? hélas ! bientôt vous allez pleurer de vos propres ſuccès. Ils ont dépeuplé vos campagnes ; ils vont forcer vos maîtres de vous accabler d'impôts. Votre poſtérité malheureuſe ſe reſſentira pendant des ſiecles de vos cruelles victoires. Retenez donc pour toujours la fougue de vos chefs imprudens ; qu'ils ſe déſabuſent, ainſi que vous, de ces idées fauſſes de gloire, qui ne ſont de leurs contrées, que des déſerts, & de vos villes, que des ſéjours de larmes.

QUEL eſt, en effet, le cœur honnête qui ne ſeroit point déchiré à la vue du détail immenſe des calamités que la frénéſie ambitieuſe d'un ſeul homme produit ſouvent en un inſtant dans le monde ? Quel affreux tableau pour une imagination ſenſible, que celui qui ne préſente que des villes embraſées, des campagnes fumantes, des laboureurs en pleurs levant leurs bras au Ciel en voyant les moiſſons, les fruits de leurs travaux devenir en un inſtant la proie des flammes ; *des meres éplorées arrachant leurs filles tremblantes des mains du ſoldat effréné !* Qui peut penſer ſans frémir à la longue ſuite de douleurs

propagées dans toute une nation par la destruction subite de tant de milliers d'hommes, de peres de familles, de parens, d'amis, qu'une seule bataille fait disparoître? Périssent donc ces Monstres qui d'un œil sec ordonnent ou contemplent de pareilles horreurs! Périsse à jamais l'ambition qui sacrifie l'élite d'une Nation, le repos d'un Etat, la félicité publique, au desir insensé de laisser un nom fameux dans l'histoire! Que les hommes qui ont le front de chanter ces forfaits soient eux-mêmes voués à l'opprobre éternel!

Puisque les Ministres du Très-Haut nous assurent que la Religion est un frein si puissant pour contenir les passions des Rois, que ne s'en servent-ils pour rappeller à la justice, à l'humanité, à la *charité* tant de Potentats indomptés qui ne semblent placés sur la terre que pour la désoler? Au lieu de bénir lâchement les drapeaux de la guerre, pourquoi les Prêtres *d'un Dieu de Paix* ne les déchirent-ils pas sur ses autels? ou du moins, pourquoi ne lancent-ils pas leurs anathêmes contre ceux qui ont la cruauté de prodiguer sans vraie cause la vie des citoyens? Toute

ame honnête eſt conſternée, en ſongeant à l'étonnante facilité avec laquelle un Prince, du fond de ſon cabinet ou ſérail, ſigne un arrêt de mort contre des millions des Sujets. Eſt-il ſur ce globe malheureux un ſeul pouce de terre qui n'ait été à plus d'une repriſe engraiſſé de ſang humain ?

Ainsi, ne cherchons pas dans la colere des Dieux, les cauſes des dépopulations, des familles, des revers, de la ruine & des miſeres de tant d'Etats. D'où vient que dans les contrées les plus favoriſées du Ciel, l'on ne rencontre à chaque pas que des ſolitudes effrayantes, habitées par quelques poignées de malheureux qui languiſſent ſous le poids de l'indigence ? Eſt-ce donc les puiſſances inviſibles que ces Peuples doivent implorer pour demander la fin des infortunes qui les accablent ? Non ſans doute ; des guerres interminables, les rigueurs d'un Deſpotiſme inſenſé, l'arbitraire de l'impôt, les extorſions des traitans, l'injuſtice des gens en place, l'indolence ou l'inſenſibilité des Princes, ainſi que leur ambitieuſe activité, les conſeils affreux de leurs Miniſtres, les frénéſies que les préjugés inſ-

pirent aux Nations ; voilà les véritables cauſes des maux dont ce monde eſt le théâtre. Les Dieux ſeroient rarement irrités contre les hommes, ſi ceux qui les gouvernent avoient de l'équité.

Les voyageurs nous diſent que dans preſque toutes les nations ſauvages, un malade fait appeller à ſon ſecours des jongleurs, des ſorciers ou des prêtres, à qui l'on ſuppoſe du crédit ſur les eſprits malins, que l'on croit les auteurs des accidens les plus naturels qui arrivent aux hommes. Sous prétexte de chaſſer la maladie, ces fourbes prononcent des conjurations en langage inconnu, invoquent les eſprits, feignent de converſer avec eux, pouſſent des hurlemens affreux, étourdiſſent le pauvre infirme par des bruits effrayans, font mille contorſions & ſingeries, enfin forment des danſes auxquelles, nonobſtant ſa foibleſſe, ils forcent le malade de prendre part, juſqu'à ce qu'épuiſé de fatigue, il tombe à terre, d'où ſouvent il ne ſe releve jamais. Quel que ſoit le ſuccès du remede, le médecin eſt payé; il en eſt quitte, quand le malade eſt mort, pour dire à ſes parens que les puiſſances inviſibles, acharnées à ſa

perte n'ont pas voulu s'appaiſer. Cette méthode ne reſſemble-t-elle pas à celle que ſuivent les Prêtres des Nations les plus éclairées ? C'eſt toujours par des prieres, des conjurations, des cérémonies qu'ils promettent aux Peuples de faire ceſſer leurs infortunes. C'eſt toujours à la colere du Ciel, qu'ils attribuent la durée des maux qui ne ſont dûs qu'aux délires d'une adminiſtration inſenſée.

Si c'eſt dans l'ordre Phyſique de l'univers que l'on puiſe les preuves les plus fortes de l'exiſtence & des ſoins d'une Providence remplie d'intelligence, de puiſſance & de bonté, quelles incertitudes ne doit pas jetter ſur ces preuves le déſordre moral & politique dont ce monde eſt continuellement le théâtre ? L'ordre moral, l'ordre politique, la bonté permanente des Princes & des Gouvernemens, les vertus des Citoyens auroient-ils donc fait moins d'honneur à la Divinité, que le mouvement réglé des Aſtres, que le retour périodique des Saiſons ? Le Dieu qui gouverne la nature & qui regle les deſtinées des hommes, ſeroit-il moins bien repréſenté par des Souverains juſtes & bons

que par des Tyrans impitoyables, par des Sultans avides, par des Conquérans farouches, perpétuellement occupés à ravager la terre, à troubler la paix & l'ordre des Sociétés ? Ce Dieu puiſſant eût-il moins clairement manifeſté ſa puiſſance, en forçant les Princes & les Peuples à faire le bien, qu'en forçant les planetes à d'écrire une route invariable? N'eût-il pas été plus avantageux à l'homme d'être néceſſairement déterminé à la vertu dans chaque inſtant de ſa durée, ou de plaire néceſſairement à ſon Dieu, que de jouir de la funeſte liberté de ſe déterminer au mal & d'encourir par-là la colere du Ciel ?

CHAPITRE XII.

Du Machiaveliſme, ou de la Perfidie en Politique.

LA ſuperſtition & la flatterie ayant changé les Souverains en des êtres d'une nature différente des autres hommes ; en ayant fait des Divinités ſur la terre, leur ayant adjugé des droits divins, ces Princes diviniſés eurent une morale à

part, une juriſprudence faite pour eux ſeuls & incommunicable au reſte des mortels. Si la religion ne produit des effets utiles que ſur un très-petit nombre d'hommes, il eſt évident que ce ſont les loix, l'éducation, l'opinion publique, la crainte du déshonneur ou du châtiment, qui contiennent efficacement le grand nombre, & qui les empêchent de ſe livrer à leurs paſſions. Le citoyen a par-tout quelque choſe à craindre ; les Princes ſont exempts de toute crainte, & peuvent impunément ſe permettre tout ce que leur intérêt leur ſuggere.

Un des préjugés les plus fortement enracinés dans l'eſprit du vulgaire, c'eſt que la licence eſt l'apanage de la puiſſance. On regarde comme heureux celui qui a le pouvoir de tout faire, ou dont les volontés déréglées ne rencontrent point d'obſtacles. Quoique les hommes n'oſent accuſer les Dieux d'injuſtice, cependant toutes les religions tant anciennes que modernes les ont fait injuſtes, licencieux, emportés, déraiſonnables ; les Théologiens en ſont quittes pour dire que les Dieux ont une juſtice à part, ou qui ne reſſemble en rien à la juſtice

des hommes. C'eſt ainſi que la ſuperſtition, plus que tout autre choſe, contribue à renverſer les idées de l'équité naturelle.

Si les Dieux inviſibles du ciel ont joui du droit d'être injuſtes ou de violer les regles de la morale humaine, les Dieux viſibles de la terre ſe ſont arrogé le même droit, & les Peuples éblouis par l'éclat & la puiſſance de leurs maîtres, n'ont point oſé le leur conteſter, Les Souverains ſe ſont donc fait un code à part d'après lequel tout crime heureux ſe juſtifie. Les plus grands forfaits ſe pardonnent aux Princes & ſont applaudis par les Nations, quand elles en voient réſulter un très-grand avantage. Voler, dans un citoyen obſcur, eſt une action odieuſe & puniſſable; mais faire des conquêtes, lever des impôts onéreux, ravir le néceſſaire à ſes Sujets, ſont des actions glorieuſes ou autoriſées par l'uſage (40.) Aſſaſſiner un homme, c'eſt troubler l'Ordre Social, c'eſt commettre un crime digne de mort; mais aſſaſſiner des Nations entieres & conduire hardiment ſes Su-

[40] *Sua retinere, privatæ domûs: de alienis certare, Regia laus eſt.*

Tacit. Annal. Lib. V.

jets à la boucherie, marque une ame héroïque qui mérite des louanges, & des contemporains, & de la postérité. Violer ses sermens, manquer à ses engagemens, fausser sa parole, ne point payer ses dettes, sont des choses punissables par les loix & déshonorantes pour un homme privé; mais pour un Souverain, la *raison d'Etat*, *le droit de bienséance*, *l'interêt de la nation*, *les malheurs des temps* sont des raisons qui l'autorisent à faire tout ce qui lui convient sans avoir rien à craindre. Les crimes les plus noirs, les perfidies les plus horribles, les injustices & les violences les plus marquées, les parjures les plus honteux finissent par s'adoucir aux yeux des hommes, assez aveugles d'ordinaire, pour croire que tout doit être permis à ceux qui jouissent d'un grand pouvoir. Les *Coups d'Etat* sont communément des crimes dont les effets sont immenses, mais ils ne laissent pas de valoir à un Prince ou à son Ministre les titres de grands politiques & d'hommes d'Etat. En un mot, on s'est fait des idées si fausses & si perverses de la Politique, que bien des gens ont cru qu'elle étoit totalement incompatible avec la morale

ordinaire ; en conſéquence, preſqu'en tout pays elle eſt devenue un ſyſtême de fourberies, de menſonges, de mauvaiſe foi, d'artifices, de violences & de crimes. On s'imagina qu'il étoit impoſſible de régner ou de gouverner, en ſuivant les regles de la probité.

VOILA ce qui fit éclore ſur la terre les principes deſtructeurs & les maximes infames du *Machiavéliſme*, c'eſt-à-dire, de cette Politique exécrable qui fait que la plupart des Princes, non contens d'aſſervir & de tromper leurs propres Sujets, ſont perpétuellement occupés à ſe ſurprendre réciproquement, à ſe tendre des pieges, à ſe nuire, ſoit ouvertement, ſoit d'une façon ténébreuſe & cachée. D'après cette morale odieuſe, on ne doit pas être étonné de voir que les Nations, gouvernées par des hommes nourris dans ces maximes, n'aient jamais pu jouir d'une tranquillité durable. Comment euſſent-elles été long-temps paiſibles, n'ayant d'autres garans que des traités inſidieux, auſſi-tôt rompus que faits, & de la confection deſquels la bonne foi fut toujours ſoigneuſement bannie?

SI d'ailleurs tout ne prouvoit pas le peu

peu d'effet de la Religion ſur les Princes, rien ne ſeroit plus propre à détromper de ſon utilité, relativement à eux, que l'étonnante facilité avec laquelle on les voit oublier leurs ſermens les plus ſolemnels, & fouler aux pieds les engagemens les plus ſacrés. A juger de leurs opinions religieuſes par leur conduite, on eſt forcé d'en conclure qu'ils mépriſent également & les Dieux & les hommes, & que la force ſeule eſt capable de les ramener aux principes de la morale, faite pour régler la conduite de tous les êtres de l'eſpece humaine, & dont jamais on ne peut s'écarter ſans danger. C'eſt aux nations qu'il appartient de la faire obſerver à leurs chefs qui, tant qu'ils n'auront rien à craindre en ce monde, s'embarraſſeront fort peu des châtimens dont on les menace dans un autre.

Des Souverains & des Miniſtres perfides impriment le ſceau de l'infamie ſur les nations qu'ils gouvernent. Un Peuple entier eſt, ſouvent à ſon inſçu, déshonoré pendant des ſiecles par l'infame politique de ſes Tyrans ambitieux; on partage toujours les iniquités & les forfaits auxquels par ſon ſilence on

paroît conſentir (41). Quelle idée peut-on ſe former de ces Nations aſſervies où les crimes, les perfidies les plus avérées, les guerres les plus injuſtes trouvent une foule de défenſeurs & d'avocats? Quelle peut être la morale d'un Peuple qui applaudit tous les excès de ſes Souverains les plus pervers?

Un Monarque diſoit que *ſi la bonne foi étoit bannie de la terre, ce ſeroit dans la bouche des Rois qu'il faudroit la chercher.* On l'y chercheroit en vain; elle eſt bannie des cours; une Politique auſſi fauſſe que criminelle, la traite de foibleſſe & de ſimplicité; on la croit uniquement réſervée pour ceux à qui leurs forces ne permettent pas d'être injuſtes ou de tromper ſans craindre les conſéquences. Le ſeul crime en Politique eſt de ne pas réuſſir. Ainſi l'intérêt des Tyrans, c'eſt-à-dire, des plus méchans des hommes, eſt devenu la regle de la conduite des Rois.

(41) Il eſt évident que c'eſt aux fourberies de la cour de Rome, & aux crimes d'une foule de Princes ſans foi, que les Italiens ſont redevables de leur mauvaiſe réputation. Ferdinand *le Catholique*, *Charles-Quint*, *Philippe II*, tous Princes fort dévots, ont flétri pendant long-temps la nation généreuſe, ſpirituelle & noble des Eſpagnols par leur conduite & leur Politique odieuſes, *Quidquid delirant Reges*, &c.

Mais que ré ulte-t-il enfin de cette Politique abominable ? Par tant de parjures, de perfidies, d'iniquités, les Princes ſe rendent-ils plus heureux ; Plus aſſûrés de leurs poſſeſſions uſurpées, plus tranquilles ſur leurs droits ? Non, ſans doute ; allarmés déjà ſur les diſpoſitions de leurs propres ſujets qu'ils oppriment, ils craignent leurs ſemblables ; ils ſçavent qu'il n'eſt point de sûreté entre des brigands dont les alliances, les amitiés, les engagemens n'ont que des intérêts variables pour baſe, & ne ſont faits que pour endormir des rivaux qu'on voudroit dépouiller. Ils n'ignorent pas que la force & la ruſe ne donnent pas des droits que la force & la ruſe ne puiſſent anéantir. Conſéquemment ils vivent dans des tranſes continuelles ; ils ſe tiennent ſur leurs gardes, ils ſe ruinent à force de précautions, & dans l'eſpoir de jouir paiſiblement un jour, ils ne jouiſſent de rien.

Il n'y a qu'une ſeule morale pour tous les hommes, elle eſt la même pour les Nations & pour les Individus ; pour les Souverains & les Sujets, pour le Miniſtre & pour le Citoyen obſcur. La

politique la plus véridique eſt toujours la plus ſûre. C'eſt celle qui a la probité, la juſtice & la bonne foi pour baſe (42).

La droiture, la bonne foi, la franchiſe, la ſimplicité ſont la plus ſage des Politiques pour les Princes comme pour les Particuliers, même dans la conſtitution actuelle des choſes ; une Politique honnête & véridique ſeroit peut-être la plus propre à donner le change à des fourbes qui ne croient point à la probité des autres. D'ailleurs la droiture ſe fait reſpecter de ceux mêmes qui n'en ont pas. Le menſonge & l'obliquité ſont des ſignes de foibleſſe ; la franchiſe & la vérité annoncent les grandes ames ; elles ſont faites pour en impoſer à ces génies retrécis qui n'ont pas le courage d'être vrais.

Quels exemples affreux les Souverains ne donnent-ils pas à leurs Peuples, par la façon dont ceux-ci les voient agir & traiter les uns avec les autres ?

(42) Le chevalier Cecil, premier Miniſtre de la Reine Elizabeth, lui diſoit que *tout ce qui faiſoit tort à la réputation d'un Souverain, ne pouvoit jamais lui procurer d'avantages bien réels.* Un Miniſtre moderne, (M. le Duc de Choiſeul,) par ſa façon de traiter noble & franche, a fait reprendre en peu d'années à ſon pays la conſidération & le rang qu'une guerre très-malheureuſe lui avoit fait perdre aux yeux de l'Europe.

Eſt-il rien de plus propre à bannir la probité de la terre, que de voir le mépris qu'ont pour elle les Princes dont les exemples influent ſi puiſſamment ſur la conduite des hommes ? O Princes ! n'êtes-vous pas les vrais corrupteurs de vos ſujets ? N'eſt ce pas votre Politique affreuſe qui s'oppoſe à la réforme des mœurs ? Si ces Dieux, dont vous prétendez vous ſervir pour les effrayer & les contenir, vous en impoſent ſi peu à vous-mêmes, de quel droit vous flatteriez-vous qu'ils en impoſent à vos Peuples (43) ?

(43) *Vitia non ſolùm ipſi principes concipiunt, ſed etiam in civitatem infundunt, pluſque exemplo quàm peccato nocent.*

CICERO III. DE LEGIBUS.

Le Pape *Clément* VI. par une bulle du 20 Avril 1351, datée d'Avignon, donna au confeſſeur du Roi de France *Jean*, & de la Reine *Jeanne*, ſa ſeconde femme, le pouvoir de les délier pour le paſſé & pour l'avenir de tous les engagemens, même appuyés de ſermens qu'ils ne pourroient obſerver ſans incommodité ; grace qui devoit s'étendre à leurs ſucceſſeurs à perpétuité. *Juramenta per vos præſtita, & per vos & eos præſtanda in poſterum, quæ vos & illi ſervare commodè non poſſetis.* VOYEZ DACHERY SPICILEG. TOM. IV. PAG. 275, Paris 1661. in-4°. On ſait que l'Egliſe Romaine a conſtamment enſeigné que l'on ne devoit pas garder la foi jurée aux hérétiques ; & que les Papes ont très-ſouvent excité les Princes à violer les traités avec des infideles, les mêmes Papes ont très-ſouvent délié les ſujets de leurs ſermens de fidélité faits à leurs ſouverains. D'où l'on voit que l'Egliſe Romaine eſt une école de perfi-

PEU contens d'écraſer ſouvent les Nations ſous un ſceptre de fer, les Souverains ſemblent encore vouloir joindre l'inſulte à l'injuſtice. Eſt-il en effet rien de plus inſultant pour des Nations que la façon dont leurs chefs en diſpoſent, ſans daigner les conſulter ? Ils les vendent, ils les louent, ils les échangent, ils les donnent en dot, ils les leguent par teſtament ; en un mot, ils en diſpoſent comme de troupeaux de bêtes qui n'ont pas le droit de choiſir leurs conducteurs. Si tant de Princes regardent leurs Peuples comme leur patrimoine, leur héritage, leurs ſerfs, ne devroient-ils pas du moins être jaloux de les tranſmettre en bon état à leur poſtérité ? Mais, peu inquiets ſur l'avenir, les Princes ne s'occupent que du moment préſent : on ſeroit tenté de croire qu'ils ne voient après eux que l'affreuſe perſpective de la diſſolution du globe.

dies & de parjures, & qu'elle met les nations d'une autre Religion, dans l'impoſſibilité de traiter ſûrement avec les Princes qui lui ſont dévoués.

CHAPITRE XIII.

Effets Phyſiques ou Naturels du Deſpotiſme.

TOUT nous montre que c'eſt faute de connoître leurs intérêts véritables, que tant de Princes font le mal, ſuivent une Politique funeſte & mépriſable, exercent ſur les Peuples un deſpotiſme deſtructeur dont ils ne tardent pas à ſentir eux-mêmes les effets déplorables. La pareſſe, le découragement, la langueur, la miſere, la corruption, les mécontentemens des Peuples ſont les ſuites néceſſaires & fatales d'un pouvoir inſenſé qui, content de ſatisfaire ſes fantaiſies préſentes, n'a jamais la prudence de porter ſes yeux ſur l'avenir.

LE deſpote eſt un chef qui prétend que ſa volonté ſeule doit régler le ſort d'un Etat; mais comme cette volonté eſt rarement d'accord avec les regles de l'équité, il devient communément un tyran dont le pouvoir eſt perpétuellement aux priſes avec la juſtice, la raiſon, le droits, la liberté, le bien-

être de ſon Peuple ; & par conſéquent agit à tout moment contre ſon propre intérêt.

GOUVERNER, comme on a vu, c'eſt réunir d'intérêts les membres d'un corps politique, afin de les faire concourir au bien public. Le deſpote les diviſe, ſépare leurs intérêts de ceux de la Pâtrie, & ne leur permet de travailler qu'à ce qu'il ſuppoſe utile à ſon intérêt particulier. Le Gouvernement conſerve, défend, maintient l'aſſociation ; le Deſpotiſme la diſſout. Pour gouverner, il faut de l'expérience, des ſoins, de la vigilance, des lumieres, de la raiſon ; pour tyranniſer, il ne faut que de la force. Pour édifier & conſerver, il faut des talens & des vertus ; pour détruire, il ne faut rien. L'autorité, pour être légitime, doit être fondée ſur la félicité publique & le conſentement des Peuples ; l'autorité deſpotique n'eſt fondée que ſur la violence & la miſere publique, d'où il ſuit qu'elle ne peut jamais être approuvée par les malheureux qu'elle écraſe.

AINSI le Deſpotiſme ne peut pas être regardé comme une forme de Gouvernement ; il eſt évidemment l'abſence

de toutes les formes, l'anéantiſſement de toutes les regles. Il ne peut être légal, parce qu'uniquement fondé ſur le caprice, il eſt contraire aux loix naturelles qui toujours ſont conformes à la juſtice; il eſt contraire aux loix civiles, qui ne peuvent jamais déroger à celles de la nature; il eſt contraire aux loix fondamentales d'un Etat, qui toujours doivent avoir pour objet l'adminiſtration équitable de l'Etat. Un *Deſpotiſme légal* eſt une contradiction dans les termes.

Le Deſpotiſme eſt eſſentiellement contraire à la nature de l'homme & au but de toute ſociété. Il eſt totalement impoſſible qu'un mortel foible, ſujet à des paſſions, à des vices, à des préjugés, à des erreurs, à des infirmités, ne ſe trompe très-ſouvent ſur les moyens d'opérer le bien public; un Prince infaillible & ſans défauts eſt un être de raiſon, & l'expérience nous prouve que la puiſſance ſuprême eſt communément bien plus propre à corrompre, qu'à former le cœur & l'eſprit. Tout concourt à nous convaincre que le Deſpotiſme ou le pouvoir abſolu eſt la licence, l'anarchie, la violence d'un ſeul, où de

ſes complices, exercée contre tous. C'eſt un brigandage affreux qui finit par être auſſi funeſte au deſpote, qu'à ſes eſclaves.

Les ravages du Deſpotiſme ſont tracés en caracteres liſibles ſur toutes les parties de notre globe. Il eſt aiſé de reconnoître ſes ſiniſtres effets dans la dépopulation, dans l'engourdiſſement, dans la pauvreté, dans l'inertie de toutes les Nations qui éprouvent ſes fureurs. Pourquoi des Peuples que la nature avoit placés dans un ſol fertile ; à l'induſtrie deſquels tout fourniſſoit d'amples matériaux ; que les circonſtances ſembloient deſtiner à la félicité ; pourquoi, dis-je, ces Peuples languiſſent-ils dans l'indolence la plus lâche, dans la pareſſe la plus honteuſe, dans le découragement le plus complet ? Pourquoi ſont-ils privés des arts les plus néceſſaires à la vie, des manufactures les plus utiles, des connoiſſances les plus communes ? Le ſol a-t-il donc abſolument changé dans la Grece que nous voyons aujourd'hui inculte & dépeuplée ; dans cette Italie dont les plus belles provinces ſont déſertes ; dans cette Eſpagne qui n'offre plus au voyageur étonné qu'une terre aride, habitée par quel-

gues mendians vains & pareſſeux ? Non, ſans doute ; le Deſpotiſme, à force de déſordres, a vaincu la nature, & rend tous ſes dons inutiles. Il a depuis long-temps enchaîné & les corps & les eſprits ; il eſt parvenu à éteindre dans les cœurs toute idée de liberté ; il a même anéanti juſqu'à la volonté de travailler à ſon bien-être. Des Princes remplis d'un orgueil puéril, & qui n'ont nulle idée, ni de la vraie grandeur, ni de la vraie puiſſance, ſe contentent de régner triſtement ſur d'immenſes déſerts où l'on ne rencontre que quelques malheureux éloignés les uns des autres. Un Souverain peut-il donc ſe croire grand & puiſſant, quand ſes Etats ne lui préſentent que le tableau lugubre de la foibleſſe, de l'affliction & de la ſervitude ? quand ſes provinces deviennent le repaire des bêtes féroces, des ſerpens venimeux, le ſéjour de la contagion & de la mort ?

Oui, je le répete, c'eſt l'avidité du Deſpotiſme, ce ſont ſes extorſions, ſa négligence, ſes extravagances qui changent les plus belles contrées en d'affreuſes ſolitudes, dont elles font diſparoître l'abondance & la ſalubrité. Les terres

abandonnées par le cultivateur produiſent des famines ſuivies de contagions fréquentes, qui achevent d'emporter les malheureux que la fureur guerriere des tyrans avoit épargnés. Des forêts ſtériles & mal-ſaines, des eaux croupiſſantes, des marais infectés qui répandent des vapeurs mortelles viennent peu-à-peu remplacer des campagnes riantes dont les habitans ont été forcés de ſe bannir (44). On diroit que les Deſpotes ſe plaiſent à repouſſer les dons de la nature & veulent la forcer à n'être qu'une marâtre pour leurs malheureux.

[44] Tous ceux qui ont été en Italie, connoiſſent les dangereux effets des *Marins Pontins* qui ſe trouvent dans l'état de l'Egliſe entre *Terracine* & *Nettuno*, dont l'effet eſt de ce répandre des exhalaiſons peſtilentielles, qui chaque année font périr beaucoup de monde. On a calculé que le deſſéchement de ces Marais donneroit deux millions cinq cens mille pieds quarrés de bon terrein, capable de garantir pour toujours les terres du Pape, des diſettes & des contagions dont elles ſont ravagées. Mais jamais, juſqu'ici les Pontifes n'ont daigné conſacrer la ſomme modique de 500000 livres à ce projet utile, dont l'exécution paſſe pour ſûre & facile. C'eſt ainſi que la négligence & l'avarice perpétuent les malheurs phyſiques & moraux de l'eſpece humaine!

Moleſworth a remarqué, que depuis l'établiſſement du Deſpotiſme en Dannemarck, il y regne des Epidémies cauſées par la mauvaiſe nourriture du Peuple.

On peut obſerver que dans les pays libres, il regne plus de propreté que dans les pays aſſervis; les eſclaves ſe négligent; la propreté eſt le fruit de l'aiſance & contribue à la ſanté.

Sujets. A juger de leurs idées par leur conduite, on ſeroit tenté de croire qu'ils font ſouvent conſiſter toute leur gloire à exercer leur méchanceté ſur des mendians & des peſtiférés. Les pays ne deviennent ſalubres qu'en raiſon de leur culture ; ils ne ſont cultivés qu'à proportion de leur population ; ils ne ſont peuplés qu'à proportion du bien-être, de l'aiſance & de la liberté dont jouiſſent leurs habitans. Ainſi le Deſpotiſme parvient même à corrompre l'air & à changer la nature du climat & du ſol.

Est-il une maxime plus fauſſe & plus déteſtable que celle de tant de Princes à qui l'on perſuade que, pour rendre les Peuples plus dociles, il eſt avantageux de les tenir dans la miſère ? Un Souverain ſe trouve tôt ou tard cruellement puni, quand il prête l'oreille à cet affreux principe, dont la pratique n'eſt propre qu'à jetter, ou dans une inaction mortelle, ou dans un déſeſpoir dangereux dont il peut devenir lui-même la victime ; en attendant il s'appercevra bientôt qu'un Souverain ne peut être ni aimé ni conſidéré, s'il n'a ſous ſes ordres que des eſclaves mal-ſains,

affamés & mécontents de leur ſort.

Pour être aimé des hommes, il faut leur faire du bien. Cette maxime ſi ſimple & ſi démontrée eſt pourtant méconnue du plus grand nombre de ceux qui gouvernent les hommes. Ils ſemblent avoir adopté la maxime d'un Tyran qui diſoit, *qu'ils me haïſſent pourvu qu'ils me craignent* (45). Le Souverain qui néglige ſes ſujets leur devient indifférent. Le Tyran qui les opprime, leur devient odieux: celui qui joint l'opiniâtreté à la Tyrannie les réduit au déſeſpoir & doit tout craindre pour lui-même: des eſclaves irrités par des vexations continuelles, qui ne connoiſſent le nom terrible de leur Maître que par des ordres cruels, à qui ce Maître ne parle dans ſes édits que pour leur annoncer de nouveaux malheurs, de nouveaux impôts, peuvent-ils donc aimer la ſource de leurs peines? Seront-ils ſincérement attachés à un Prince dont on ne les entretient, que pour les épou-

[45] *Oderint dum metuant.* Mais le Tyran, ſuivant Séneque, eſt forcé lui-même de craindre ceux qui le craignent.

Qui ſceptra duro ſævus imperio regit
Time timentes: metus in auctorem redit.
Voyez Senec. Œdip. V. 705.

vanter & pour arracher le pain des mains de leurs enfans ?

Il faut qu'un Souverain ſoit bien méchant ou bien aveugle, quand il n'eſt point aimé. Les Peuples éblouis par la pompe & le faſte dont la grandeur eſt entourée, reſpectent toujours la Puiſſance Suprême, & ſont naturellement portés à la chérir & à ſe glorifier de ſon éclat. Il n'y a que l'excès & la continuité du mal qui détruiſent ces idées, & qui portent les Sujets à la haine. Au milieu des rigueurs les plus marquées, ils cherchent encore à diſculper leurs maîtres ; ils aiment mieux croire qu'ils ignorent leurs maux, que d'oſer les accuſer d'en être les auteurs. N'eſt-il pas bien barbare de ſe ſervir de ces diſpoſitions mêmes pour tout oſer ? Un Roi de Caſtille diſoit *qu'il craignoit bien plus la haine de ſon Peuple, que le fer de ſes ennemis.*

Si l'on en juge par leur conduite inquiete & par les dépenſes énormes qu'ils font pour mettre leurs perſonnes en ſûreté, on eſt forcé de dire que les Peres des Peuples vivent ſouvent dans leurs familles, comme s'ils ſe croyoient

entourés d'ennemis (46). Inacceſſibles à leurs ſujets, environnés d'une triple rangée de ſatellites, ne ſemblent-ils pas annoncer ouvertement le peu de confiance qu'ils ont dans ceux qu'ils devroient regarder comme leurs enfans? Un Prince peut-il être mieux gardé, que par la tendreſſe de tout un Peuple intéreſſé à la conſervation de ſes jours?

Les Souverains & leurs Miniſtres, par un aveuglement fatal, regardent comme des ennemis de leur autorité, ceux qui leur mettent ſous les yeux les dangers évidens d'une politique auſſi contraire à leurs propres intérêts, qu'à ceux des Nations, dont elle anéantit l'amour. Ne ſentiront-ils jamais que les loix qu'ils veulent affoiblir ou détruire ſont leur propre ſûreté? que la liberté qu'ils veulent écraſer, eſt néceſſaire à l'activité, à l'induſtrie, au développement de la raiſon nationale? Ne voient-ils pas que les vrais ennemis de l'autorité ſont ceux qui la rendent odieuſe & qui accumulent ſur elle l'indignation publique? En-

[46] *Il n'y a pas*, dit Xénophon, *de véritable paix entre un Roi & les Peuples qu'il tient ſous le joug. Jamais Tyran n'oſa ſe fier à des traités.*

Voyez Xénophon, Dialog. de la Condition des Rois.

ſin ces hommes dont les yeux ſont ſi perçans & liſent dans l'avenir, ne ſentiront-ils jamais qu'il faut ſemer pour recueillir ?

Un mauvais Gouvernement eſt un champ aride & brûlé, incapable de fournir une moiſſon abondante. Les bienfaits de la nature ne ſont pas faits pour ceux qui contrediſent la nature ; les avantages qu'elle procure ſe tournent en poiſon pour ceux qui en abuſent Mais ainſi que la Théologie, le pouvoir deſpotique voudroit concilier les choſes les plus inconciliables : il voudroit ſe faire aimer, tandis qu'il ne ſait inſpirer que la terreur. Il voudroit une agriculture floriſſante, tandis que ſes impôts arbitraires découragent le cultivateur. Il voudroit de l'induſtrie, tandis que ſes chaînes lient les bras & puniſſent l'induſtrie. Il voudroit du commerce, mais le commerce languit ſans liberté. Il voudroit des Provinces peuplées, & ſes guerres continuelles immolent les hommes beaucoup plus promptement que la nature ne peut le reproduire [47]. Sous

[47] On dit que le Grand Condé, ayant perdu beaucoup de monde dans une bataille, dit qu'*une nuit de Paris répareroit tout cela*, Mais ce Prince, tout grand

un Gouvernement injuſte & vorace ; l'eſclave n'a pas le courage de ſe multiplier ; il ſait que la vie eſt un préſent funeſte, quand elle n'eſt deſtinée qu'à des infortunes continuelles ; il ſait que donner le jour à des enfans, c'eſt augmenter le poids de ſa propre miſere [48].

L'HOMME ne chérit ſon exiſtence, que quand elle eſt heureuſe ou peut le devenir : il s'abandonne lui-même & ceſſe d'aimer la vie, dès-qu'elle ne lui montre que des peines ſans fin. Il eſt contre nature d'aimer la violence, l'indigence & la faim, & d'en aimer les cauſes. Le dernier excès de l'aveuglement & de la folie eſt de baiſer avec tranſport la main qui nous enfonce le poignard dans le cœur. Cependant, à la honte de l'eſpece hu-

capitaine qu'il pût être, étoit un mauvais calculateur. *Une nuit de Paris* ne fournit point à l'Etat des hommes tout formés ; ſur dix enfans qui naiſſent, il y en a tout au plus un qui parvienne à l'âge de trente ans.

[48] Dans les dernieres années du regne de Louis XIV, les habitans de la Champagne, accablés par les impôts, récitoient chaque jour, & apprenoient à leurs enfans une formule de priere, par laquelle ils demandoient à Dieu la grace de mourir dans l'année.

Dans les Etats de Maroc, & dans tout l'Empire Ottoman, les gens mariés ont des ſecrets infames pour n'avoir point d'enfans, même en uſant des droits du mariage.

maine, la tyrannie, quelque cruelle qu'elle ſoit, trouve des défenſeurs, des approbateurs, des ſoutiens. Les deſpotes les plus méchans, entourés de flatteurs, ſont communément ceux que l'on encenſe le plus ; l'on eſpere peut-être, à force de ramper, adoucir la férocité de ces lions déchaînés ; tandis que réellement on ne fait que la rendre plus entreprenante & plus avide. Préſenter la vérité aux Princes, leur montrer leurs intérêts, leur expoſer les conſéquences dangereuſes de leur négligence ou de leurs paſſions ; faire connoître aux peuples leurs droits, leur expoſer les avantages de la liberté, leur annoncer la vérité ; voilà les ſeuls remedes que l'on puiſſe oppoſer aux maux dont ils ſont ſi ſouvent les victimes.

CHAPITRE XIV.

De la Corruption des Cours.

S'Il n'y avoit point de flatteurs, il n'y auroit point de tyrans ſur la terre. Les hommes, comme on l'a dit ail-

leurs, ne rougiſſent point de ce qu'ils voient approuvé & applaudi par ceux qui les entourent. Les Princes, perpétuellement environnés de perſonnes diſpoſées à flatter leurs penchans les plus déréglés, ou commettent ſouvent le mal par ignorance, ou n'éprouvent aucuns remors. Ce n'eſt communément que lorſqu'il eſt trop tard, qu'ils ouvrent enfin les yeux, & ſont ſaiſis de frayeur à la vue de l'abyme qu'une complaiſance criminelle a creuſé ſous leurs pas.

Le Monarque, en tout pays, eſt un Dieu. L'étiquette eſt ſon culte ; ſes miniſtres ſont ſes Prêtres, de même que ceux de la Divinité : ces Prêtres ſont rarement d'accord entre eux ; ils ſont chargés de rendre les oracles de l'idole, qui ſont communément dictés par eux-mêmes ou par leurs propres intérêts. Trop grand pour prendre part aux affaires, le Dieu demeure caché dans ſon Palais devenu ſon ſanctuaire, dont les approches ſont ſoigneuſement gardées, de peur qu'aucun profane n'ait la liberté de lui adreſſer ſes vœux ou de ſe plaindre des injuſtices qu'il éprouve. Le rang, la naiſſance, la

faveur donnent ſeuls les entrées auprès des Princes, deſtinés à rendre la juſtice à tous leurs ſujets.

L'IGNORANCE & l'incapacité trop communes chez les Princes, ſur-tout quand ils jouiſſent d'un pouvoir abſolu, les attachent pour l'ordinaire très-fortement aux pompeuſes minuties de l'étiquette; ils croient que régner, c'eſt ſe faire adorer. Les cérémonies faſtueuſes en impoſent toujours au vulgaire, lui inſpirent une admiration ſtupide, & conſtituent la grandeur à ſes yeux; il auroit une idée mépriſable de ſon maître, s'il le voyoit ſe conduire avec ſimplicité. En conſéquence les Princes aiment à *repréſenter*; mais leur faſte n'en impoſe pas à la raiſon; dans un cérémonial bien recherché, dans une étiquette orgueilleuſe, dans un Monarque inacceſſible, elle apperçoit pour l'ordinaire la foibleſſe, la vanité, le génie retréci d'un homme qui s'efforce de s'envelopper d'un trompeur appareil. Les Princes qui ont des talens & de la grandeur d'ame, dédaignent ſouvent des frivolités qu'ils trouvent trop gênantes; le temps leur paroît trop pré-

cieux pour le ſacrifier à des bagatelles puériles. Ils laiſſent aux Sultans mépriſables de l'Aſie, ce vain attirail qui n'annonce que la petiteſſe de celui qui s'en occupe.

Un Prince qui ne ſe laiſſe approcher que par ſes miniſtres & ſes courtiſans, peut ſe tenir aſſûré que jamais la vérité ne pénétrera juſqu'à lui. Il n'entendra ſans doute rien d'affligeant pour ſon ame; les juſtes plaintes de ſon Peuple demeureront éternellement interceptées; il ne ſe doutera nullement que ſes ſujets ſoient accablés, que ſes Provinces ſoient ruinées, que l'agriculture ſoit détruite, que le commerce ſoit banni de ſes Etats. Toutes les voix ſe réuniront pour lui dire que, ſous ſes loix bienfaiſantes, les Peuples ſons contens, & que chacun s'intéreſſe à la conſervation du meilleur des maîtres, en un mot, que rien ne manque à la proſpérité de l'Etat.

L'intérêt du courtiſan & du miniſtre injuſte eſt que le Prince ſoit foible, inappliqué, indolent, vicieux; c'eſt alors qu'ils ſont ſûrs d'en tirer un grand parti ou de régner eux-mê-

mes. Rien de plus incommode pour une Cour, eſſentiellement corrompue par la moleſſe & l'oiſiveté, qu'un Prince ferme, actif, clairvoyant, ami de l'équité : rien de plus fâcheux que l'ordre & l'économie pour des valets intéreſſés qui vivent du déſordre, qui profitent des vices & de la nonchalance de leur maître, qui font trafic de ſes graces, qui ne ſe trouvent à leur aiſe que lorſque les Peuples ſont accablés. Dans le langage des Cours, un bon Prince eſt celui qui ne peut rien refuſer aux affamés qui l'environnent, ou qui du moins leur permet de vexer impunément. Un bon Prince pour ſa Cour, eſt un Prince très-cruel pour le reſte de ſes Sujets. Bodin dit, avec raiſon, *qu'un méchant homme fait ſouvent un très-bon Souverain.* Un Roi méchant, s'il a de l'activité, eſt préférable à un Prince qui, faute de vigueur, ſe prête communément à toutes les iniquités qu'on veut lui ſuggérer.

Le faſte, le luxe, les profuſions inutiles, les libéralités mal placées, le déſordre, les dettes; voilà ce qui conſtitue la grandeur d'un Prince dans

l'eſprit d'un courtiſan. Dès qu'il eſt écouté, il montrera à ſon maître l'économie comme une petiteſſe indigne de lui; l'arrangement & l'ordre, comme des choſes qui ne ſont faites que pour des puiſſances inférieures, & non pour le chef d'un grand empire : il lui dira que les loix gênantes de l'équité n'ont aucun droit d'arrêter les fantaiſies d'un grand Potentat, qui doit ſe diſtinguer du vulgaire des Rois par des palais ſomptueux, des fêtes continuelles, des ſpectacles ruineux, & ſur-tout par des guerres qui le mettent à portée de faire la loi à l'univers. Enfin il lui perſuadera que rien n'eſt plus aviliſſant pour un Roi, que de gouverner, de remplir les devoirs de ſon état, de gérer ſes propres affaires. On retrouve communément dans l'homme de Cour les vices qui forment le caractere du valet; un courtiſan, avec de la hauteur dans l'ame, eſt un phénomene rare & qu'on ne ſauroit trop admirer; il déplaît toujours à ſes pareils, & finit preſque toujours par déplaire à ſon maître.

Si tant de Princes veulent exercer un deſpotiſme inſenſé; s'ils n'ont pour

l'ordinaire

l'ordinaire aucune idée de leurs devoirs & de leurs vrais intérêts ; s'ils n'entendent preſque jamais la vérité ; ſi les nations ſont continuellement écraſées par des impôts exceſſifs, déſolées par des guerres ; ſi les citoyens ſont vexés dans leur perſonne & leurs biens, en proie à mille fléaux dont il ne leur eſt pas même permis de ſoupirer ; c'eſt à des adulateurs faméliques, à des Miniſtres lâchement complaiſans, à des Grands avides de diſtinctions & de rangs, que tous ces maux ſont dûs. *Vos peuples ſont trop heureux, ils n'en ſont pas encore réduits à brouter l'herbe*, diſoit un Miniſtre à ſon Roi (49).

Après cela faut-il être ſurpris de l'orgueil inſupportable que le pouvoir abſolu donne à ceux qui l'exercent, & du mépris qu'ils ont pour le reſte des hommes. C'eſt en vain qu'on réclame auprès d'un deſpote les droits de l'humanité. Un Sultan, ayant une paſſion extrême pour la chaſſe, ſon Viſir oſa lui repréſenter que cet amuſement ravageoit les moiſſons, & même coûtoit ſouvent la vie à pluſieurs de ſes ſujets.

(49) Le surintendant Bullion à Louis XIII, surnommé *le Juſte*.

Son Maître, le regardant d'un œil courroucé, lui donna pour toute réponse, *qu'on ait soin de mes chiens ; & vous même voyez qu'ils soient bien nourris & bien traités* (50). C'eſt ainſi que des courtiſans enorgueilliſſent les Princes, & ceux-ci finiſſent par les traiter eux-mêmes avec un profond mépris ; la hauteur des Souverains n'eſt jamais que l'ouvrage des flatteurs dont ils ſont environnés.

Dans la vue de ſe relever lui-même, ou du moins de juſtifier & de colorer ſa conduite vile & rampante, l'homme de cour s'accoutume à regarder ſon maître comme un Dieu, & s'efforce de le faire paſſer pour tel aux yeux des autres. Dès-lors il ne rougit plus, & même il ſe glorifie de ſe rendre le miniſtre de ſes plaiſirs infames ; il ſe fait un devoir de reſpecter ſes goûts & de les prévenir. Tout eſt permis aux Princes, ainſi qu'aux Dieux ; ſur ce principe rien ne paroît abject au courtiſan ; il ſçait tirer ſa gloire de l'opprobre ; les ſervices les plus humilians, en lui donnant du crédit s'ennobliſſent à ſes yeux. Il ſe fait un mérite auprès de ſon maître du

(50) Voyez *Cantemir, Hiſt. Ottomane, Tome IV,*

ſacrifice total de l'honneur, de la vertu, des ſentimens naturels de l'homme (51).

(51) Rien de plus incroyable & de plus révoltant que les excès de baſſeſſe auxquels l'hiſtoire nous apprend que des courtiſans ſe ſont portés en tout pays. *Aſtyage* fit manger à *Harpagus* la chair de ſon fils, & lui ayant demandé comment il l'avoit trouvée, le courtiſan lui répondit qu'à la Table du Roi, on ne mangeoit rien que d'excellent, & que tout ce qui s'y faiſoit par ſes ordres, lui étoit très-agréable. ---- *Cambyſe*, pour montrer ſon adreſſe à tirer de l'arc, perça le cœur du fils d'un Seigneur de ſa cour aux yeux même de ſon pere; ſur quoi celui-ci s'écria qu'*Apollon lui-même n'auroit pas tiré plus juſte.*----Le vaiſſeau qui portoit *Xerxès* étant prêt à faire naufrage, la plupart de ſes courtiſans ſe précipiterent dans la mer, afin d'alléger. ---- *Denis* le jeune, Tyran de Syracuſe, ayant la vue très-baſſe, ſes courtiſans affectoient ſans ceſſe de ſe heurter les uns les autres, & ſe plaçoient dans des endroits où il pût cracher ſur eux. ---- *Alexandre* ayant voulu ſe faire paſſer pour un Dieu, *Anaxandre* lui demanda ſérieuſement un jour d'orage, ſi ce n'étoit pas lui qui avoit tonné. *Niceſius*, courtiſan du même Prince, l'aſſura que les mouches nourries de ſon ſang Royal, devenoient plus vaillantes, & piquoient plus vivement que les autres. ---- *Combabus*, Miniſtre de *Seleucus*, ſe fit eunuque, pour ſe ſouſtraire à l'amour de la Reine *Stratonice*, afin de ne point alarmer la jalouſie de ſon maître; tous ſes adhérens à la Cour en firent autant, & eurent la complaiſance de ſe priver des parties qui manquoient à leur protecteur. ---- Un Roi moderne étant malade, il s'éleva près de ſon lit une diſpute très-vive entre un de ſes valets de chambre, & un Prince ſon grand chambellan, pour ſavoir à qui appartenoit le privilege d'enlever le baſſin de Sa Majeſté. Le droit reſta au Prince, qui, tout glorieux, emporta ſous ſon chapeau l'objet de la querelle. ---- Les Grands dans l'iſle de Ceylan ont un ſouverain mépris pour les roturiers; mais leur morgue diſparoît en préſence du Monarque; lorſqu'ils lui parlent d'eux-mêmes ils ſe qualifient de *Chiens*. ---- Les Grands de la cour de Perſe

Rien ne prouve d'une façon plus convaincante à quel point l'homme peut être modifié par l'habitude, que la ſoupleſſe, la baſſeſſe, le renoncement à ſoi-même, l'empire ſur les paſſions les plus fortes que l'on contracte à la cour.

Dans l'ordre naturel des choſes, les citoyens les plus utiles à la Société devroient être les plus conſidérés, les plus honorés, les mieux récompenſés; mais par le renverſement que produit un gouvernement abſolu, ce n'eſt point à la nation qu'il s'agit d'être utile, c'eſt à ſon maître; deſſervir ſon pays, eſt communément le moyen le plus ſûr de lui plaire. Dans chaque contrée il eſt une claſſe d'hommes qui abſorbe tous les honneurs, les récompenſes, les richeſſes d'un Etat; tandis qu'elle n'a d'autre fonction que de tromper, de flatter & de pervertir les Princes & de

prennent très-ſouvent le titre de *Kouli*, c'eſt-à-dire d'*Eſclave*. --- Dans pluſieurs cours d'Europe, les Grands ne ſe font pas moins de gloire d'être eſclaves, que dans les cours Aſiatiques : ils ſemblent annoncer avec emphaſe qu'ils ne ſont que des valets énorgueillis de leur état --- bien des gens ont reproché au Duc de la Rochefoucault, d'avoir dans ſes *Penſées*, repréſenté l'eſpece humaine ſous les traits les plus choquans : il eſt juſtifié, ſi l'on fait réflexion que la cour lui a fourni ſes modeles.

ſes ſéparer d'intérêt d'avec leurs Nations. Toujours à portée des faveurs & des graces, le Courtiſan n'eſt occupé qu'à exciter & fomenter les paſſions du maître, qu'à l'endormir dans le vice pour l'empêcher d'entendre les gémiſſemens de ſon Peuple; enfin ſon imagination ne travaille qu'à chercher des moyens d'augmenter la miſere publique, afin d'en profiter lui-même.

La Patrie n'eſt aux yeux du courtiſan qu'un pays de conquête fait pour être mis ſans ceſſe à contribution. Ennemi né de la liberté de ſon pays, il ne voit en tout que les droits de ſon maître, il ne s'attache qu'à lui, il ne deſire que l'extenſion de ſon pouvoir; il lui faut un Deſpote qui puiſſe lui diſtribuer les dépouilles de ſon Peuple. Le Patriotiſme de l'homme de cour eſt l'attachement du vautour ſur ſa proie: ſon attachement pour ſon maître eſt celui du paraſite pour un riche ſtupide qui fait bonne chere.

Ce n'eſt pas ſeulement pour contenter ſes propres fantaiſies qu'un Prince entreprend des guerres, redouble les impôts, ſe met dans la détreſſe lui-même, accable ſes ſujets & s'expoſe à

perdre leur amour. C'eſt pour ſe prêter aux deſirs d'une nobleſſe impétueuſe qui demande à s'avancer, à mériter un grade; c'eſt pour faire jouer un plus grand rôle à un Miniſtre, que l'univers eſt mis en feu; c'eſt pour contenter l'avidité, le faſte & les folies d'une cour; c'eſt pour amuſer ſon oiſiveté, pour charmer ſes ennemis, pour alimenter ſes vices, que les Nations ſont ruinées. Au ſein des Sociétés les plus opulentes, les Princes ſont toujours épuiſés & forcés de recourir aux expédiens les plus injuſtes, ſous prétexte des beſoins de l'Etat. Mais qu'eſt-ce que ces beſoins prétendus de l'Etat qui ſervent à colorer les extorſions les plus criantes, les impôts les plus exceſſifs, la violation des ſermens les plus ſacrés? En examinant la choſe de près, on trouvera pour l'ordinaire que les beſoins de l'Etat ſont les déſordres des finances cauſés par le défaut d'économie, par la prodigalité du Prince, par la voracité des courtiſans inſatiables dont il eſt aſſiégé, & auxquels il ſacrifie honteuſement & ſon aiſance propre & le néceſſaire de ſon Peuple.

Les Nations ſont-elles donc faites

pour travailler ſans relâche à fournir de quoi repaître la vanité, le faſte, l'avarice d'une foule de ſangſues inutiles & corrompues ? Répandre les tréſors & les graces de la Société ſur des hommes qui, bien loin de la ſervir, ne ſont que les inſtrumens de ſa ruine, n'eſt-ce pas un vol, une injuſtice, une prévarication manifeſte ? Un Souverain, en comblant de richeſſes & de faveurs un indigne Miniſtre, un flatteur, un ſycophante, une maîtreſſe, ne force-t-il pas ſon Peuple à honorer & à payer les flatteries, les fourberies, les mauvais conſeils, les vices, la perte du temps & les folies qui réduiſent ce peuple à la mendicité ?

Les préjugés ont tellement dégradé l'eſprit humain, que ceux mêmes qui, par leur état & leurs circonſtances, devroient avoir plus d'élévation dans l'ame, ſont parvenus à ſe faire un honneur chimérique de ce qui naturellement devroit les couvrir d'opprobre & les avilir, ſoit à leurs propres yeux, ſoit aux yeux de leurs concitoyens. Comment ſe fait-il que les hommes les plus grands d'une nation ſont communément ceux qui, perdant toute eſtime & tout

reſpect pour eux-mêmes, conſentent le plus facilement à des baſſeſſes ? Les perſonnes que leur naiſſance, leurs richeſſes, leur rang dans la Société, leur pouvoir devroient faire penſer avec le plus de nobleſſe, ſont préciſément celles que nous voyons très-ſouvent s'abaiſſer & ſacrifier le plus aiſément l'eſtime que tout homme doit avoir pour lui-même. Tel homme qui n'a beſoin de rien, qui a même de quoi contribuer au bien-être de beaucoup d'autres; qui jouiſſant dans les poſſeſſions de ſes Peres d'une fortune éclatante, pourroit régner lui-même ſur les cœurs de ſes vaſſaux, préfere le plaiſir ignoble d'aller ramper dans une cour, de ſe confondre avec une troupe de mendians affamés, de ſe mêler d'intrigues criminelles & puériles, de s'expoſer aux mépris & aux affronts d'une idole que l'habitude rend inſenſible aux baſſeſſes de ceux qui viennent journellement ſe proſterner à ſes pieds ! Eſt-il rien de plus dur que de s'humilier devant un maître qui nous avilit & nous dédaigne ? Eſt-il rien de plus révoltant pour un grand cœur, que de ſouffrir les hauteurs d'un viſir inſolent qu'on mépriſe ?

La Nobleſſe, dans les Monarchies, forme toujours un corps à part, que ſa vanité peu réfléchie, détache communément des intérêts de tous les autres citoyens. Les membres de ce corps, diviſés entr'eux par des jalouſies continuelles, & par des paſſions pour des objets mépriſables, ſe laiſſent communément leurrer par des diſtinctions frivoles, des privileges apparens, des preſſéances vaines, des ornemens fictifs qui, au lieu de les décorer, ne font que les avilir, les tenir dans l'eſclavage, & les ſéparer du corps de la Société. Ainſi, une vanité puérile, que l'on prend pour de l'honneur, aſſervit réellement la partie la plus diſtinguée de l'Etat, qui, bientôt donne l'exemple de la baſſeſſe aux autres claſſes d'une nation. La vraie nobleſſe, le ſentiment de la vraie gloire, le ſentiment de l'honneur véritable peuvent-ils ſe concilier avec l'eſprit de ſervitude ? Comment prétendre à l'eſtime des autres, quand on commence par s'avilir & ſe mépriſer ſoi-même ?

On prétend que *l'honneur eſt le grand mobile des monarchies.* Mais en quoi conſiſte donc cet honneur ? C'eſt dans une vanité ridicule, dans des avantages

imaginaires, dans des titres ou des ſons, dans des marques futiles, que le courtiſan & le noble font conſiſter tout leur honneur, & auxquels on ſacrifie ſon bien-être véritable, toujours lié à celui de la nation. Qu'eſt-ce qu'un honneur qui dépend des caprices, de la faveur, de l'opinion, de la mode (52) ? Le véritable honneur eſt, comme on l'a fait voir, le droit que nous avons à l'eſtime de nos concitoyens & à notre propre eſtime. Ce droit ne peut être appuyé que ſur le bien que nous faiſons. L'honneur fondé ſur la vertu ne dépend, ni des fantaiſies d'un Monarque, ni des conventions des hommes, ni des préjugés d'une cour. Nulle force ſur la terre ne peut priver l'homme de bien de l'honneur véritable, qui n'appartient qu'à lui ſeul.

On a nommé *qualité* par excellence, la naiſſance illuſtrée par un rang à la cour. L'homme de qualité, d'après les préjugés établis, ſans rien faire d'eſtimable, quelquefois même en ſe déshonorant par des actions honteuſes & criminelles, eſt autant au-deſſus du plé-

(52) Le Roi de Siam accorde à ſes Eléphans favoriſés, les mêmes titres qu'il donne aux Grands de ſa Cour.

bêtes, que l'homme eſt au-deſſus de la bête. Pour juger des fondemens de cette opinion, ne faudroit-il pas examiner ſi la qualité procure à celui qui la poſſede des avantages réels, ſoit pour le corps, ſoit pour l'eſprit, ſoit pour les mœurs? La nobleſſe en tout pays jouit, ou croit jouir d'un grand nombre d'avantages, ſouvent idéaux qu'elle s'accoutume à regarder comme eſſentiellement inhérens à ſa nature. *Les Grands conſidérent la qualité comme incorporée à leur être* (53), & le vulgaire leur adjuge les droits qu'ils ſe ſont faits à eux-mêmes. La Nobleſſe repréſente des richeſſes, du crédit, de la force, de la protection, des plaiſirs, en un mot, les moyens de procurer des biens: en faveur de ces biens, l'humble citoyen s'anéantit devant les Grands & les révere. Cependant ces Grands ne ſont rien, s'ils ne ſont point exempts eux-mêmes des caprices du ſort, ou s'ils ne procurent aucuns des avantages que l'on eſt en droit d'en attendre; ils ſont des uſurpateurs, s'ils s'arrogent dans la Société une ſupériorité ou des droits qui ne peuvent légiti-

[53] Voyez Nicole, *Eſſais de Morale*, Tome II, page 84, 87, 141.

mément appartenir qu'au mérite, à l'utilité, à la vertu.

N'ÉCOUTONS point les déclamations chagrinesd'une philoſophiequi voudroit déprimer la grandeur ou qui défendroit de la deſirer. Ne diſons pas avec les jaloux dont parle Montagne, *puiſque nous ne pouvons parvenir à la grandeur, vengeons-nous à en médire.* Les Grands ſont des citoyens reſpectables, lorſqu'ils font un bon uſage des avantages dont ils jouiſſent: il y auroit de l'injuſtice à refuſer ſes hommages à des citoyens diſpoſés à contribuer au bonheur de leurs concitoyens. Rien de plus naturel que de deſirer la grandeur & de chercher à l'obtenir comme un moyen légitime de travailler à notre propre félicité, en contribuant à celle des autres. Les Grands ne ſont mépriſables, que lorſqu'ils s'aviliſſent:la grandeur n'eſt odieuſe, que lorſqu'elle contribue au malheur de la Société. L'orgueil & l'envie toujours injuſtes décrient la grandeur utile; la ſageſſe plus équitable l'honore, quand elle ſe diſtingue par des ſervices réels, par des inclinations louables ou par des ſentimens généreux. La raiſon, l'équité, l'intérêt de la Société exi-

gent qu'on reſpecte la grandeur véritable.

Etre grand, c'eſt avoir trop de grandeur d'ame, trop de reſpect pour ſoi-même, pour conſentir à s'avilir ; c'eſt avoir acquis par ſes talens & ſes ſervices, des droits à la conſidération publique. Etre noble, c'eſt penſer avec nobleſſe ; ce n'eſt pas deſcendre par un effet du haſard d'une longue ſuite d'ayeux titrés qui ſouvent n'ont fait que déchirer, opprimer la Patrie, contribuer à lui forger des fers. C'eſt défendre cette Patrie, c'eſt la maintenir dans ſes droits, c'eſt protéger ſa liberté. Avoir du crédit, ce n'eſt pas jouir du droit infame de violer impunément les regles de la juſtice, de mépriſer les loix, d'écraſer le malheureux ; c'eſt avoir le pouvoir de faire valoir les droits de l'équité, de faire obſerver les loix, de protéger l'innocence opprimée. Avoir des priviléges & jouir de l'indépendance, c'eſt être à couvert des coups du Deſpotiſme capricieux ; c'eſt ne dépendre que de la loi. Etre puiſſant, c'eſt poſſéder ce qu'il faut pour tendre une main ſecourable aux foibles. Avoir de l'honneur, c'eſt mériter l'eſtime de ſes concitoyens, & craindre, plus que la

mort, de perdre un ſentiment que rien ne peut remplacer.

Les opinions fauſſes, accréditées par le Deſpotiſme, ont renverſé toutes les idées vraies de grandeur : ce Gouvernement lâche & fondé ſur une fauſſe politique, empêche preſque toujours de connoître les objets que l'homme doit deſirer. Uniquement établi ſur l'illuſion & le preſtige, il donne des notions trompeuſes de tout ; il ſépare les intérêts des Nobles & des Grands de ceux de l'Etat, pour les lier excluſivement à ceux d'un maître qui ſe croit lui-même intéreſſé au malheur & à l'oppreſſion de ſes Peuples. Pour atteindre ce but, il ſéduit ceux des citoyens qu'il veut faire entrer dans ſes projets par des jouets futiles, qui leur font perdre de vue les objets les plus faits pour les intéreſſer. Eſt-il donc des citoyens plus intéreſſés au bien-être de l'Etat, à la ſûreté des poſſeſſions, au maintien des loix, à la liberté publique, que ceux qui jouiſſent des plus grands biens dans l'Etat ?

Mais le pouvoir magique de l'opinion fait que les hommes n'ont que des idées trompeuſes & ſont les dupes d'une

foule de préſtiges. Des mots, des chimeres, des puérilités, leur font négliger des réalités, des choſes les plus graves, les plus dignes de les occuper. En conſéquence, on voit que dans le fait rien n'eſt ſouvent plus ignoble, que l'homme qui ſe montre le plus fier de ſa nobleſſe; rien de plus abject, que l'ame de quelques Grands; rien de plus rampant, que ces Courtiſans ſi hauts pour les citoyens qu'ils ſe croient en droit de fouler à leurs pieds. Rien de plus timide en la préſence du Prince & de ſes Miniſtres, que ces hommes ſi courageux qui ſe vantent d'être les défenſeurs de la Patrie. Le Guerrier lui-même, à qui l'honneur fait un devoir de braver les dangers & de courir à la mort, devient lâche & tremblant à la vue de ſon maître, & ſupporte, ſans mot dire, les plus ſanglans affronts les injuſtices les plus cruelles, les traitemens les plus honteux.

Dans preſque toutes les Nations, les Souverains s'arrogent le droit de diſpenſer de la ſoumiſſion, due aux loix, ceux qu'ils veulent favoriſer. Les privileges, les exemptions, les immunités ne ſont pour l'ordinaire que des pieges

tendus à quelques ordres ou corps pour les ſéparer d'intérêts du reſte de la Nation. Il n'y a qu'une vanité puérile & ſtupide qui puiſſe être flattée de quelques droits précaires, de diſtinctions uniques & partiales qui n'ont pour appui, que le caprice & l'intérêt mobile du Prince, & qui doivent humilier & affliger les autres citoyens. Que l'on diſtingue, que l'on récompenſe les hommes les plus utiles à la Patrie ; mais nul citoyen ne doit être indépendant de la loi, faite pour ſervir de remede à l'inégalité naturelle qui ſubſiſte entre les membres de la Société. D'après les opinions fauſſes que l'on voit répandues dans le monde, il ſembleroit que la grandeur, la nobleſſe, le crédit ne ſont rien, s'ils ne procurent l'avantage d'opprimer & d'être injuſte avec impunité. Des diſtinctions vaines & des privileges font naître l'*eſprit de corps*, qui, comme on l'a dit ailleurs, eſt très-contraire à l'*eſprit ſocial* ou au vrai Patriotiſme, dont l'équité doit faire la baſe. Dans tous les Etats, le Clergé, la Nobleſſe, la Magiſtrature forment des corps à part, jaloux les uns des autres, diviſés d'intérêts, qui uniquement entê-

tés de leurs avantages frivoles & de leur vanité, ſont les uns après les autres attaqués avec ſuccès par le Deſpotiſme, que la réunion ſincere de tous les ordres de l'Etat pourroit ſeule arrêter. Preſqu'en tout pays on eſt prêtre, on eſt noble, on eſt magiſtrat, l'on n'eſt pas citoyen, & quand le Deſpote le veut, l'on n'eſt plus rien; ſucceſſivement chacun vit du malheur de ſon voiſin.

AVOIR un grand crédit, c'eſt ſouvent avoir le droit affreux d'être injuſte, de violer impunément les regles, de pouvoir faire du mal, & de braver inſolemment la juſtice & les loix. Une femme en crédit dans une Cour, ſollicitée de s'intéreſſer à une affaire qu'on lui montroit comme très-juſte & très-facile, répondit fiérement, *je ne me mêle jamais que des affaires injuſtes & impoſſibles* (54).

C'EST ainſi que tout ſe pervertit entre les mains d'un gouvernement injuſte. Il ne peut y avoir ni honneur ni nobleſſe, ni grandeur véritable, ni privileges aſſurés, ni crédit permanent, ſous un Deſpotiſme capricieux, qui ſe fait

(54) La Princeſſe des Urſins ſous Philippe V, Roi d'Eſpagne.

un principe de ne ſuivre que ſon caprice & les impulſions momentanées de ſes paſſions. Toute grandeur eſt éclipſée par un maître, devant lequel tous les fronts tombent dans la pouſſiere. Quelle mépriſable grandeur, que celle qui tire ſon luſtre des ſervices humilians qu'elle rend à un mortel accoutumé à ne regarder tous les Grands qui l'entourent, que comme des valets, qu'un ſeul de ſes regards peut anéantir ?

C'est une vanité ridicule, & non des intérêts véritables, qui, dans tous les temps, dans tous les pays & dans toutes les cours, a cauſé les agitations les plus grandes & les plus continuelles. Des prétentions chimériques, des droits déraiſonnables, des prérogatives contraires au bien général empêchent perpétuellement les citoyens de faire cauſe commune, & les livrent au pouvoir de la tyrannie habile, qui profite de leurs querelles pour les aſſervir tous. Qu'eſt-ce que des privileges qu'un pouvoir injuſte accorde & peut détruire à volonté ? Qu'eſt-ce qu'un crédit qui dépend de l'humeur variable d'un ſultan, d'un viſir, gouvernés eux-mêmes par des flatteurs, des ſycophantes, des fem-

mes, des valets mercenaires? Qu'eſt-ce qu'une faveur que le caprice & l'intrigue donnent & peuvent ravir à chaque inſtant?

On ne peut trop le répéter à tous les Grands de la terre, il n'y a que la vertu qui procure une grandeur, une dignité, un honneur véritables, la liberté ſeule peut aſſurer aux hommes l'indépendance & les privileges qu'ils ſont en droit de deſirer. Il n'eſt point de diſtinctions réelles pour des eſclaves qu'un ſouffle peut tous également renverſer. Nul homme dans un Etat n'eſt intéreſſé au maintien d'un pouvoir illimité; c'eſt une arme perfide qui bleſſe inopinément tous ceux qui s'en approchent. Les Grands ſont plus près de la foudre, que les petits qu'ils dédaignent. Un favori, tombé dans la diſgrace, devient un peſtiféré que chacun fuit, & qu'il n'eſt pas même permis de plaindre (55). Un miniſtre injuſte retrouve quelquefois les fers qu'il a forgés pour les autres. Tout Deſpote eſt un ingrat qui ſe perſuade qu'on lui doit tout, & qu'il ne

(55) En Ruſſie, la diſgrace d'un Grand ou d'un Miniſtre, étoit ci-devant annoncée publiquement, & dès ce moment perſonne n'oſoit le fréquenter.

doit rien à perſonne : lui déplaire un inſtant ; refuſer de reſpecter ou de ſervir ſes goûts les plus honteux ; ne point adorer les idoles qu'il encenſe lui-même ; déſapprouver ſa conduite ; lui dire la vérité, ſont des crimes aſſez graves pour lui faire oublier les ſervices les plus longs & les plus éclatans. Bien plus, l'ame embrageuſe & l'eſprit retréci d'un tyran le rendent ſouvent jaloux de la gloire de celui qui l'a le mieux ſervi. Les talens attirent, ou la haine, ou l'envie d'un maître qui s'en voit dépourvu.

NULLE erreur, nulle folie, nulle iniquité ne demeure impunie. Les courtiſans, les miniſtres, les grands ſous un mauvais gouvernement, faute de connoître en quoi conſiſte la vraie grandeur, en ſont punis à tout moment par les ſacrifices réels & difficiles qu'ils font à des chimeres. Que ſe procurent-ils par tant de baſſeſſes, de complaiſances, de fatigues & de crimes ? Un crédit peu ſolide, un pouvoir éphémere, une faveur chancelante, des honneurs vains & frivoles ; mais plus ſouvent encore des humiliations, des chagrins, des déboires, des affronts,

des disgraces, & le dérangement total de leurs affaires. L'envie que les petits portent aux grands diminueroit, ou même disparoîtroit tout-à-fait, s'ils les contemploient d'un œil moins prévenu (56). La vie d'un Courtisan ou d'un Ministre leur sembleroit aussi pénible, aussi digne de pitié, que celle d'un forçat, toujours courbé pour attendre le coup qui le menace. Porter sans cesse un masque; digérer des avanies sans nombre; flatter un maître que souvent on mépriſe; affecter un front serein au milieu des orages; intriguer sans repos & sans fin, sont des choses qui demandent bien plus de peines, qu'il n'en coûteroit pour avoir de la probité & pour acquérir de justes droits sur l'estime des hommes.

Rien de plus propre à enivrer, que la possession d'un grand pouvoir. Les chûtes continuelles & les disgraces des ministres les plus accrédités, sont rarement capables de faire rentrer en eux-mêmes les favoris des Rois. L'amour-

(56) *Magna ista quia parvi sumus, credimus; multis rebus non ex naturâ suâ, sed ex humilitate nostrâ magnitudo est.*

Senec. in præf. Quæst. natural.

propre leur perſuade, ſans doute, qu'ils auront l'art d'éviter les écueils où tant d'autres ont échoué. Mais eſt-il au pouvoir de la ſagacité la plus exercée, de prévoir ou de prévenir les caprices que chaque inſtant fait éclore dans la tête d'un ſultan? L'amour même eſt-il capable de le fixer? Autant vaudroit-il, pour une Nation & pour un Miniſtre, faire dépendre leur ſort d'une girouette ou des vents, que de la faveur d'un maître dépourvu d'équité, de ſenſibilité, de reconnoiſſance & de raiſon.

Plus on réfléchira ſur les choſes humaines, & plus on aura lieu de ſe convaincre que, dans quelque poſition que les hommes ſe trouvent, leurs intérêts véritables ne peuvent ſe ſéparer de ceux de la juſtice. Le Corps Politique a beſoin de la juſtice de ſes chefs pour être bien gouverné. Ces chefs ont beſoin de coopérateurs expérimentés & vertueux pour partager avec eux les ſoins de l'adminiſtration. Les miniſtres ont intérêt de ſervir des maîtres équitables qui ſentent & reconnoiſſent les ſervices qu'on leur rend. Les Grands ont plus d'intérêt que perſonne à la proſpérité d'un Etat, à laquelle leur grandeur &

leur opulence ſont attachées. Les vrais privileges ſont ceux que la juſtice aſſûre, que la loi garantit, qui ſont appuyés par une Nation libre ou jouiſſant de ſes droits. D'où il ſuit évidemment que tous ceux qui ſe liguent avec une adminiſtration corrompue contre la choſe publique, ſont des inſenſés aſſez extravagans pour conſpirer contre leur propre félicité.

Le Miniſtre eſt l'homme de la Nation bien plus que l'homme du Roi; il trahit & l'un & l'autre, quand il les ſépare d'intérêts. Il trahit ſon maître, lorſqu'il en fait un tyran déſagréable à ſes Sujets : il trahit la Nation, lorſqu'il fournit des moyens de lui donner des fers; il ſe trahit lui-même & ſa poſtérité, quand il établit dans ſon pays un deſpotiſme deſtructeur.

Visir, Courtiſans, Nobles & Grands! vous qui changez ſouvent les Princes en de Tyrans impitoyables! vous qui les excitez à envahir les droits de vos concitoyens! qui montrez tant d'ardeur pour étendre le pouvoir des Rois & pour écraſer ſous leurs ſceptres la liberté des Nations! par quel aveuglement vous croyez-vous intéreſſés à faire des monſ-

tres de vos maîtres ? Comme les derniers des citoyens, n'êtes-vous pas intéreſſés à les rendre humains, modérés, équitables ? Oui ; vous êtes intéreſſés à la conſervation des loix qui vous protégeront vous-mêmes : vous êtes intéreſſés à la liberté publique, ſans laquelle il n'eſt pour vous-mêmes aucune ſûreté. En faiſant des tyrans, vous ne ſerez que des inſtrumens éphémeres d'un pouvoir éphémere & chancelant lui-même. Vous ne jouirez que d'une exiſtence précaire ; l'intrigue, la baſſeſſe, la calomnie peuvent à chaque inſtant vous ravir le crédit dont vous êtes ſi fiers. Un mot ſuffira pour vous réduire en poudre & pour vous faire retomber dans la foule des opprimés. Apprenez donc à devenir citoyens ; & n'égarez plus contre la Patrie des tigres qui peuvent à tout moment vous déchirer vous-mêmes. Soyez juſtes, bienfaiſans, vertueux ; & même au ſein de la diſgrace vous jouirez de l'eſtime des hommes & de l'eſtime de vous-mêmes ; elles vous conſoleront dans la retraite ; elles vous dédommageront de la perte d'un pouvoir que vous n'aurez exercé que pour le bien-être de vos concitoyens. La diſ-

grace

grace eſt honorable pour celui qui emporte avec lui les regrets d'une Nation qu'il a fidélement ſervie.

CHAPITRE XV.

Du Gouvernement Militaire.

LE gouvernement deſpotique étant, comme on a vu, l'ouvrage de la force, ne ſe ſoutient que par la force; n'étant fondé que ſur l'injuſtice, il ſe maintient par des injuſtices; n'ayant pour appui que le menſonge, il s'efforce de perpétuer l'ignorance, le préjugé, le regne de l'illuſion.

LES Nations ſubjuguées par le pouvoir arbitraire ſont continuellement adminiſtrées comme un pays ennemi. Des ſujets opprimés ſont contenus par les liens inviſibles de l'opinion, & par des armées viſibles qui, ſous prétexte de les défendre contre les ennemis du dehors, les livrent ſans défenſe aux ennemis du dedans.

LES Peuples amoureux de leur liberté ont toujours regardé des armées mercénaires & nombreuſes comme totale-

ment incompatibles avec les droits des citoyens. Les nations anciennes étoient plus libres que les modernes, parce qu'elles étoient armées. Chaque citoyen étoit ſoldat ; le camp étoit ſa cité ; il portoit à ſa ceinture le fer qui aſſuroit ſa liberté. Les Nations étant devenues plus nombreuſes & s'étant fixées, ont perdu, en tout ou en partie, leur liberté primitive. Le plus grand nombre des citoyens, livré à des travaux néceſſaires à la vie ſociale, confia le ſoin de le protéger au Souverain, qui ſe trouvoit naturellement à la tête de ceux dont le département fut de continuer à défendre les autres. Le droit de commander les ſoldats ne peut pas être ôté au chef qui les avoit toujours commandés. Ceux-ci accoutumés à lui obéir, ne connurent d'autre autorité que la ſienne, & furent naturellement diſpoſés à le ſervir dans ſes projets.

Dans tous les pays, les gens de guerre ne ſont plus à la Nation ; ils appartiennent à leur chef, ils lui prêtent ſerment, ils jurent de lui être fideles, ils croient de ne rien devoir à la Société, ils n'ont rien de commun avec leurs concitoyens ; & ſi le Maître l'ordonne,

ils ſe tiennent prêts à les frapper. L'homme de guerre eſt par-tout un mercénaire qui ne connoît d'autres liens que ceux qui l'attachent à ſon commandement ; il ne tient à la Patrie que comme ces lierres qui étouffent peu-à-peu l'arbre dont ils raviſſent les ſucs nourriciers [57]. Cependant il ſe croit le défenſeur de ſon pays ; tandis qu'il n'eſt trop ſouvent que l'inſtrument fatal de l'ennemi domeſtique qui cherche continuellement à la mettre dans ſes fers. Le deſpote regarde ſes ſoldats comme appartenant plus particuliérement à lui ; il les juge comme ſeuls propres à ſeconder ſes vues ; comme faits pour le ſervir aveuglément dans toutes ſes entrepriſes, ſoit contre ſes propres ſujets, ſoit contre les ſujets des Princes ſes rivaux.

NOURRI dans les principes d'une

[57] Xénophon nous apprend que chez les Athéniens, les citoyens propriétaires de terres étoient les meilleurs ſoldats, comme les plus intéreſſés à la conſervation de leur pays. Chez les anciens Germains on n'accordoit qu'à des hommes libres l'honneur de combattre pour la Patrie, les ſeuls poſſeſſeurs de la terre avoient le droit de la défendre. L'Empereur Henri l'Oiſeleur ne ſuivit pas cette Politique ; il fit grace à tous les voleurs de grand chemin qu'il incorpora dans ſes troupes. Les priſons publiques fourniſſent d'amples recrues à nos Princes Modernes.

obéiſſance ſervile ; accoutumé par état à une diſcipline rigoureuſe qui lui défend de raiſonner ſur les ordres qu'il reçoit, le ſoldat eſt communément un eſclave, & devient par là même l'ennemi de la liberté de ſes concitoyens. Dès que ſes chefs commandent, il méconnoît tous les rapports qui le lient aux autres hommes ; il plongera ſi l'on veut l'épée dans le ſein du citoyen, de ſon frere, de ſon ami ; il ſeroit puni par la mort ou l'infamie, s'il balançoit à ſuivre des ordres qu'il ne lui eſt jamais permis d'examiner. En un mot, l'homme de guerre, de même que le dévot fanatique, ne ſe croit pas fait pour penſer ; il devient cruel, inhumain, ſans pitié ; il commet le crime ſans remords, quand ſes chefs lui diſent qu'il faut commettre le crime [58].

Les préjugés ont tellement faſciné

[58] La plupart des ſoldats ſemblent dire à leurs chefs ce que Lucain met dans la bouche d'un des officiers de Céſar. « Faut-il frapper un frere, ou enfoncer l'épée » dans la gorge de mon pere, ou bien la plonger dans le » ſein d'une épouſe enceinte, ma main quoiqu'à regret, » va ſe prêter à tout.

Pectore ſi fratris gladium, juguloque parentis
Condere me jubeas, plenæque in viscera partu
Conjugis, invitâ peragam tamen omnia dextrâ.
Voyez Lucan. Lib.

les eſprits ; l'exemple a tant de pouvoir ſur les hommes ; les idées merveilleuſes qu'on s'eſt faites de la grandeur & de la majeſté divine des Rois, ont tellement fait diſparoître les notions de Patrie, de Société, de vraie Gloire, que non-ſeulement l'eſclavage du Soldat lui paroît honorable à lui-même, mais encore que le citoyen paiſible, intimidé devant lui, regarde le métier de la guerre comme le plus noble & le plus reſpectable. C'eſt ainſi qu'à l'exemple des Sauvages, la force paroît encore la qualité la plus digne d'eſtime & de conſidération. Dans l'origine des Sociétés, l'homme fut excluſivement attaché au courage, parce que le courage étoit alors la vertu par excellence, c'eſt-à-dire, la qualité la plus utile à des Nations toutes guerrieres. Dans les Nations modernes & civiliſées, qui pour leur intérêt devroient être plus pacifiques, il ſeroit temps d'attacher l'idée d'honneur à des qualités plus paiſibles & plus avantageuſes à la Société dont les beſoins ont changé.

Mais l'ignorance perpétue les erreurs des mortels. La Nobleſſe attache encore parmi nous la plus haute idée à

la valeur, & ne ſouffre pas qu'on la ſoupçonne d'en manquer; l'infamie ſuit toujours la lâcheté. Cependant, comme l'obſerve très-bien un moraliſte, « la » valeur inutile eſt une folie: celui qui » ſans raiſon s'expoſe à la mort, eſt un » fou qui troque ſa vie pour la foible » vanité de paſſer pour brave; il ignore » le prix de la vie [59].

Bien plus, par un préjugé vraiment barbare, la Nobleſſe, en un grand nombre de pays, s'imagine que la profeſſion des armes eſt la ſeule digne de l'occuper; elle croiroit déroger & ſe déshonorer, ſi elle ſervoit la Patrie d'une façon plus réelle. Les Souverains communément intéreſſés à trouver des hommes excluſivement attachés à leur ſort, ont grand ſoin d'entretenir ce préjugé; dans une Nobleſſe nombreuſe, ils ont une pépiniere de braves dévoués à leurs intérêts, & qui ſe croient obligés de verſer tout leur ſang pour leur gloire.

Sans une crédulité prodigieuſe que juſqu'ici rien n'a pu guérir, comment auroit-on pu trouver des millions d'hommes diſpoſés à ſe battre dans des

[59] Voyez Nicole, *Eſſais de Morale*, tom. II. pag. 95.

querelles qui n'ont rien de commun, ni avec leurs intérêts perſonnels, ni avec ceux de la Patrie ? Comment auroit-on pu perſuader à des êtres que la nature rend amoureux de la vie, que l'honneur exigeoit d'eux de marcher gaiement à la mort & de ſe faire égorger de ſang-froid, ſans être aucunement provoqués ? Comment auroit-on pu les amener à ſe ſacrifier aux caprices d'un maître, communément inconnu ; qui dédaigne ſes eſclaves ; qui s'imagine de bonne foi que le ſang de leurs veines eſt à lui ; qu'il l'a ſuffiſamment payé par une ſolde modique ; qu'il a le droit de le faire couler pour ſon ambition ou ſon amuſement ; qu'en périſſant pour lui on ne fait que ſon devoir. *Malheureux ! n'êtes-vous pas faits pour être tués ?* crioit à ſes cohortes ébranlées, un héros fameux qui commandoit ſon armée.

Il eſt beau, nous dit-on, *de mourir pour la Patrie.* Mais eſt-ce mourir pour la Patrie, que de verſer ſon ſang pour celui qui l'opprime, ou qui pour de vils intérêts, étrangers à la Patrie, conduit ſes citoyens au carnage ? Eſt-il rien de plus bas, de plus lâche, de plus déshonorant, que de s'immoler à

la vanité mépriſable d'un tyran inhumain ? Eſt-il rien de plus abject que de lui ſervir de marche-pied pour atteindre un pouvoir dont il ne peut qu'abuſer ?

Mais pour prix de ſa valeur & du ſang qu'il a perdu, le guerrier ſera-t-il au moins juſtement, dignement, sûrement récompenſé ? Le Deſpote ſe montrera-t-il plus équitable envers les ſoutiens de ſon pouvoir & les martyrs de ſes folies, qu'envers ſes autres Sujets ? Non ; nous verrons ſouvent ce champion de l'honneur forcé de digérer en ſilence les rebuts, les mépris, les paſſe-droits que lui feront éprouver un Maître inſenſible, un Miniſtre hautain, qui daigneront à peine écouter ſes juſtes plaintes ou jetter un regard de pitié ſur ſes bleſſures. Les ſollicitations d'un intrigant, d'un complaiſant, d'un protégé, d'un proxénete, d'une femme, prévaudront ſur les droits de l'homme de cœur qui aura mille fois prodigué ſa vie dans les batailles. Privé ſouvent de ſes membres, chargé d'infirmités & d'années, il traînera ſes jours dans l'indigence, le regret & la honte d'avoir follement ſacrifié ſa fortune & ſon bien-être pour des ingrats qui rient, & de

ſa ſimplicité, & de ſa colere impuiſſante.

O GUERRIERS ! c'eſt ainſi que vous êtes punis de vos aveugles préjugés ; c'eſt ainſi qu'on vous récompenſe d'avoir méconnu la Patrie qui vous donna le jour, pour vous livrer à des pervers qui l'oppriment. C'eſt ainſi qu'ingrats vous-mêmes pour une mere que vous avez trahie, vous eſſuyez à votre tour l'ingratitude d'un Sultan mépriſable qui, tandis que vous expoſiez vos jours dans les combats, régloit au fond d'un ſerail, dans les bras de ſa maîtreſſe, les injuſtices dont il devoit payer votre fidélité.

GRACES au pouvoir magique de l'opinion, les Princes les plus injuſtes n'ont pas à craindre de voir manquer de ſi-tôt les victimes qui ſe feront un honneur d'être immolées dans leurs querelles. Il ſe ſont ſubrogés à la Patrie ; ils ſont les maîtres des graces ; ils poſſedent le grand mobile des hommes ; ils obligent les Peuples de payer chérement les chaînes qui les accablent ; enfin, par un chef-d'œuvre de politique, ils ſont maîtres de l'opinion & perſuadent à des hommes raiſonnables, que l'emploi le plus noble & le plus glorieux eſt celui

des citoyens qui banniſſent la liberté de leus pays !

Le ſoldat en tout pays eſt un Sauvage inconſidéré dont les maîtres achetent la liberté en lui permettant le déſordre & la licence. Par-tout le ſoldat eſt un automate, un eſclave, un ennemi de la liberté de ſes concitoyens qui le forceroit de rougir de ſa propre ſervitude. Accoutumé lui-même à des fers, il eſt très-indigné de voir que d'autres prétendent s'en affranchir. C'eſt en aſſerviſſant tous les ordres de l'Etat, qu'il croit juſtifier ſa dépendance abjecte.

D'ailleurs l'homme de guerre eſt, par état, forcé de vivre à la journée, ſans ſonger au lendemain, qui n'eſt jamais à lui. Il eſt léger, frivole, inconſidéré comme un enfant. Fier de ſa force & jaloux de l'honneur ou de la conſidération à laquelle il ſe croit en droit de prétendre, il eſt vain, pointilleux, querelleur, arrogant, ſujet à la colere. Ses idées fauſſes le rendent vindicatif, injuſte, & lui font un devoir d'être implacable & cruel de ſang-froid. Une vie errante & diſſipée l'empêche communément de cultiver ſa raiſon, le pouſſe à la débauche, & l'invite au

déréglement. Aux fatigues & au tumulte ſuccede une oiſiveté profonde, dont le jeu ou le vice peuvent ſeuls le tirer. Un Gouvernement militaire influe d'une façon très-marquée ſur les mœurs & le caractere d'une Nation, toujours diſpoſée à imiter ceux qu'elle admire & conſidere. Ainſi en même-temps qu'il enchaîne ſes concitoyens, le Soldat contribue à corrompre ſes mœurs.

Une Politique plus raiſonnable demanderoit que l'on occupât plus utilement le ſoldat durant la paix; il dédommageroit au moins l'Etat d'une partie des maux que lui fait toujours la guerre (60). Les mains victorieuſes des Romains ne dédaignoient pas les travaux publics dans les pays que leur valeur avoit domptés: la paix ne les plongeoit pas dans une oiſiveté nuiſible, des légions triomphantes ne rougiſſoient pas de ſe ſervir de la beche & du hoyau;

(60) Dans la plupart des contrées de l'Europe, une politique injuſte & barbare fait condamner impitoyablement à la mort les *Déſerteurs*. Par une ſuite des loix militaires, l'homme qui par la ſéduction ou la violence s'eſt fait ſoldat, pour avoir oſé s'affranchir de ſon eſclavage, eſt anéanti pour la Société, & perdu pour ſon injuſte maître. C'eſt ainſi que l'injuſtice & le Deſpotiſme toujours aveugles ſe nuiſent à eux-mêmes.

elles formoient des chemins publics; elles défrichoient des terres incultes; elles conduiſent la pierre; elles prenoient la truelle; elles bâtiſſoient des aqueducs; elles creuſoient des canaux. Par cette Politique ſi ſage, le Soldat toujours actif s'endurciſſoit à la fatigue; il échappoit aux vices que produit la pareſſe; il rendoit plus floriſſantes les Provinces qu'il avoit conquiſes; il devenoit au moins durant la paix, un membre utile à l'Etat. Aujourd'hui les Princes ſemblent craindre que leurs mercénaires ne procurent aucuns biens au reſte de leurs Sujets.

A force de préjugés & d'illuſions, les Deſpotes parviennent à ſe liguer avec une portion de leurs Sujets pour aſſervir tous les autres, & pour ſe mettre à portée de travailler ſans obſtacles à la ruine de la Société. Mais enfin que réſulte-t-il de cette Politique ſi profonde & ſi bien concertée? Au milieu d'une Nation tremblante & découragée, le Deſpote eſt-il donc véritablement puiſſant? Intimidé par ſes légions, ſon Peuple eſt-il bien actif, bien induſtrieux, bien fortuné? Entouré de ſes cohortes eſt-il lui-même

ſort heureux ? Non, ſans doute ; la Nation écraſée ſous le joug tombe peu-à-peu dans un abrutiſſement complet ; ſon tyran armé de défiance contre tous ſes ſujets, environné de ſes ſatellites, devient le triſte géolier de lui-même, ſans jouir pour cela d'une plus grande ſûreté. Ses gardes deviennent ſes maîtres & lui font bientôt la loi : ſa couronne & ſa vie dépendent à tout moment des caprices d'une Soldateſque fougueuſe, inconſidérée, mercénaire, qui lui fait ſentir les effets de ſes mécontentemens. Un Sultan endormi dans la molleſſe, gouverné par un Viſir, par un Eunuque avare, par une Sultane frivole, riſque à chaque inſtant de devenir la victime de ſes Janiſſaires mutinés. Dans un Etat Deſpotique, le trône appartient à celui qui a le courage de s'y placer.

C'EST ainſi que le Deſpotiſme, qui eſt l'ouvrage de la force & de l'uſurpation, ſe détruit par l'uſurpation & la force. Les plus grands ennemis des Rois ſont ceux qui leur conſeillent de s'emparer d'un pouvoir abſolu. Sidney remarque très-bien que, *ſi l'uſurpation donnoit des droits, il n'y auroit*

perſonne qui ne fût tenté de faire des efforts pour uſurper une couronne qui en ſeroit le prix. Un Souverain qui uſurpe les droits de ſes Sujets, ſemble les inviter à uſurper les ſiens, ou à le détruire lui même.

Si l'on donnoit en problême de trouver le moyen le plus ſûr de rendre un Peuple & ſon Chef le plus malheureux qu'il eſt poſſible, mettez l'autorité abſolue dans les mains d'un homme ſans lumieres ; prenez des précautions pour que jamais il ne puiſſe s'éclairer ; rendez cette autorité permanente ; donnez-lui pour appui des armées bien nombreuſes ; permettez-lui d'opprimer ſes Sujets, ſans jamais vouloir écouter leurs plaintes ; & le problême ſe trouvera réſolu.

Le pouvoir arbitraire ne procure à perſonne ni bien-être, ni repos, ni puiſſance, ni ſûreté. Un tyran eſt un inſenſé, qui, étant ſeul contre tous, doit craindre chacun de ſes ſujets. Que leur oppoſe-t-il ? Des Soldats mercénaires, des brutaux ſans raiſon, des ames vénales, faciles à gagner, & que tout chef ambitieux peut ſoulever contre le Souverain. Tout Deſpote

eſt un furieux qui ſe bleſſe à tout moment de l'épée dont il ſe ſert pour frapper ſon Peuple. Un Gouvernement militaire rend le ſoldat l'arbitre du ſort du Prince ; la force aveugle qui ſoutient le trône, peut auſſi le renverſer. Des loix juſtes & l'attachement des Peuples, voilà les fondemens les plus ſolides de la puiſſance des Rois Le Deſpotiſme eſt une mer orageuſe ſur laquelle, & le Pilote & les paſſagers ſont expoſés à des naufrages continuels. [61]

TOUTE folie ſe punit toujours elle-même. De fauſſes idées de grandeur font-elle croire à un Prince qu'il eſt beau d'exercer un pouvoir illimité, ou qu'il eſt indigne de lui, de trouver des obſtacles à ſes volontés ſuprêmes ? Bientôt ſon ambition s'allume, il détruit toutes les barrieres, il anéantit les loix, il impoſe un ſilence éternel à ceux qui pourroient lui faire connoître l'état de ſa Nation ; mais il eſt puni de ſa folie par le découragement & la miſere qui s'établiſſent dans

[61] *Non exercitûs neque theſauri regni præſidia ſunt : verùm amici, quos neque armis cogere, neque auro parare queas, officio & fide parantur.*

Salluſt.

ſon pays. Croit-il ſe mettre à l'abri des mécontentemens publics à force d'armées & de ſoldats ? Il ne fait qu'augmenter le ravage ; ſes gardes & ſes complices deviennent ſes maîtres : ſon indigence le met hors d'état de contenter leur avidité, & ſa vie eſt expoſée aux caprices d'une milice inſolente qui ne tarde pas à connoître ſa force. Ce furent des légions qui donnerent à l'Empire Romain tant de Tyrans qui le conduiſirent à ſa deſtruction : ce fut par la main des ſoldats, que ces monſtres ſe virent forcés de périr les uns après les autres.

UN Tyran eſt un vrai frénétique qui, par les vains efforts de ſa fauſſe Politique, ne fait que préparer ſa propre deſtruction ; il creuſe à tout moment le tombeau qui doit l'enſevelir ſous les ruines de l'Etat. La tranquillité paſſagere dont le Deſpotiſme ſemble jouir quelquefois, reſſemble à ces calmes perfides qui précedent communément les tempêtes, les ouragans, les tremblemens dont la terre eſt ébranlée juſques dans ſes fondemens.

SOUVERAINS

SOUVERAINS du monde ! on vous trompe, quand on vous dit que vous êtes des Dieux. Conquérans ! on vous trompe, quand on vous perſuade que vous êtes de grands hommes. Monarques ! on vous trompe, quand on vous excite à uſurper un pouvoir abſolu toujours environné de dangers & d'allarmes. On vous trompe, quand on vous dit que votre intérêt demande que vous arrachiez à vos Peuples la liberté, ſans laquelle ils ne peuvent travailler, ni à votre propre puiſſance, ni à votre félicité. On vous trompe, quand on vous fait croire qu'on vous aime, tandis que vous ne ſongez qu'à répandre la terreur. On vous trompe enfin, quand on vous dit que des armées nombreuſes, & des ſatellites mercénaires vous mettront en ſûreté. Soyez juſtes; rendez vos Peuples libres; régnez avec les loix; ne ſouffrez pas qu'on ſe ſerve de votre nom pour exercer la tyrannie: aimez vos Sujets; occupez-vous de leurs beſoins; écoutez leurs juſtes plaintes: établiſſez l'empire des mœurs; récompenſez le mérite & la vertu; banniſſez de votre préſence le vice; puniſſez l'oppreſſion & le

crime ; c'eſt alors que vous ſerez vraiment grands, riches, & puiſſans : c'eſt alors que vous ſerez ſincérement aimés : c'eſt alors que vous jouirez d'une ſûreté véritable au milieu d'un Peuple ſatisfait, & vos jours précieux ſeront bien mieux gardés par vos Sujets unis de cœurs avec vous, que par des Courtiſans abjects ou par des Soldats mercénaires, qui ſeront toujours incapables d'avoir un attachement ſincere : la vertu ſeule a droit d'être ſincérement aimée.

Fin de la Seconde Partie.

TABLE

DES

CHAPITRES.

SECONDE PARTIE.

Principes naturels de la Politique.

CHAPITRE I.

De la Société. Du Pacte Social. Des loix. De la Souveraineté. Du Gouvernement. Pag. 5

CHAPITRE II.

Origine des Gouvernemens. De leurs formes diverſes. De leurs avantages & déſavantages. De leurs réformes. . . . 32

CHAPITRE III.

De la Liberté. . . . 52

CHAPITRE IV.

Du Gouvernement mixte. Des Repréſentans d'une Nation. 66

CHAPITRE V.

De la Liberté de Penſer. Influence de la Liberté ſur les mœurs. 78

CHAPITRE VI.

Réflexions ſur le Gouvernement Britannique. 95

CHAPITRE VII.

Des intérêts des Princes, ou de la Politique véritable. 110

CHAPITRE VIII.

Des qualités & des vertus néceſſaires au Souverain. . . . 130

CHAPITRE IX.

Cauſes de l'abus du pouvoir, ou de la corruption des Princes. . . . 131

CHAPITRE X.

De la fauſſe Politique. Du Deſpotiſme. De la Tyrannie. . . . 141

CHAPITRE XI.

De la Guerre. 160

CHAPITRE XII.

Du Machiavéliſme, ou de la Perfidie en Politique. 180

CHAPITRE XIII.

Des effets Phyſiques ou naturels du Deſpotiſme. 191

CHAPITRE XIV.

De la Corruption des Cours. . . . 203

CHAPITRE XV.

Du Gouvernement Militaire. . . . 233

Fin de la Table de la ſeconde Partie.

N°L
145234